



ICOMOS INFORMATION

CONSERVATION RESTAURATION
DES MONUMENTS ET DES SITES
PRESERVATION RESTORATION
OF MONUMENTS AND SITES

N. 3 - 1989

CHEN WEI - ANDREAS AASS
HERITAGE CONSERVATION:
EAST AND WEST

JAIME ORTIZ LAJOUS
ALBERTO GONZÁLES POZO
MEXICO DESPUES DE 1985:
RECUPERACION DE
VIVIENDA EN ZONAS
HISTORICAS

CARSTEN LUND
UNE CHARTE POUR LA
PROTECTION ET LA GESTION
DU PATRIMOINE
ARCHEOLOGIQUE

NOUVELLES - NEWSLETTER

IAI



ICOMOS INFORMATION
Revue Trimestrielle / Quarterly review

DIRECTEUR/EDITOR
Président de l'Icomos/President of Icomos
Roberto Di Stefano

COMITE DE RÉDACTION/EDITORIAL BOARD
BUREAU DE L'ICOMOS/ICOMOS BUREAU:
Helmut Stelzer, Jorge O. Gazaneo, Jonasz Glemza,
Jaime O. Lajous, Roland Silva, Ann Webster Smith,
Stephan Tschudi-Madsen.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION/MANAGING EDITOR
Roberto Di Stefano

CONSEILLER DE LA REDACTION/EDITORIAL ADVISER
Michel Parent

REDACTION/EDITORIAL OFFICE

Paris
Manola Gardez
Secrétariat International de l'Icomos/
Icomos International Secretariat:
75, rue du Temple, 75003 Paris
Naples
Rosa Anna Genovese
Via Costantinopoli 3, 80138 Napoli

CONDITIONS D'ABONNEMENT/ANNUAL

SUBSCRIPTION 1989
Italie/Italy L. 80.000; Etranger/Abroad L. 110.000
Chaque Numéro/One issue
Italie/Italy L. 22.000; Etranger/Abroad L. 29.000

PUBLIE PAR/PUBLISHED BY

Edizioni Scientifiche Italiane
Via Chiatamone 7, 80121 Naples
Via dei Taurini 27, 00185 Rome (Italie/Italy)
tel. 081/418346-426581-426781

PUBLICITE/ADVERTISING ADMINISTRATION

Edizioni Scientifiche Italiane, Naples (Italie/Italy)

MAQUETTE/GRAPHIC DESIGN

Gelsomino D'Ambrosio, Pino Grimaldi
Segno Associati, Salerno (Italie/Italy)

Imprimé en Italie/Printed in Italy

Arte Tipografica
Via S. Biagio dei Librai, 39
80138 Naples (Italie/Italy)

Regis.: I.N.P.I. - Paris
n. 1306509

Les articles paraissant dans ICOMOS INFORMATION
expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas
nécessairement celles de l'Icomos ou de la Rédaction.
Les titres des articles et les légendes des photos sont (peuvent
être) de la rédaction.

The opinions expressed in the articles published in
ICOMOS INFORMATION do not necessarily reflect those
of Icomos or those of the Editorial Board. The titles of
the articles and the captions under the photos may have
been written by the Editorial Board.

Publié avec le concours financier de l'Unesco
Published with the financial assistance of Unesco

Nous remercions le Comité national italien pour son
aimable contribution à la traduction des résumés en
langue italienne publiés dans la revue.
We thank the Italian National Committee of Icomos for
its kind assistance in the translation of the summaries in
Italian published in the journal.

© Copyright 1989 by
Edizioni Scientifiche Italiane, Naples (Italie/Italy)



- | | |
|----|--|
| 1 | EDITORIAL
<i>Roberto Di Stefano</i> |
| 3 | HERITAGE CONSERVATION: EAST AND WEST
<i>Chen Wei and Andreas Aass</i> |
| 9 | MEXICO DESPUES DE 1985: RECUPERACION DE VIVIENDA EN ZONAS
HISTORICAS
<i>Jaime Ortiz Lajous</i>
<i>Alberto Gonzales Pozo</i> |
| 15 | UNE CHARTE POUR LA PROTECTION ET LA GESTION DU
PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE
A CHARTER FOR THE PROTECTION AND MANAGEMENT OF THE
ARCHAEOLOGICAL HERITAGE
<i>Carsten Lund</i> |
| 20 | PROJET DE L'ICAHM / ICAHM DRAFT
<i>Comité International de Gestion du Patrimoine Archéologique</i>
<i>International Committee of Archaeological Heritage Management</i> |
| 25 | LA 9ème ASSEMBLEE GENERALE DE L'ICOMOS / THE NINTH ICOMOS
GENERAL ASSEMBLY
<i>Claude Jacquot</i> |
| 29 | ROUMANIE CONFERENCE DE PRESSE ET INAUGURATION DE
L'EXPOSITION «ICOMOS PRO ROMANIA» 4 mai 1989, au Secrétariat
<i>International de l'Icomos à Paris</i>
ROMANIA PRESS CONFERENCE AND INAUGURATION OF THE
EXHIBITION "ICOMOS PRO ROMANIA" 4 May 1989, at Icomos
<i>headquarters</i> |
| 30 | NOUVELLES
NEWSLETTER |
| 36 | IAI
INDEX ANALYTIQUE DE L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX |
| 44 | OUVRAGES REÇUS
BOOKS RECEIVED |
| 46 | COMMUNIQUES |
| 48 | CALENDRIER
CALENDAR |

«Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des Arts et de participer au progrès scientifique et aux bénéfices qui en résultent»; ceci est une affirmation fondamentale (art. 27) de la «Déclaration des Droits de l'Homme». Elle reflète l'exigence de l'homme moderne d'être à l'origine d'un développement qui ait une réelle dimension culturelle. En effet, si la culture, sous toutes ses formes (et par conséquent, en tant que patrimoine culturel) est assumée comme élément essentiel, on pourra alors atteindre une croissance qualitative de la société et non plus quantitative, afin de satisfaire les aspirations spécifiques de l'être humain. Dans ce sens, le processus de développement — ayant pour objet l'homme dans sa dignité individuelle et dans sa responsabilité sociale — aura comme objectif le bien-être de tous et de chacun.

Aujourd'hui, de plus en plus, nous pouvons voir les signes précurseurs qui nous font croire et espérer que, dans de nombreux pays du monde, les efforts des grands groupes sociaux tendent dans cette direction. C'est-à-dire vers une revendication du droit de chacun à la vie culturelle, à savoir: à la participation au processus de création ou de conservation des biens culturels, ainsi qu'à la démocratisation de la culture, en éliminant toute forme d'inégalité.

Une interprétation moderne et correcte des buts statutaires de l'Icomos implique l'obligation morale de travailler pour l'intégration de la «culture de la conservation», c'est-à-dire de travailler en faveur de la conservation intégrée, en tant que construction d'une nouvelle société basée sur l'équilibre harmonieux entre progrès technique et élévation intellectuelle et morale de l'humanité. Pour remplir cette juste tâche, l'Icomos a besoin de solliciter très largement la participation sincère et convaincue de tous, ainsi qu'une information précise, honnête et indépendante.

On peut citer de nombreux exemples (aussi bien dans les pays industrialisés que dans ceux en voie de développement) où l'on assiste à des opérations, importantes ou mineures, caractérisées par le déséquilibre et la mésentente, qui ne conduisent à aucun développement de ce type et ne produisent donc aucun bien-être. L'Icomos a le devoir de signaler et de débattre de tels exemples. Nous avons déjà commencé à la faire en affrontant le problème de la Roumanie, comme nous l'avons mentionné dans de précédents numéros de cette revue, ainsi que dans les pages qui suivent. Sur cette question nous devons enregistrer, avec satisfaction, l'importante intervention de l'Unesco qui, en commun accord avec les autorités roumaines, a pu mener à bien une mission technique dans ce pays pour un examen détaillé de la situation. L'Unesco a eu la courtoisie de transmettre à l'Icomos le rapport final de cette mission. Il s'agit d'un important document de «politique de la culture» au sujet duquel il serait intéressant d'ouvrir un débat de validité générale, bien au-delà de l'unique affaire roumaine.

Pour le moment, nous nous limiterons à reporter (sans aucun commentaire) une brève synthèse des suggestions et recommandations formulées par les experts. En premier lieu, dans ce rapport, l'attention est portée sur le processus moderne qui lie le concept d'écologie à celui de la qualité culturelle de la vie. Par conséquent, il est nécessaire qu'un certain nombre de villages typiques soient déclarés, par la loi, «zones protégées» et qu'au lieu d'être soumis à une occupation systématique de constructions urbaines ou à l'abandon, qu'ils bénéficient au contraire des faveurs de l'investissement d'équipement sans que les constructions systématiques n'en troublent l'agencement paysager. Une réclamation est faite pour que soit établie une législation spécifique qui garantisse la survivance du patrimoine rural de qualité patrimoniale. Il est ensuite affirmé que, dans toute planification du territoire, on se doit de prendre en compte la dimension de l'espace environnemental afin de maintenir la qualité réelle du cadre de vie; directive que le parcellaire des plans de systématisation semblent ignorer. De plus, il serait souhaitable qu'un plan de sauvegarde des villages de caractère soit lié au plan de modernisation. Enfin, il est constaté qu'une coopération et des échanges de services entre l'Unesco et la Roumanie seraient extrêmement bénéfiques. A partir de ces conclusions de l'Unesco, nous devons poursuivre et diffuser notre travail critique et constructif.

Roberto Di Stefano
Président de l'Icomos

HERITAGE CONSERVATION: EAST AND WEST

Chen Wei and Andreas Aass

1. The Parthenon.

Lecturer at the Department of Architecture at
Southeast China University, Nanjing
Consultant in Ottawa and Shanghai

“Every person has the right to take part freely in the cultural life of the community, to enjoy the Arts and to participate in scientific progress and the benefits that result from it”. This is a fundamental affirmation (Art. 27) of the “Declaration of the Rights of Man”. It reflects the demand of modern man to be at the origins of a development that has a genuinely cultural dimension. If culture, in all its forms (and consequently, in that of cultural heritage) is assumed to be an essential element, we could attain a qualitative and not just a quantitative growth in order to satisfy the specific aspirations of man. In this way the process of development, whose object is man in his individual dignity and as a socially responsible being, will have as objective the well-being of each and everyone.

More and more today we can see the signs that make us believe and hope that, in numerous countries in the world, the efforts of great social groups are moving in this direction. That is to say towards a demand of the right for everyone to a cultural life—the participation in the process of the creation and the conservation of cultural properties as well as the democratization of culture, by eliminating all forms of inequality.

A correct and modern interpretation of the statutory ends of Icomos implies, therefore, the moral obligation to work for the integration of the “culture of conservation”, that is to say, to work in favour of integrated conservation in the form of the construction of a new society based on the harmonious balance between technical progress and the intellectual and moral raising of humanity. To carry out this just task, Icomos needs to seek the sincere and convinced participation of all as well as precise, honest and independent information.

We could cite numerous examples (in industrialized countries as well as developing nations) where we are confronted by operations, important or minor, characterized by lack of balance and miscomprehension, which do not lead to the type of development mentioned above and therefore do not produce well-being for anyone. Icomos has the duty to bring to light and debate such cases. We have already begun to do so by confronting the problem of Romania, as we have noted in preceding issues of this journal, as well as in the following pages. On this question we are pleased to note the important intervention of Unesco which, with the agreement of the Romanian authorities, was able to carry out a specialized mission in this country in order to make a detailed examination of the situation.

Unesco has had the courtesy of sending to Icomos the final report of this mission. It is an important document on “cultural policy”, on the subject of which it would be interesting to open a debate that would be generally useful, beyond the affair of Romania alone.

For the moment we will present here, without comment, a brief synthesis of the suggestions and recommendations made by the experts. To begin with attention is given to the modern process that links the concept of ecology to that of the cultural quality of life. Consequently it is necessary to declare by law a certain number of typical villages “protected zones” and that instead of being subject to the systematic occupation of urban building or else being abandoned that, on the contrary, they benefit from investments in infrastructures without systematic construction troubling the harmony of the villagescape. A request is made that specific legislation be drawn up to guarantee the survival or rural heritage of quality. Then it is affirmed that, for all country planning it will be necessary to take into account the aspect of the environmental space in order to maintain the real quality of life—a directive that the lot organization of the systemization plans seems to ignore.

Moreover, it would be desirable that a plan to safeguard villages of character be linked to the modernization plan. Finally, it is pointed out the cooperation and an exchange of services between Unesco and Romania would be extremely beneficial.

On the basis of Unesco's conclusions, we must pursue and diffuse our critical and constructive work.

Roberto Di Stefano
President of Icomos

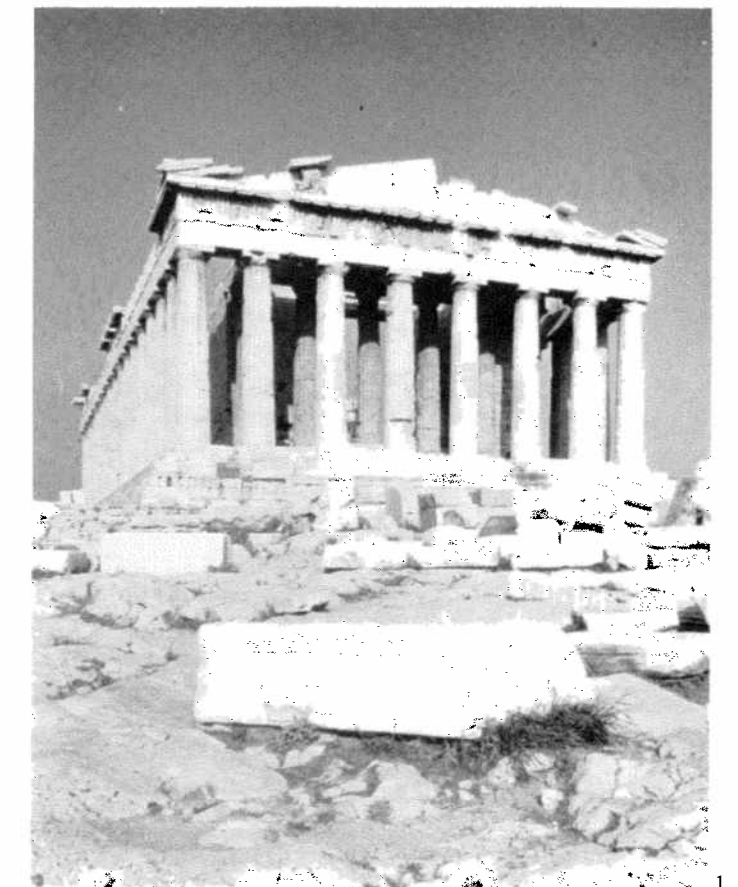
Tandis que l'approche occidentale en matière de philosophie culturelle se traduit par la préservation des monuments historiques, l'optique chinoise, en revanche, tente d'utiliser les monuments pour préserver l'esprit qu'ils représentent. De ce fait, on a moins d'hésitation à reconstruire ou à modifier les monuments et les sites en Chine qu'en Occident. Faisant référence à la peinture chinoise, les auteurs notent que le but n'est pas uniquement de représenter fidèlement l'aspect physique, mais plutôt de capter l'esprit de l'objet représenté; ainsi un peintre représentera un cheval pour communiquer son esprit. Les auteurs comparent ensuite deux sites qui reflètent ces deux différentes approches: l'Acropole en Grèce, et le Complexe du Temple de Confucius à Qufu dans la province de Shandong. Le premier monument a été soigneusement préservé et reste aujourd'hui essentiellement un objet de musée, un souvenir de la gloire passée de la Grèce. En revanche, le Complexe du Temple de Confucius a été changé, modifié et remis continuellement en état: processus qui se poursuit encore aujourd'hui. Le site reste un témoignage dynamique et vivant de l'impact de Confucius sur la Chine actuelle. La Charte de Venise de 1964 reflète précisément l'approche de l'Occident. A la lumière de cette étude comparative, les auteurs pensent qu'il serait souhaitable de réactualiser cette charte dans le contexte de son universalité.

En contraposición al enfoque occidental en materia de filosofía cultural, que se traduce en la preservación de los monumentos históricos, el punto de vista chino consiste en tratar de utilizar los monumentos para preservar el espíritu que representan. En consecuencia, a la hora de reconstruir o modificar los monumentos y los sitios, en China existen menos vacilaciones que en Occidente. Refiriéndose a la pintura china, los autores observan que su finalidad no es únicamente representar fielmente el aspecto físico, sino más bien captar el espíritu del objeto representado: de este modo, un pintor representará un caballo para comunicar el espíritu del animal. A continuación, los autores comparan dos sitios que reflejan estos dos enfoques diferentes: la Acrópolis en Grecia, y el Complejo del Templo de Confucio en Qufu en la provincia de Shandong. El primer monumento ha sido cuidadosamente preservado y hoy constituye esencialmente una pieza de museo, un recuerdo de la gloria pasada de Grecia. Por el contrario, el Complejo del Templo de Confucio ha sido transformado, modificado y reparado continuamente, en un proceso que continúa aún en nuestros días. El sitio sigue siendo un testimonio dinámico y viviente del impacto de Confucio en la China actual. La Carta de Venecia de 1964 refleja precisamente el enfoque de Occidente. A la luz de este estudio comparativo, los autores piensan que sería conveniente reactualizar esta carta en el contexto de su universalidad.

In contrapposizione all'approccio occidentale in materia di filosofia culturale che si esplica nella conservazione dei monumenti, il punto di vista cinese consiste nel tentare di utilizzare i monumenti per preservare lo spirito che essi rappresentano. Di conseguenza, in Cina, si ha meno esitazione che in Occidente a ricostruire ed a modificare i monumenti ed i siti.

Two cultural rivers define the cultural antecedents of the bulk of mankind: that of the East, and that of the West. The former is and has been centered in China, while the latter has its origins in Egypt, the Middle East and Europe. Both stretch back into prehistory, and the historical eras of both stretch back several millennia. These have evolved with a remarkable amount of independence from each other, particularly in view of the explorations and colonizing experience of the Western culture since the fifteenth century. As a consequence, significant cultural differences can be seen in innumerable areas, including language, cuisine, religion and medicine, to name but a few. It is the purpose of this paper to compare the approaches to heritage conservation followed in the West and in China.

An interesting starting point would be to look at the Acropolis in Athens, and the Confucius Temple Complex in Qufu. Several similarities would appear to justify looking at these two together. Both date back to the middle of the first millennium before Christ, and both speak of a key influence on the cultural evolution of the two cultures. In the case of the Confucius Temple Complex, it is the historical home of Confucius and the Kong family, as well as the nexus of Confucianism. Religion is one of the western concepts that does not fit well in the Chinese world—the three religions that westerners would identify in China as Buddhism, Daoism and Confucianism, are referred to in Chinese as the San Jiao, or the Three Schools. Of these three, however, it can be argued that Confucianism occupies a central place, and has had the most significant



2. Columns of the Hall (Da Cheng Dian) of the Confucius Temple Complex at Qufu, Shan Dong Province.

3. Detail of Dou Gong. Roof brackets assembly of Library Building being painted after restoration in 1986.

Facendo riferimento alla pittura cinese, gli autori notano che lo scopo non è solo quello di rappresentare fedelmente l'aspetto fisico, ma piuttosto di captare lo spirito dell'oggetto rappresentato: così un pittore rappresenterà un cavallo per comunicare lo spirito dell'animale. Gli autori confrontano in seguito due siti che riflettono questi due differenti approcci: l'Acropoli in Grecia ed il complesso del Tempio di Confucio a Qufu nella provincia di Shandong. Il primo monumento è stato accuratamente preservato e resta oggi essenzialmente un oggetto museale, un ricordo della passata gloria della Grecia. Di contro, il complesso del Tempio di Confucio è stato trasformato, modificato e ristrutturato continuamente, in un processo che continua ancora oggi. Il sito resta una testimonianza dinamica e vivente dell'impatto di Confucio sulla Cina attuale. La Carta di Venezia del 1964 riflette precisamente l'approccio dell'Occidente. Alla luce di questo studio comparativo, gli autori pensano che sarebbe auspicabile riattualizzare questa Carta nel contesto della sua attualità.

influence of the three on the culture of today's China. As a symbol of Confucius, the Complex at Qufu is of the highest significance to the Chinese culture. In a similar vein, the Acropolis holds a special place in the west. Although not associated with one individual, the influence of Greece on western culture is universally accepted as primordial. Athens was the principal center of Hellenic civilization, and the Acropolis stands to this day as the symbol of Athens and classical Greece.

Although these two sites are indisputably of the highest heritage value, their present condition underscores dramatically the differences in philosophical approaches to heritage conservation between east and west. Both are compound monuments in that they represent an evolution over time to their present form, but in the case of the Acropolis, that development was arrested at a certain point, and today the evocativeness of the Acropolis lies in its calling forth an image of ancient Greece and its legacy. Nevertheless, its message is a sad but stirring poem telling of the glory of the past, through its architectural remnants of a glorious past. The Confucius Temple Complex at Qufu, on the other hand, remains a growing and dynamic architectural collection, formed on an axis of 600 meters, with elegant roofs and courtyards, set in an evergreen cypress forest. Clearly there are two differing approaches to heritage conservation at work here; although the importance of the two monuments is comparable, the outcome is radically different. These two approaches will be discussed, starting with the western approach and the Venice Charter of 1964.



4. The Ceremonial Arch and Shan Gate of the Confucius Temple in Nanjing, Jiangsu Province. It was completely rebuilt in 1988.
5. Main Hall of Confucius (Da Cheng Dian), in Nanjing. Completely rebuilt in 1987-1988.

The Venice Charter is the culmination of the development of Western attitudes to present use over the last century and a half. After the French Revolution, several estates belonging to the King and the nobility were confiscated, and many were demolished as a negation of the previous regime. An example of this would be the levelling of the Bastille in 1790. A reaction to this set in, however, as it became apparent that many priceless architectural artifacts were being lost. During the first decade of the nineteenth century, the first restoration projects were undertaken, with little control over what constituted an appropriate intervention. Given the strong interest that was growing in the Gothic Period, modern interpretations of what constituted a Gothic building became common, with little respect for the intrinsic value of the buildings being restored. This in turn gave rise to criticism by such people as the British archeologist John Carter, and French writers such as Victor Hugo and Didron Aine. As a consequence, the French Government set up an agency in the 1830's to control restorations. During the succeeding thirty years, policies were developed to govern restorations in such a manner as to ensure the original integrity of the monument to be restored. Nevertheless, it proved insufficient, and as a consequence, there developed an 'anti-restoration movement', the center of which was the protection and conservation of the original. This approach of preserving the authenticity of the original was ultimately reflected in the Athens Charter of 1933 and the Venice Charter of 1964, as well as the underlying philosophy of Icomos. With specific reference to this Charter, attention is drawn to Articles 12 and 13, which emphasize the importance of maintaining the integrity of the original monument:

Article 12: Replacements of missing parts must integrate harmoniously with the whole, but at the same time must be distinguishable from the original so that restoration does not falsify the artistic or historical evidence.

Article 13: Additions cannot be allowed except in so far as they do not detract from the interesting parts of the building, its traditional setting, the balance of its composition and its relation with its surroundings.

In sum, the western approach focusses on the objective reality of the monument to be preserved. In fact, the result is that the western approach leads to the preservation of the material aspects of architectural treasures, which holds the danger of the preservation of the historical facts associated with a monument, to the point where the spirit of place has a secondary importance. The 11th Article of the Venice Charter indicates this tendency:

Article 11: The valid contributions of all periods to the

building of a monument must be respected, since unity of style is not the aim of a restoration.

At a theoretical level, similarities in approach have also been advocated in China. For example, in 1961, the 11th Article of the Temporary Code of Protection and Administration, it was stated that 'everyone must carry out the code of restoring or conserving the originals when repairing them, and keep them in good condition'. And in the 1930s, China's first modern architectural conservationist, Liang Xi Cheng argued that the conservation of architectural antiquities should seek to prolong their lives instead of rejuvenating them. In spite of these statements, the reality of the Chinese approach is somewhat different, and by way of example, an examination of the evolution of the Confucius Temple Complex at Qufu is instructive.

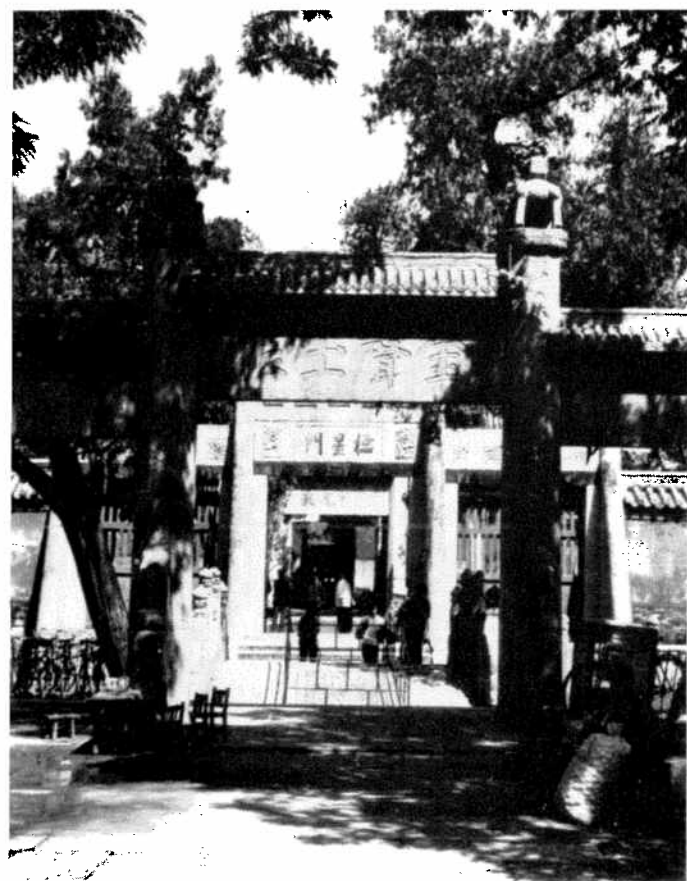
Shortly after Confucius' death, the temple was founded by Lu Ai Gong, the Prince of Lu, in 478 B.C. In addition to formulating a code of behaviour which persists to this day, he also had numerous ideas on how a good rule would rule, stemming in part from his dictum that there was a social contract whereby one's superiors should be obeyed. In the feudal period Confucius' day these writings proved to be most useful for rulers to justify their dominant position over the populace, with the result that after his death, there was a continuing elevation of his status, till it rivalled that of an emperor. Concomitantly, the temple complex was aggrandized.



6. Four arches beginning the Confucius Temple Complex's axial sequence, at Qufu.

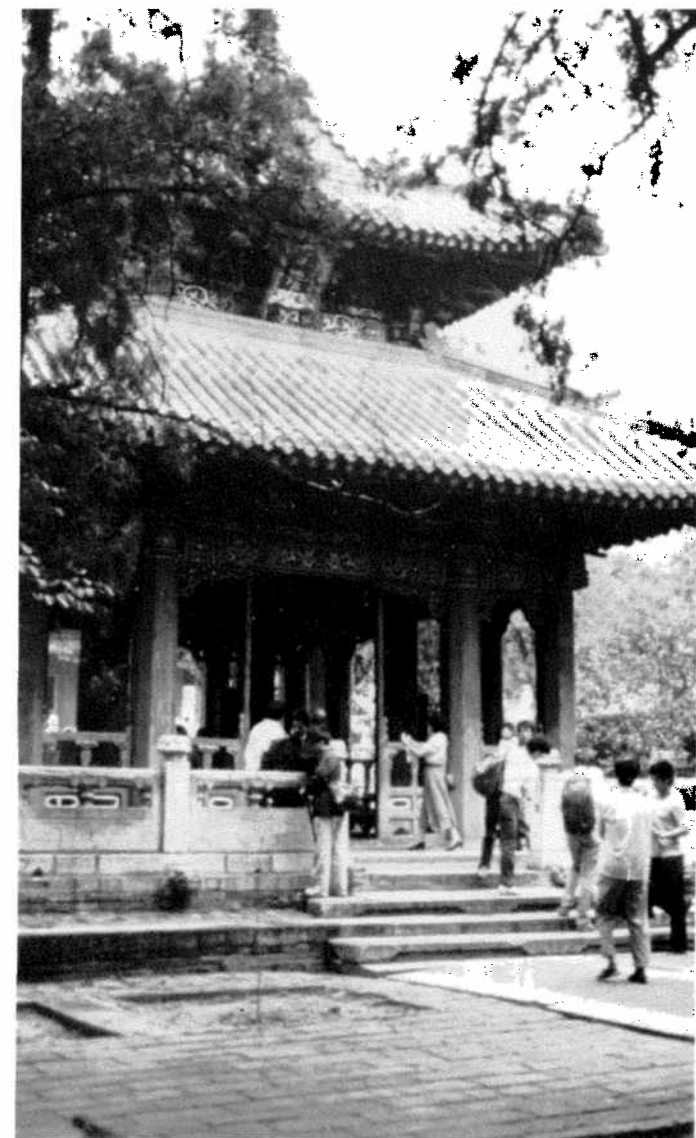
From its construction at the tail end of the Spring and Autumn Period to the middle of the Western Han Dynasty (24 A.D.), the highest title conferred upon Confucius was Bao Chen Xuan Ni Gong (King of Cultural Affairs), and the temple complex at its apogee consisted of three cabins and area of circa 50 square meters. From this time to the Five Dynasties (959 A.D.), Confucius was elevated to Wen Xuan Wang, or Emperor of Cultural Affairs, and the temple complex grew in accordance with this rise in status—to an area of 11,000 square meters. During this time, the complex was restored and enlarged 15 recorded times. Through the Song Dynasty to the end of the Yuan Dynasty—960 A.D. to 1367 A.D.—Confucius moved up again, ultimately to Da Cheng Zhi Shen Wen Xuan Wang, (or Sacred Emperor of Cultural Affairs), while the temple complex was restored and enlarged 17 times, to finally attain an area of 76,000 square meters. Through the Ming and Qing Dynasties—1368 to 1949—Confucius rose to his ultimate height, the title of Da Cheng Zhi Shen Wen Xuan Xian Shi (Sacred Teacher of Cultural Affairs); over the same time frame, the temple complex was brought up to the scale of a palace and an area of 96,000 square meters. It was restored, rebuilt or enlarged 37 times; an average of once every 16 years. Since liberation, various elements of the complex have been renovated or rebuilt.

Throughout the lifetime of the Confucius Temple Complex, these numerous interventions—rebuilding, enlarging, restoring—have brought changes to the complex which reflect the approaches to the architecture of the day. Thus today one can see the Qing Dynasty, the Ming Dynasty and even the



Yuan Dynasty reflected in various aspects and details of the buildings. Throughout, however, the spirit of Confucianism—the embodiment of Chinese culture—has remained unshakable and steadfast, and has become even firmer with the passage of time. The focus is on the genius loci, the spirit of place, rather than on the details of the architecture. The Chinese idiom Wen Yi Zai Dao (literally to symbolize something invisible with something visible) expresses this approach; in the context of architecture, architectural antiquities such as the temple complex at Qufu can be compared to a cultural information carrier: the medium is the message.

A similar approach can be found in several facets of Chinese culture: to take but one example, consider Chinese painting. Whereas the bulk of Western painting until very recently has been concerned with verisimilitude, leading to such techniques as *chiascuro* and perspective, the Chinese artists have felt for thousands of years that the goal of painting is to reflect and depict the spirit of the subject of the painting. A painting of a mountain will only rarely be identifiable as a specific mountain,



7. Apricot Altar (XingTan), Confucius Temple Complex. The earliest place at which Confucius lectured to his students. Restoration site plan of Confucius Temple, Qufu.

8a. Restoration site plan of Confucius Temple, Qufu (Tang dynasty)
8b. Restoration site plan of Confucius Temple, Qufu (Song dynasty)

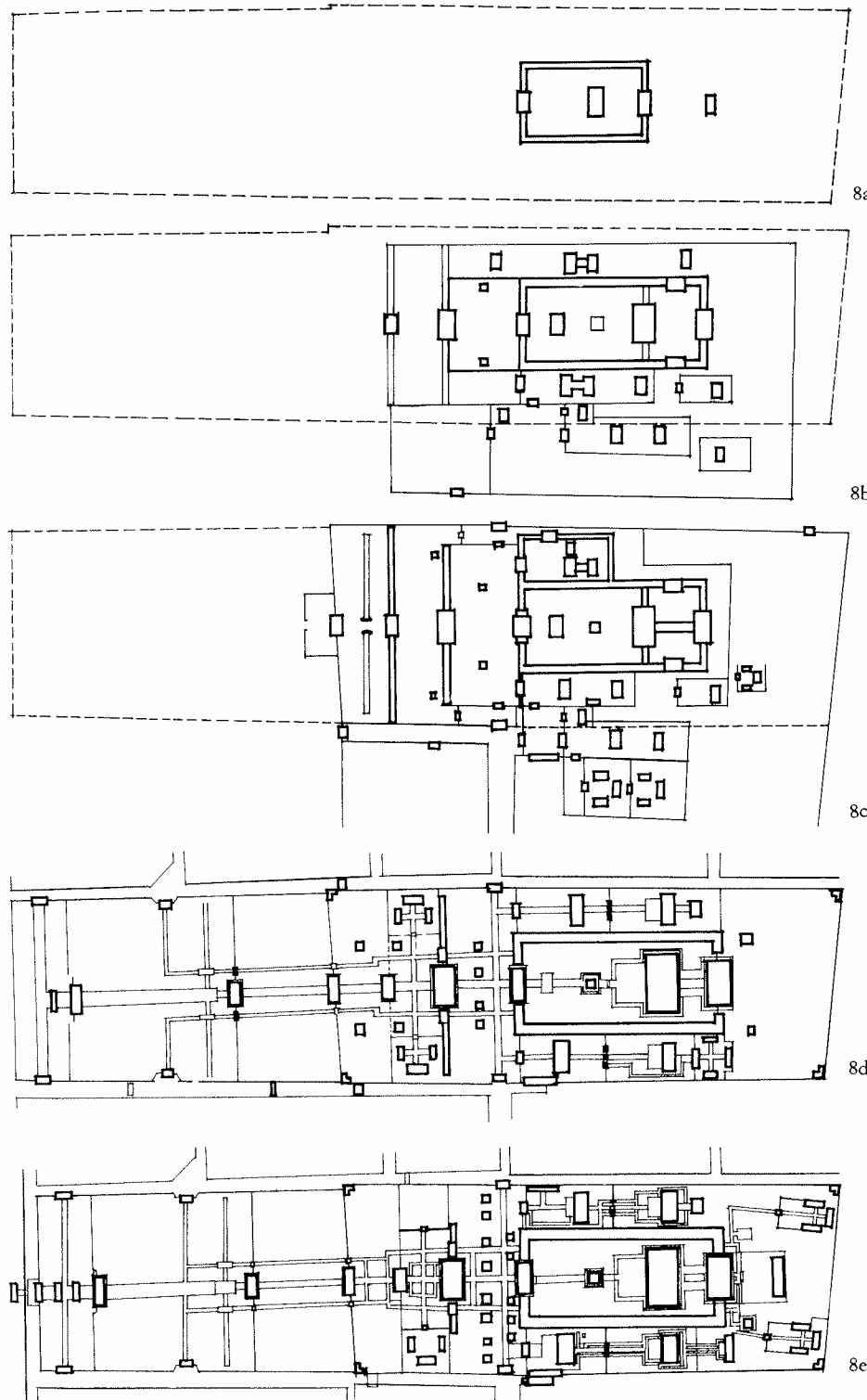
8c. Restoration site plan of Confucius Temple, Qufu (Jin dynasty)
8d. Restoration site plan of Confucius, Qufu (Ming dynasty)

8e. Restoration site plan of Confucius Temple, Qufu (Qing dynasty)

but rather will show mountain-ness, or the spirit of a specific mountain. Thus, by avoiding a view-point (as a vanishing point would impose, the Chinese masters permit the eye of the viewer to roam throughout the mountain scenery, experiencing the inner nature of the mountain. As cited by Wen C. Fong, according to the fourth-century Chinese painter Gu Kai Shi, the purpose of painting was 'to portray the spirit through the

form' While descriptive likeness was a necessary means for 'transmitting the spirit, the goal of the painter was to capture the spirit; form was the vehicle to reach the goal'.(1)

Whereas the Acropolis remains a spectacular museum piece of architectural heritage, and is steadfastly protected as such, the case is quite different at Qufu. When the authors visited



in 1986, the library building was being restored; aside from necessary structural repairs, all the roof tiles were being replaced, and new paint was being applied to the appropriate architectural roof details. Such works were being continued on other temples in the complex when last visited in 1988. Although the explicit relevance of Confucianism on Modern China, the implicit impact on Chinese culture and the Chinese character is undeniable; the complex reflects this impact faithfully in a way that the Acropolis ceased to do millenia ago.

This approach can also be seen in visiting the Maple Bridge outside of Suzhou. One of China's most famous poets, Zhang Ji (A.D. 742; Tang Dynasty) wrote one of the most famous poems in the Chinese language about this bridge, called 'A Night Mooring Near Maple Bridge'. Subsequently, due to this poem, the bridge has been celebrated innumerable times by other poets. However, when one visits Maple Bridge today, it is like any other of the hundreds of stone moon bridges in Suzhou and its environs. It too has been rebuilt dozens of times. Again here, it is not the stones and form of Maple Bridge that is central, but rather the spirit of place.

If the tendency in the West is to focus on the material aspect of architectural treasures, while the Eastern approach focusses on the genius loci, there remains to pose the question of why the two different approaches evolved. We propose that these differences flow from differing underlying philosophical approaches to the cosmology of the world. In the west, Greek philosophers speculated that the world consisted of one or several intrinsic materials. In this context, it was felt that there was no absolute void. Such a philosophical ontology inexorably tends towards the development of a value concept centering around the identification, analysis and classification of objects, ultimately leading to the development of the natural sciences. This approach to understanding the universe by isolating, identifying and analyzing its discrete elements can be seen reflected in much of western art, where the emphasis has been until very recently placed on imitating reality through the understanding of the laws of nature. In this context, architectural heritage can be seen as deductive symbols, with an emphasis on historical legibility. This is reflected in the Venice Charter:

Article 9: The process of restoration is a highly specialized operation. Its aim is to preserve and reveal the esthetic and historic value of the monument and is based on respect for the original material and authentic documents. It must stop at the point where conjecture begins, and in this case, moreover, any

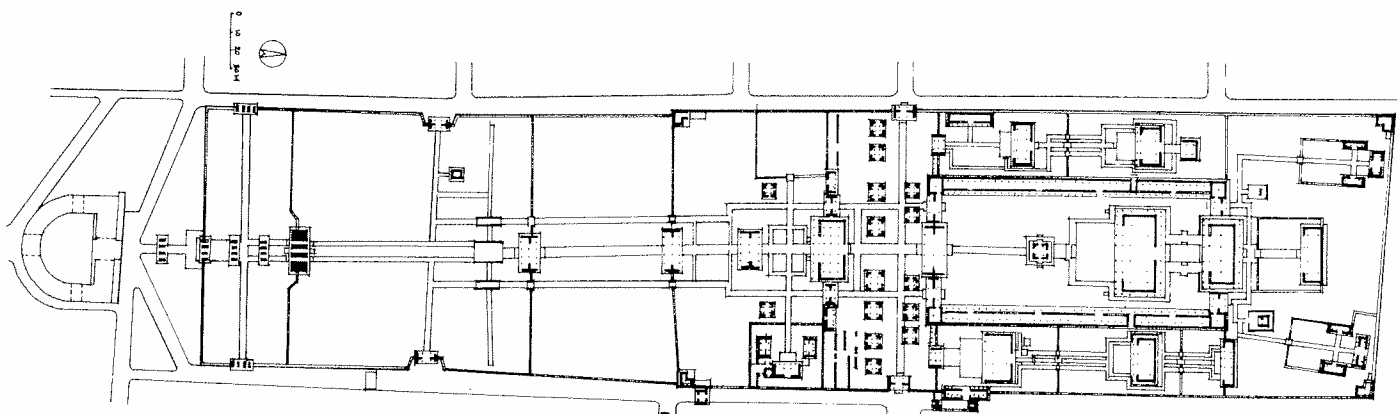
extra work which is indispensable must be distinct from the architectural composition and must bear a contemporary stamp.

The Chinese traditional philosophical underpinnings for heritage conservation could be summed up in the phrase Tian Ren Hou Yi: heaven and humanity are one entity. This leads to an approach of placing the emphasis not on differences between appearances or the extrinsic form of things, but rather on the underlying universal commonalities. In the artistic field, the focus on utilizing the given media to explore or explain such universals as Dao—the Way and Tian—Heaven. Poetry, paintings and calligraphy expresses this: the individual objects become simply vehicles for communicating these deeper meanings. Consequently, in the field of the conservation of monuments such as Qufu, the Forbidden City or Cheng De, the allowing of continuous repairs or even rebuilding all respect this concentration on the spirit of the original monument. Although the physical form may change, the spirit and purpose of the original is not only preserved as a continuity, but can be enhanced through the contributions of succeeding generations. In summation, the Western approach focusses on a concern for objective reality, while the Chinese approach calls for the protection of the external features through respect for the inner meaning expressed in the monument, for a harmonious balance between the form and its connotations.

It is not the purpose of this paper to argue the relative merits of one approach versus those of the other. The question that is interesting, however, is the validity and relevance of the principles as enunciated in the Venice Charter to the Chinese heritage conservation context, as well as to the principles of the Temporary Code of Protection and Administration. It would appear that this document was written in the context of the Western approach to this matter, and in fact runs counter to the very basic philosophical tenet of the Chinese perspective of the world. If a certain validity is ascribed to the Chinese approach—and we would argue that this cannot be denied—then the Venice Charter should not be looked upon as a universal document, applicable across the human experience, but rather as one which was written to address Western experience only.

BIBLIOGRAPHICAL DATA

- FONG, WEN C. *Images of the Mind*. Princeton, New Jersey, 1984, Page 4.
World Architecture. Qing Hua University, Beijing, China, 1986.
 QI YING-TAO. *Protection and Repair of Chinese Traditional Architecture*. Historical Relics Press, 1986.
Selected Articles of Criticizing Confucianism and Judging Legalism in the Architectural Field. Architectural Engineering Press, China.
 CHRISTIAN NORBERT-SCHULTZ. *Genius Loci: Towards a Phenomenology of Architecture*. New York, 1980.



MEXICO DESPUES DE 1985: RECUPERACION DE VIVIENDA EN ZONAS HISTORICAS

Jaime Ortiz Lajous*

Alberto Gonzales Pozo**

1. Santo Domingo, Ciudad de Mexico

*Arquitecto, Vicepresidente de ICOMOS.
 Gerente de Proyectos del Programa Emergente de Vivienda Fase II. México.

**Arquitecto. Presidente de la Sección Mexicana de ICOMOS

Dans un précédent article publié dans *Icomos Information* fin 1985, un des auteurs, M. Ortiz Lajous, présente un commentaire préliminaire sur la problématique auquel était confronté le centre historique de la ville de Mexico immédiatement après les grands séismes survenus au mois de septembre de cette même année.

Aujourd'hui est proposé un premier bilan des divers programmes de reconstruction entrepris par le gouvernement mexicain et les résultats obtenus en matière de réhabilitation de l'habitat dans les centres historiques. L'analyse de ces données révèle que la permanence d'habitants à faibles revenus au sein du centre historique ne représente plus un obstacle pour rendre compatibles politiques de logement et conservation du patrimoine. Bien au contraire, la pression des groupes sociaux cherchant à demeurer au coeur de l'ancienne métropole mexicaine a provoqué l'adoption de stratégies innovatrices qui pourraient parfaitement s'appliquer à des situations similaires de détérioration dans de nombreux autres centres historiques du Mexique. Ceci ouvre, sans aucun doute, une perspective d'avenir prometteuse pour la conservation du patrimoine habité.

In an article published in *Icomos Information* at the end of 1985 Mr. Ortiz Lajous provided a preliminary commentary about the problems facing the historic centre of Mexico City immediately following the great earthquakes of September the same year.

In this issue we are featuring, by Mr. Lajous and Mr. Pozo, a first balance sheet of the various reconstruction programmes undertaken by the Mexican government and the results obtained in rehabilitation of housing in the historic centre. The analysis of this data reveals that the return of lower income families to the historic centre is no longer an obstacle in the way of compatibility of housing policies and those for the conservation of heritage. On the contrary the pressure of social groups seeking to remain in the old heart of the Mexican metropolis has stimulated the adoption of innovative strategies which could be applied as fittingly to similar situations involving the deterioration of numerous other historic centres in Mexico. Without a doubt this opens up perspectives of a promising future for the conservation of inhabited heritage.

EL PUNTO DE PARTIDA

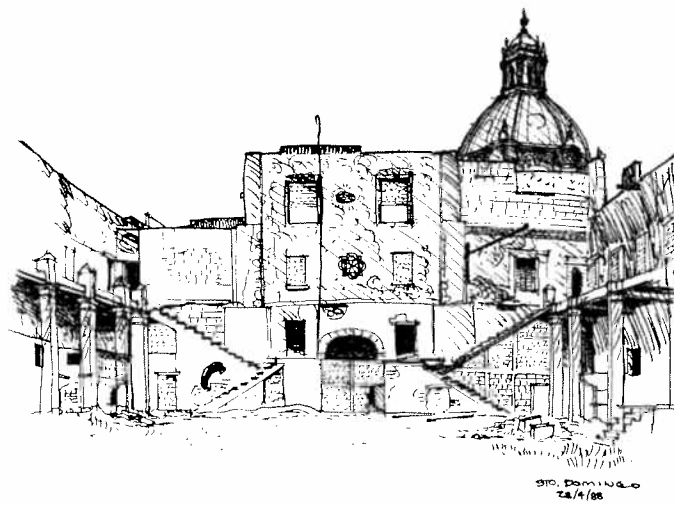
A los viejos problemas de deterioro de vivienda en edificios históricos que ya enfrentaba la Ciudad de México en 1985 vinieron a agregarse los daños causados por los sismos del 19 y 20 de septiembre de ese año, cuya magnitud (8.1) y aceleración espectral (1.17 g) no tienen precedente en la historia sísmica de México¹. Más de 5000 personas perdieron la vida, 210 edificios sufrieron colapso total y 120 más resultaron dañados irreparablemente. La planta física de la ciudad perdió subitamente más de 15.000 viviendas. 55.000 más resultaron seriamente dañadas. 500 clínicas y hospitales y 1300 escuelas sufrieron diversos tipos de deterioros². El daño a monumentos históricos también fue severo, aunque comparativamente menor que el que sufrieron muchos edificios contemporáneos de mediana magnitud.

La reacción de la población ante el desastre fue notable, y rebasó inicialmente a la capacidad de respuesta del gobierno. Puede afirmarse que la solidaridad y capacidad de organización mostradas por los damnificados y la sociedad entera no solamente permitieron afrontar las primeras emergencias, sino que desembocaron pronto en demandas articuladas a las que las autoridades debieron responder. Entre las principales estaba el desalojo de los habitantes de las «vecindades» (conjuntos tradicionales de vivienda en renta para personas de bajos ingresos con servicios sanitarios comunes) de no ser desplazados del Centro Histórico. Los mecanismos de concertación social y financiera que resultaron de todo ello son posiblemente la parte más importante de los programas de reconstrucción: más que las realizaciones físicas.

LAS MEDIDAS INICIALES

Las primeras medidas de mitigación del daño fueron campamentos para alojar a los damnificados. Fueron ocupados parques públicos, campos deportivos y terrenos baldíos con construcciones desmontables de lámina en las que se alojaron viviendas colectivas con servicios sanitarios comunes. Más tarde, se hizo una evaluación de las viviendas que diversos organismos estaban a punto de terminar por aquella época dentro de sus programas normales, y así se formó un primer grupo de 14.000 unidades que llevó el nombre de Programa Emergente de Vivienda Fase I. Este primer esfuerzo concluyó en septiembre de 1986³.

El proceso se aceleró al sobrevenir, en octubre de 1985, el decreto del Presidente De La Madrid por el cual fueron expropiados cerca de 4000 predios, ocupados principalmente por «vecindades». En ellos se llevó a cabo el Programa de Renovación



2. Arquería del ex-convento de S.to Domingo, Ciudad de México, finales del s. XVIII

In un precedente articolo pubblicato in Icomos Information nel 1985, uno degli autori, J. Ortiz Lajous, presentò un commento preliminare sulla problematica del centro storico della città del Messico, immediatamente dopo i grandi terremoti sopravvenuti nel mese di settembre dello stesso anno.

In questo saggio vengono proposti un primo bilancio dei diversi programmi di ricostruzione, intrapresi dal governo messicano ed i risultati ottenuti in materia di riabilitazione dell'abitato nel centro storico.

L'analisi di tali dati rivela che la permanenza di abitanti a basso reddito nel seno del centro storico non rappresenta più un ostacolo per rendere compatibile politiche sia di alloggiamento che di conservazione del patrimonio.

Al contrario, la pressione dei gruppi sociali interessati a dimorare nel cuore dell'antica metropoli messicana ha provocato l'adozione di strategie innovatrici che potrebbero perfettamente essere applicate a situazioni analoghe di degrado in numerosi altri centri storici del Messico. Questo lavoro, senza alcun dubbio, costituisce una prospettiva futura promettente per la conservazione del patrimonio abitato.

Habitacional Popular (RHP), promovido conjuntamente por la Secretaría de Desarrollo Urbano y Ecología (SEDUE), el Departamento del Distrito Federal (DDF, o Gobierno de la Ciudad de México) y el Fondo Nacional de Habitaciones Populares (FONHAPO). RHP reconstruyó o rehabilitó un total cercano a 46,000 viviendas entre su fundación en octubre de 1985 y su disolución en marzo de 1987. Las viviendas fueron vendidas a crédito «blando» a los damnificados en los mismos inmuebles que antes ocupaban. De esta manera, los antiguos arrendatarios se convirtieron en pequeños propietarios o condómines⁴. La mitad de los recursos necesarios para la edificación se obtuvo por financiamiento del Banco Mundial y el resto provino de recursos fiscales.

Lo importante del Programa RHP para los fines de este artículo estriba en que el 50% de las acciones fueron de rehabilitación de vivienda existente en edificios que podían ser reparados. 186 eran edificios de valor histórico o artístico, ocupados por cerca de 4000 viviendas (es decir una décima parte del total) y en ellos se actuó mediante convenio con el Instituto Nacional de Antropología e Historia conforme a criterios de rehabilitación total o parcial que dieron, en general, buenos resultados, según puede apreciarse en algunas de las fotografías que ilustran el presente artículo.



3. Calle Leandro valle n. 20. Restos del convento de S.to Domingo, Ciudad de México

A pesar del escaso número de inmuebles rehabilitados con respecto al total, la experiencia de RHP fué importante, porque mostró que era posible recuperar vivienda y al mismo tiempo preservar el patrimonio histórico en un plazo relativamente breve y a costos accesibles. Fué la primera vez que se vió en México una acción de esa magnitud.

Por todo ello, el Programa RHP se hizo acreedor en 1987 al Premio Sir Robert Matthew que otorga cada tres años la Unión Internacional de Arquitectos (USA).

EL PROBLEMA DE FONDO

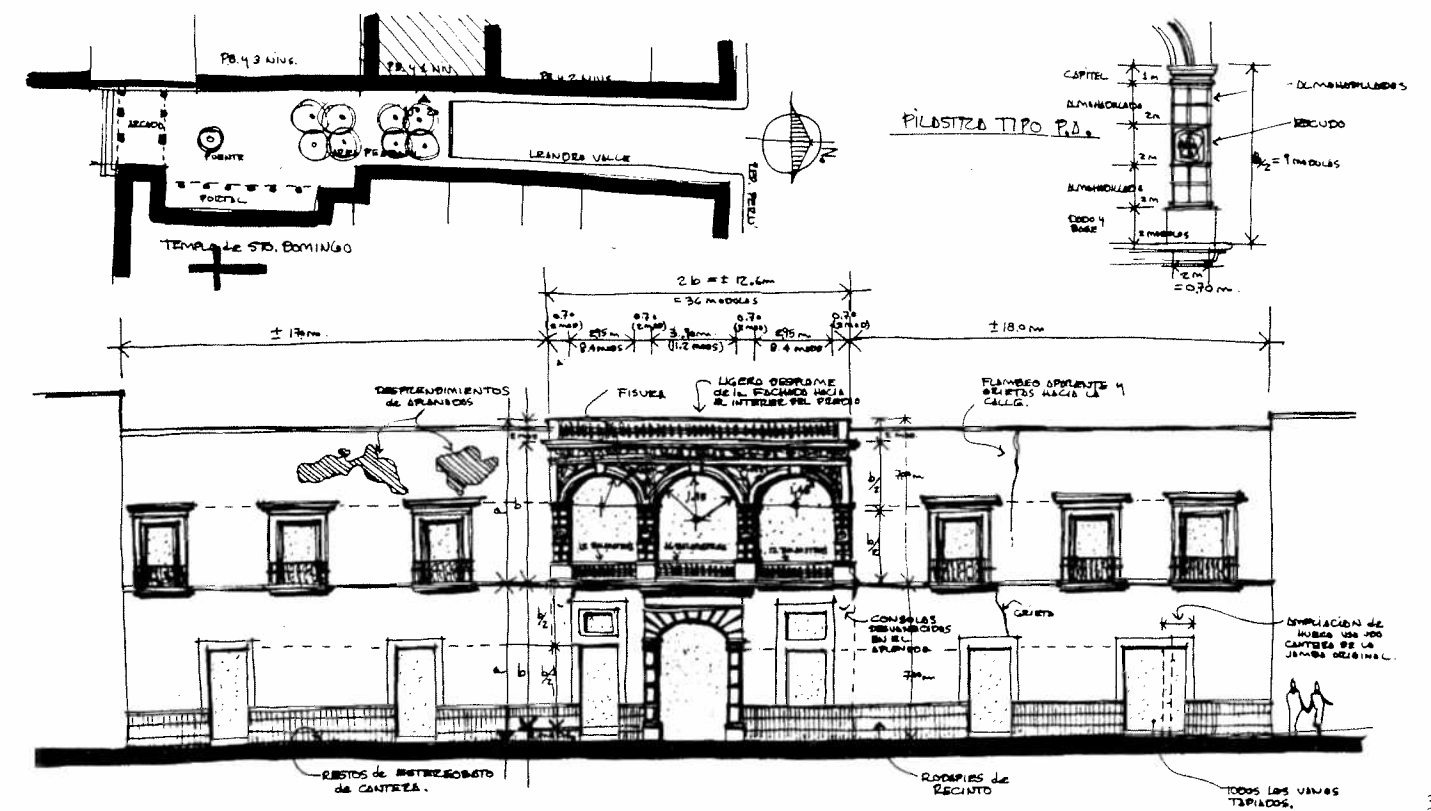
Una consecuencia de los efectos del sismo y los primeros programas de reconstrucción es que los especialistas se vieron obligados a replantearse la problemática de la vivienda en las áreas centrales de las ciudades mexicanas, vista ahora en una nueva perspectiva que toma al mismo tiempo en cuenta los deterioros «endémicos» y la vulnerabilidad ante los sismos.

El problema endémico siempre había estado ahí los edificios históricos ocupados por viviendas en renta para personas de escasos ingresos se habían deteriorado progresivamente por el desinterés de sus propietarios en conservarlos. Las condiciones de habitabilidad eran deplorables desde hacía varias décadas (hacinamiento, falta de servicios e insalubridad), y los riesgos de colapso no se debían únicamente a los sismos: cada año, en época de lluvias se derrumbaba una o varias «vecindades» más, especialmente aquellas construidas con muros de adobe y cubiertas de terrado.

La vulnerabilidad sísmica solamente agregaba un elemento más de riesgo: el de pérdida súbita de vidas y bienes. Su origen se debe a la situación de la costa pacífica mexicana frente a los límites de las placas tectónicas de Cocos y de Norteamérica, y muy en particular, a las peculiares condiciones del subsuelo blando del Valle de México, situado a más de 400 kms. de los epicentros del Pacífico⁵.

La intensidad inesperada de los sismos del 85 obligó a los ingenieros mexicanos, que siempre se han destacado en los campos del diseño sísmico y las cimentaciones en suelos compresibles, a revisar las normas de diseño estructural aceptadas hasta entonces. El Departamento del Distrito Federal recogió ese esfuerzo, y el de otros profesionales, arquitectos e ingenieros mecánicos electricistas, en un nuevo Reglamento de Construcciones que se expidió en julio de 1987⁶. Los planes de desarrollo urbano de la Ciudad de México también fueron revisados y publicados en esa misma fecha: entre otros cambios redujeron el 50% algunos parámetros de densidad de uso del suelo y altura permitida en los edificios.

Pero todo eso no era suficiente. La capital mexicana había comenzado a recuperarse de los daños a sus viviendas y contaba con mejores instrumentos normativos para aminorar la vulnerabilidad de sus construcciones en un futuro, pero quedaban algunas cuestiones sin resolver: ¿qué hacer con muchas viviendas dañadas en edificios no-expropiados? ¿qué hacer con el problema de fondo?



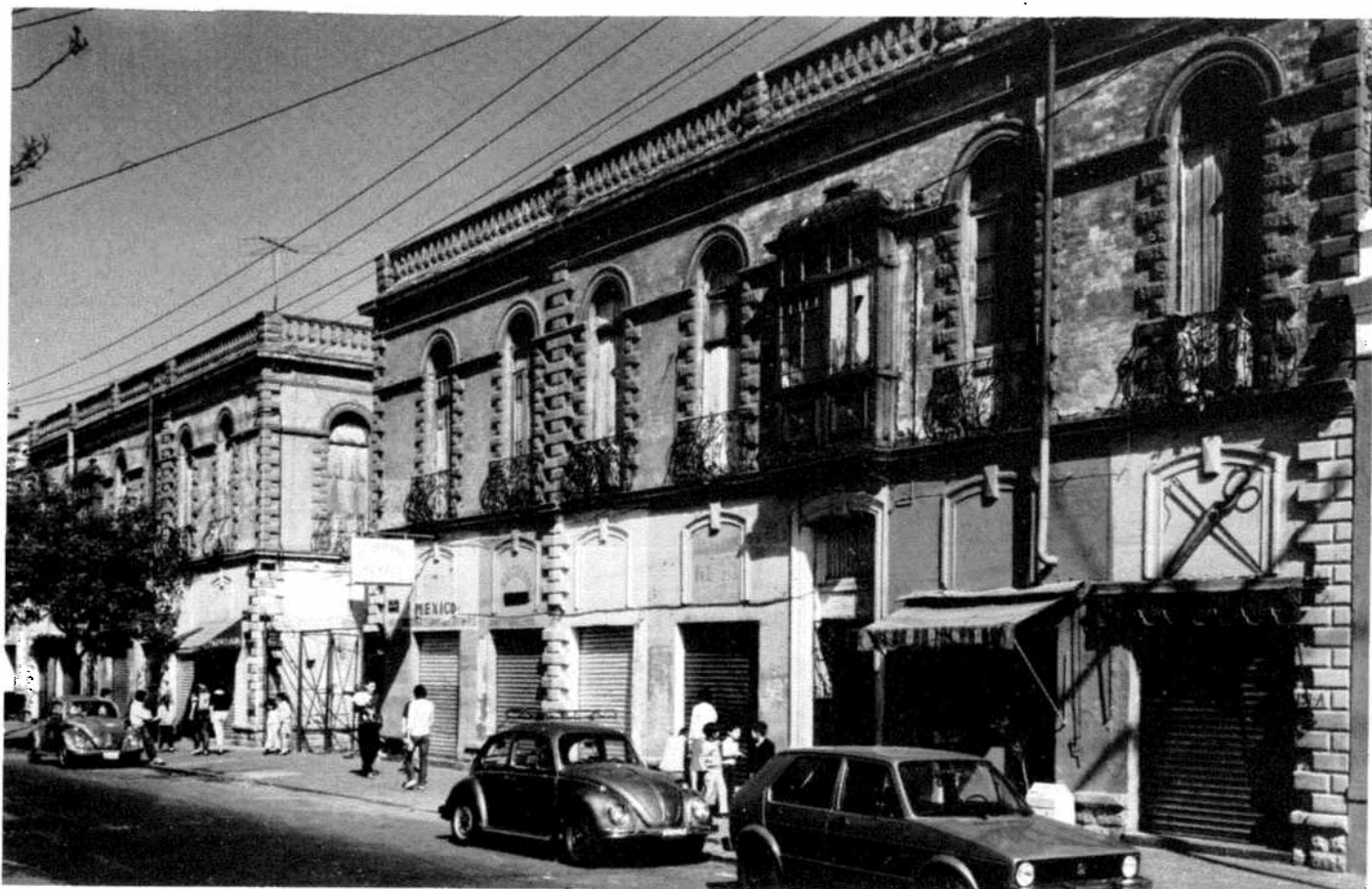
4. Vista del patio interior del conjunto habitacional, Calle de Caspio n. 193
5. Conjunto habitacional construido a principios de siglo. Ejemplo de solución arquitectónica a la habitación ubicado en la Calle de Caspio n. 193



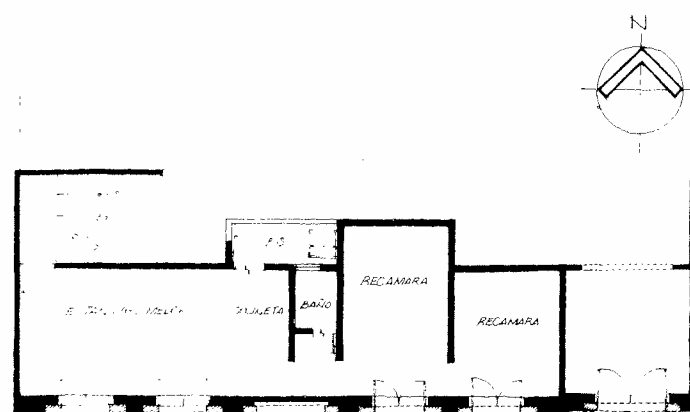
LOS NUEVOS PROGRAMAS DE CONCERTACION SOCIAL

En agosto de 1986 se dió inicio a las labores de un nuevo organismo Programa Emergente de Vivienda Fase II, también promovido por SEDUE, DDF y FONHAPO, con el propósito de construir o rehabilitar en la Ciudad de México otras 12,000 viviendas más, sólo que esta vez sin el apoyo de un decreto expropiatorio: había que comprar los inmuebles a sus propietarios. Se requirió de un esfuerzo notable de concertación social en todos los niveles para echar a andar este nuevo mecanismo habitacional. Había que armonizar los intereses, a menudo irreconciliables, de propietarios e inquilinos. Afortunadamente, con el concurso de fundaciones e instituciones de beneficencia rizada (Cruz Roja, grupos eclesiales católicos y protestantes, y otros), el apoyo financiero del Banco Mundial y los recursos fiscales del Gobierno Mexicano, fué posible sustentar económicamente las operaciones del programa en los siguientes términos:

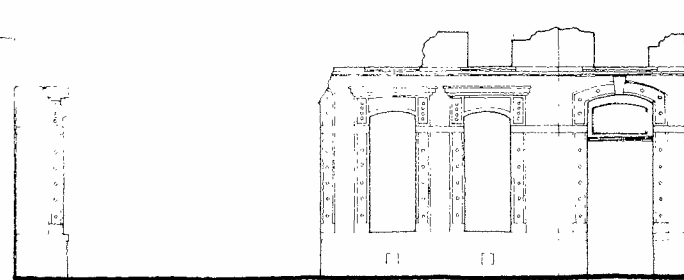
- Las instituciones de beneficencia cubren el costo de la adquisición del inmueble, y apoyan a los beneficiarios con el «enganche» (primer pago a cuenta) del préstamo inmobiliario.
- Fase II construye o rehabilita viviendas hasta un tope económico equivalente a 1500 «veces el salario mínimo diario» (VSMD), y las vende a crédito a los damnificados.
- Las construcciones se ajustan a las nuevas disposiciones reglamentarias, que incrementan los factores de seguridad ante sismos, y vuelven más compleja la metodología de diseño. Los costos promedio de las estructuras también han aumentado en un 35%.



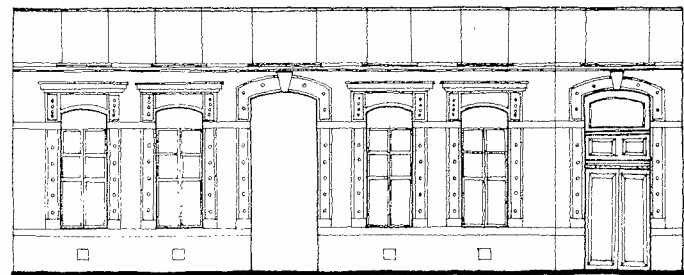
6-7-8. Calle Magnolia n. 165. Rehabilitación de mura de fachada; (6) Integración de prototipo de vivienda nueva a muro de fachada existente; (7) fachada, estado actual; (8) fachada, rehabilitación



INTEGRACION DE PROTOTIPO DE VIVIENDA NUEVA A MURO DE FACHADA EXISTENTE



FACHADA ESTADO ACTUAL



FACHADA REHABILITADA

- Normalmente, los beneficiarios vuelven a ocupar el mismo inmueble que habitaban antes de la intervención. Solo en casos de imposibilidad manifiesta se reubica a algunas familias en otros edificios construidos expresamente en zonas urbanas fuera del centro de la ciudad, donde opera normalmente el Programa.
- Mientras se efectúan las obras, las familias habitan temporalmente los mismos campamentos provisionales que sirvieron a los damnificados en 1985 y 1986. Antes de ocupar las viviendas terminadas, Fase II brinda a los futuros propietarios cursos de capacitación que les permita hacerse cargo de la administración, el aseo y mantenimiento de los inmuebles.

6 TIPOLOGIA DE INTERVENCIONES

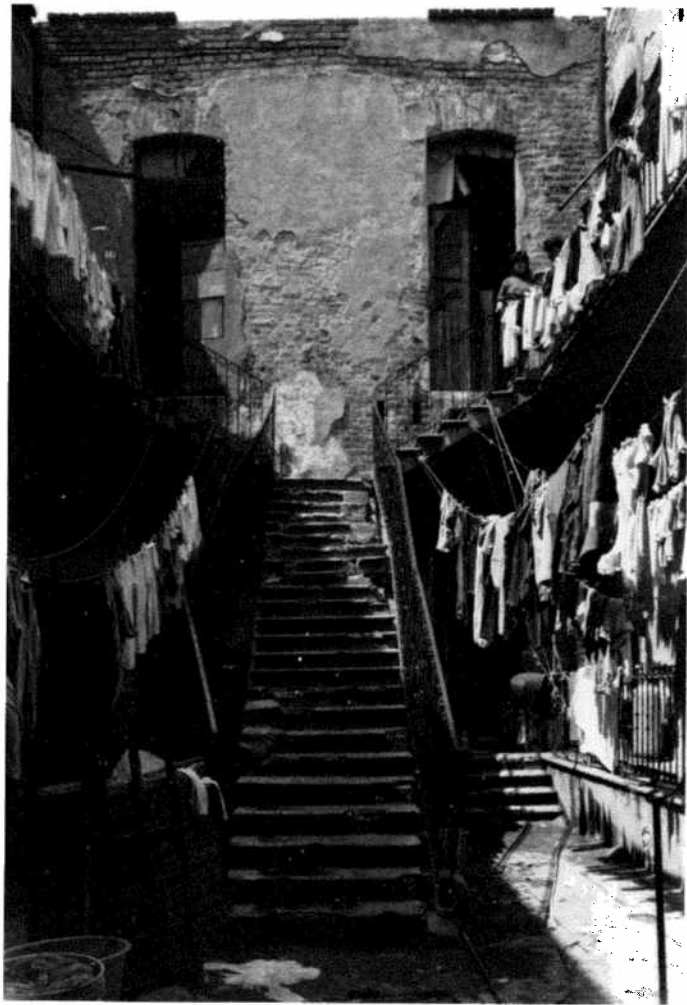
Un vistazo más de cerca al universo de intervenciones que efectúa Fase II permite desagregar sus acciones de la siguiente manera:

- Las dos terceras partes de su actividad se refieren a conjuntos de vivienda nueva que substituyen a la que existía anteriormente, cuando el deterioro de ésta última no tenía remedio y hacia aconsejable su demolición.
- Parte de este volumen se refiere a edificios situados en áreas históricas. En estos casos, se cuida especialmente que el edificio nuevo sea armónico con su contexto, sin perder por ello su fisionomía contemporánea.
- Una sexta parte de los conjuntos son mixtos, es decir, se logra rehabilitar solo una parte del inmueble existente (en ocasiones, solo la «primera crujía» hacia la calle; en otros casos, apenas la fachada). El resto del predio se ocupa con viviendas nuevas.
- Finalmente, en otra sexta parte se logra rehabilitar integralmente algún edificio con valor patrimonial, o simplemente, un edificio relativamente contemporáneo en buenas condiciones. Algunos pocos son de los siglos 18 o 19. Otros más son de principios del presente siglo. Todos han cumplido con una función habitacional importante. Las figuras que se acompañan muestran solo algunos de los ejemplos más interesantes.

VIENDO HACIA EL FUTURO

En diciembre de 1987 la Unesco inscribió a seis sitios mexicanos en la Lista del Patrimonio mundial, entre ellos, a los Centros Históricos de la Ciudad de México, de Puebla y de Oaxaca. Es posible que en los próximos años se agreguen otros Centros Históricos mexicanos como Guanajuato, Morelia, San Luis Potosí o Zacatecas. Todos ellos tienen en común la misma problemática: agrupan monumentos notables (templos y edificios civiles)

9. La falta de conservación de los Conjuntos habitacionales en el centro histórico produjo su degradación



difícil consecución, sobre todo en países como México, donde faltan recursos para resolver los problemas más acuciantes del desarrollo económico y social: donde la construcción de viviendas y la conservación del patrimonio se encuentran entre las últimas prioridades de inversión.

Sin embargo, a juzgar por las experiencias recientes, al impacto del sismo de 1985 hizo mucho más que mitigar los daños de un desastre natural. Los programas Fase I y Renovación Habitacional Popular ya han cumplido con su cometido, y Fase II cumplirá con el suyo este mismo año. En total, a fines de 1988, la Ciudad de México ha recuperado 72,000 viviendas populares, muchas de ellas en el Centro Histórico y otras zonas patrimoniales.

Lo que queda es probablemente el germen de una solución a largo plazo que puede proseguir en la Ciudad de México y extenderse a otros centros históricos del país. Programas como Fase II, que no dependen de la expropiación sino de la concertación social y la negociación, pueden repetirse indefinidamente una y otra vez. Hay muchas viviendas más en inmuebles de valor histórico que podrían rehabilitarse con el mismo mecanismo.

Ciertamente, la factibilidad técnica, económica y social de estos intentos es apenas un primer paso. Sin embargo, quedan aún por emprenderse otras acciones. Los nuevos Reglamentos de Construcción, por ejemplo, no toman en cuenta el comportamiento de los edificios históricos. Hace falta más investigación en ese campo, y el Icomos podría propiciarla a través de un grupo de trabajo que se ocupara de la conservación de monumentos en un contexto de riesgo sísmico. Tampoco están resueltas muchas otras cuestiones relacionadas con la planeación urbana en los Centros Históricos. Los mecanismos financieros, por su parte, también deben perfeccionarse.

Lo que la experiencia mexicana ha demostrado, en todo caso, es que el patrimonio habitado en los países del Tercer Mundo todavía puede salvarse.

NOTAS:

¹ E. RUSENBLUETH y R. MELI: «El sismo del 19 de septiembre de 1985 y sus efectos en la ciudad de México», IMCYC, No. 180. México, 1985.

² FONHAPO: Las consecuencias del sismo de septiembre de 1985 en la Ciudad de México, particularmente en la vivienda (Estenográfico), México, 1985. Passim.

³ P. CONNOLLY: «La política habitacional después de los sismos», Estudios Demográficos y Urbanos, No. 4, México, El Colegio de México, 1987, p. 107.

⁴ SOCIEDAD DE ARQUITECTOS MEXICANOS: Testimonio. Renovación Habitacional Popular. México, CAM SAM, 1987. Passim.

⁵ S. ACÓVES, Città del Messico. Dalla subsidenza al terremoto. Chieti, Marino Solfanelli Editore, 1986. Passim.

⁶ DEPARTAMENTO DEL DISTRITO FEDERAL: «Reglamento de Construcciones para el Distrito Federal», Gaceta Oficial del Departamento del Distrito Federal. No. 9, México, 1987.

junto con muchos otros edificios de valor histórico utilizados como vivienda para familias de escasos recursos. Edificios dañados subitamente por fenómenos naturales, o lentamente por fenómenos económicos y sociales, pero todos habitados en condiciones precarias.

En muchas ocasiones se ha insistido en que las acciones de conservación del patrimonio deben atender a las necesidades de los ocupantes de sitios y monumentos. También se ha subrayado que para conservar los Centros Históricos es primordial mantenerlos habitados, de preferencia con los grupos sociales que ya los ocupan. Estos objetivos habían sido hasta ahora de

UNE CHARTE POUR LA PROTECTION ET LA GESTION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Carsten Lund

Chef de département, conseiller juridique,
Ministère de l'Environnement du Danemark.

A CHARTER FOR THE PROTECTION AND MANAGEMENT OF THE ARCHAEOLOGICAL HERITAGE

Carsten Lund

Head of section, legal advisor, Ministry of the
Environment, Denmark

ICAHM

Le travail de l'Icomos embrasse un large domaine d'activités dont la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel urbain et rural, des principaux monuments internationaux mais également de monuments et sites plus modestes aux caractéristiques locales et régionales significatives.

Le principal objet de l'Icomos a été la conservation des édifices et des monuments importants. Cependant, la multiplication des dangers qui pèsent sur les sites archéologiques du monde entier a été le thème de base de débats entre archéologues lors de l'Assemblée Générale de l'Icomos en 1984 à Rostock. En conclusion de ces débats l'Icomos décida en 1985, à la demande du Comité national du Royaume-Uni, de former un Comité International spécialisé dans la gestion du patrimoine archéologique (ICAHM).

L'Icomos était parfaitement conscient de la réelle responsabilité internationale de ce Comité spécialisé en nommant les responsables qui devaient le gérer. Il est constitué d'un groupe d'experts archéologues de 5 continents dont Margareta Björnstad, Conservateur national des Antiquités de Suède, est la Présidente.

L'Icahm décida alors que l'un de ses premiers objectifs devait être la réalisation d'une enquête sur les conventions et recommandations internationales existantes dans le domaine de la gestion du patrimoine archéologique et, à partir de laquelle, serait élaborée une Charte de l'Icomos sur la gestion du patrimoine archéologique.

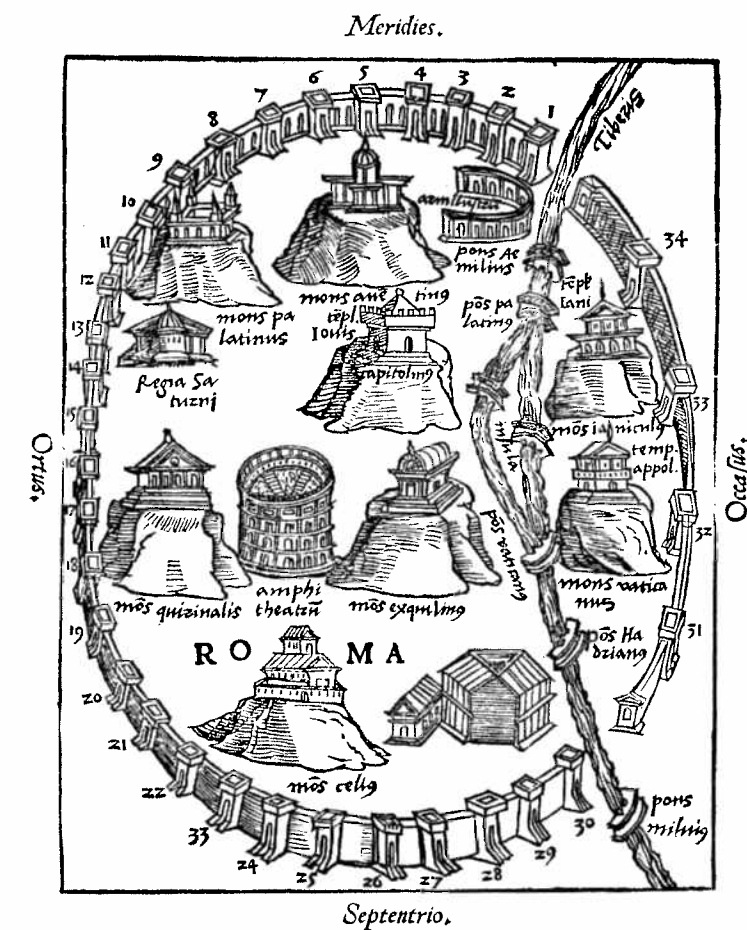
ICAHM

The work of Icomos embraces a wide field of activities including protection and enhancement of both urban and rural cultural heritage, major international monuments and also more modest settlements and environments of significant local and regional characteristics.

The main concern of Icomos has been with the conservation of buildings and important monuments. However, growing threats to the archaeological sites all over the world were the basis for discussions amongst archaeologists during the 1984 General Assembly of Icomos in Rostock. As a result of these discussions Icomos resolved in 1985 at the request of Icomos/UK to form a special International Committee on Archaeological Heritage Management (Icahm).

Icomos has been very conscious of the truly international responsibility of Icahm in the composition of the Managing Group of Icahm. It consists of archaeological experts from 5 continents with the National Keeper of Antiquities of Sweden, Margareta Björnstad as chairman.

Icahm decided that one of its first objectives should be to carry out a survey of international conventions and recommendations within the area of archaeological heritage management and on the basis of that survey to draft an Icomos charter for archaeological heritage management.



1. Turquie - Tête de Zeus-Oromasdes - Terrasse ouest
1. Turkey - Head of Zeus-Oromasdes - West Terrace

2. Pérou - Montée à la forteresse Ollantaytambo - Cuzco
2. Peru - Fortress access - Ollantaytambo - Cuzco

POURQUOI UNE CHARTE?

Le succès de la Charte de Venise sur la conservation datant de 1964 est une source évidente d'inspiration pour ce travail de l'Icahm. Ce document a, en effet, eu une très grande influence aussi bien sur les mesures prises par des organisations internationales telles que les Nations Unies ou le Conseil de l'Europe, que sur les politiques et pratiques nationales. Il était donc tout naturel qu'un nouveau comité ambitieux désire démarrer sur un élément de poids de ce type.

Cela aurait été évidemment de peu d'intérêt si les problèmes de gestion du patrimoine archéologique avaient été déjà résolus au niveau national et international. Mais ils étaient loin d'être résolus. Bien au contraire, le véritable fondement de la création de l'Icahm avait été l'accroissement des craintes quant au patrimoine archéologique. Parmi ces craintes, le pillage de sites tout comme les fouilles archéologiques nécessitant une mise au jour du sous-sol pour un développement technique rapide, ont joué un rôle très important.

L'absence de principes internationaux clairement définis sur la gestion du patrimoine archéologique, soulignant l'importance de la protection du patrimoine, avait été exposé dans une étude préliminaire préparée par le groupe de travail de l'Icahm. De nombreux aspects de la gestion du patrimoine archéologique sont couverts dans différentes conventions, recommandations ou chartes. Certains de ces textes établissent des règles pour les fouilles archéologiques, d'autres pour la conservation et d'autres encore pour la protection et la gestion de certains monuments ou sites spécifiques; mais aucun de ces textes ne traite les principes de base pour tous les domaines de protection et de gestion du patrimoine archéologique.

Telles furent les raisons pour que l'Icahm entreprenne de préparer une Charte pour la Protection et la Gestion du Patrimoine Archéologique. Le projet de charte a été élaboré par l'auteur avec l'aide précieuse des membres du groupe de travail et du secrétariat scandinave de l'Icahm.



WHY A CHARTER?

An obvious source of inspiration for Icahm's work is the success of the Venice charter on conservation (1964). The impact of this document has been tremendous both on the policies of international organizations such as the United Nations and the Council of Europe and on national policies and practices. It is only natural that an ambitious new committee wants to start a "snowball" of the same kind.

This would of course be of little interest if the problems of archaeological heritage management were already solved on national and international levels. But they are very far from being solved. On the contrary the very basis of the formation of Icahm was the growing threats to the archaeological heritage. Among the threats the looting of sites as well as the archaeological excavations required to clear the ground for rapid technical development play still more important roles.

The lack of clear international principles for archaeological heritage management with emphasis on heritage-protection was shown in a preliminary study prepared for the Icahm Managing Group. Many aspects of archaeological heritage management are covered by different conventions, recommendations and charters. Some of the texts set standards for archaeological excavations, others for conservation and yet others for protection and management of specific monuments and sites. None of the texts, however, gathers the basic principles for all the fields of protection and management of the archaeological heritage.

These were the reasons why Icahm undertook to prepare a charter for the protection and management of the archaeological heritage. The drafting has been done by the author with great help from members of the Managing Group and from the Scandinavian Icahm secretariat.



3. Tunisie - Carthage - Vestiges romains: les termes d'Antonin

3. Tunisia - Carthage - Roman ruins: the Antoninus Thermae

LA PRÉPARATION DU PROJET DE CHARTE

Une première discussion a eu lieu lors de la rencontre du groupe de travail à Copenhague en novembre 1985. Sur cette base les principes furent présentés à la session spéciale du Congrès international archéologique de Southampton en 1986. Lors de cette session, les quelques 50 participants accueillirent favorablement l'idée d'une charte internationale dans le domaine de la gestion du patrimoine et d'autres principes et règles furent suggérés.

Cela permit la présentation d'un premier projet à un colloque de l'Icahm qui s'est tenu en même temps que l'Assemblée Générale de l'Icomos de 1987 à Washington. Le projet fut très bien reçu par les participants qui représentaient la plupart des organisations archéologiques professionnelles des Etats Unis, ainsi que par les autres délégations de l'Assemblée Générale. La discussion fut très stimulante, faisant ressortir les faiblesses mais aussi les nombreux points forts de ce texte. Après ce colloque, des membres individuels de l'Icomos ou des organisations présentèrent par écrit d'autres recommandations.

De là, un second projet fut présenté au colloque de l'Icahm sur «Archéologie et Société» à Stockholm en septembre 1988. Un débat très vivant eut lieu à la fin de ce colloque entre les quel-

THE PREPARATION OF THE DRAFT CHARTER

A first discussion of principles took place during the first meeting of the Managing Group in Copenhagen in November 1985. On this basis the principles were presented during a special session at the World Archaeological Congress in Southampton (1986). In this session the 50 or so participants welcomed the idea of an international charter in the heritage management field and more principles and guidelines were suggested.

This enabled the presentation of a first draft at an Icahm colloquy in connection with the 1987 Icomos General Assembly in Washington. The draft was very well received by the participants, representing most of the professional archaeological organizations in the USA as well as other delegates to the General Assembly. The discussion was very stimulating, pointing out weak points as well as more successfully pinpointed standards in the text. After the colloquy more statements were received in writing from individual Icomos members and from organizations.

As a result a second draft was presented at the Icahm symposium on "Archaeology and Society" in Stockholm in September 1988. A very lively discussion of the draft took



ques 130 participants internationaux qui représentaient plus de 50 pays de tous les continents. Le débat fut facilité par les discussions préliminaires qui s'étaient tenues en petits groupes de travail pendant le colloque et cela donna lieu à des propositions préparées avec soin en vue de l'approbation de ce texte. Cependant, les participants craignèrent que le texte ne soit trop court et de nombreuses contributions écrites suivirent le colloque de Stockholm.

LE PROJET DE CHARTE

Le projet de charte qui est présenté dans ce numéro d'Icomos Information représente un compromis entre la nécessité d'un texte court et le désir de couvrir tous les plus importants principes de protection et de gestion du patrimoine archéologique.

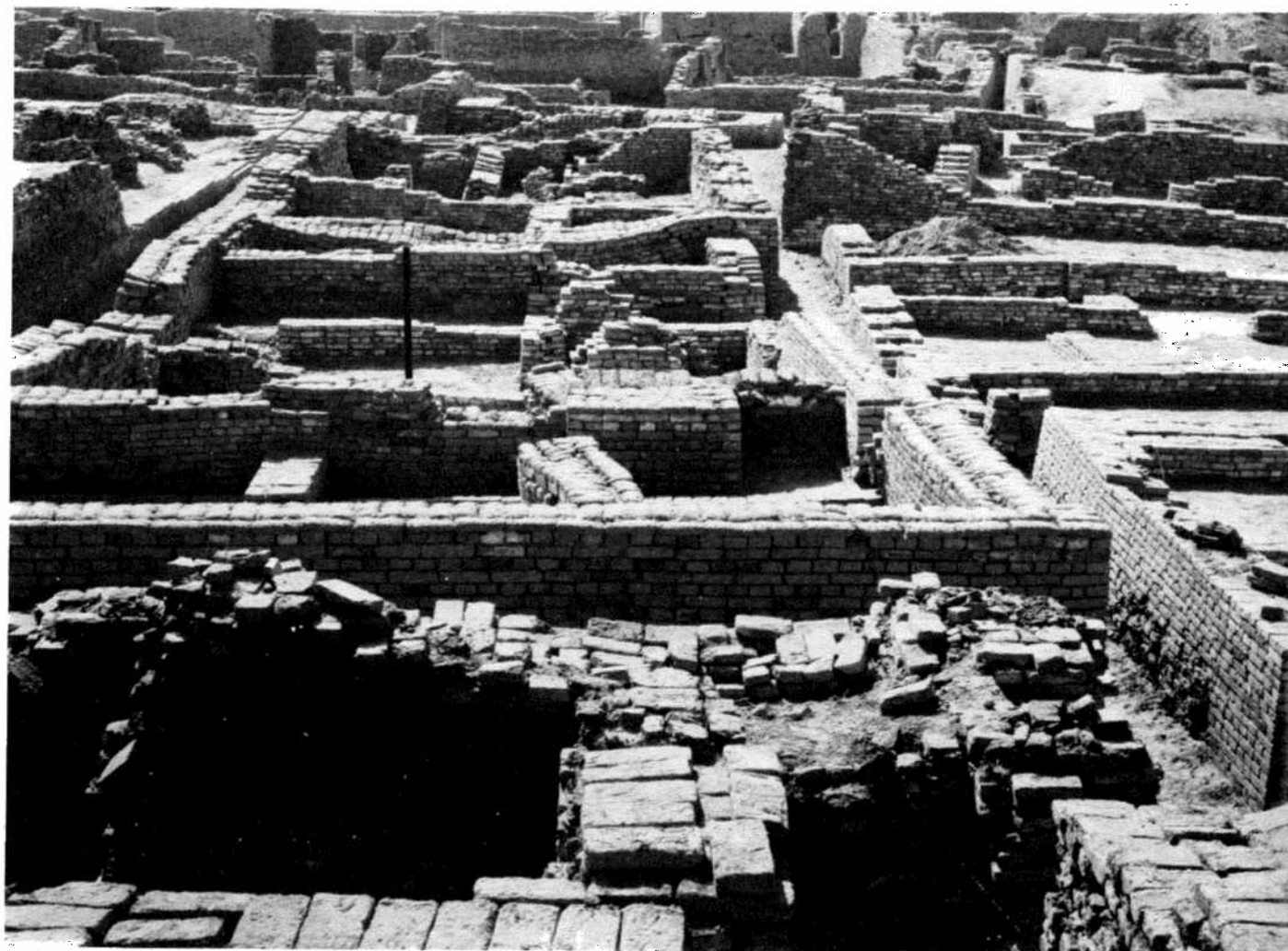
Une charte internationale doit poser des principes de validité générale. Cela veut dire que le texte doit pouvoir être interprété afin de satisfaire les particularités nationales et régionales, tout en restant à la fois clair et suffisamment fort pour pouvoir soutenir l'interprétation. Il est évident de ce fait que personne n'y trouvera toutes les règles ou principes nécessaires à son travail quotidien. Ceci dit, la charte doit

place at the end of the symposium, which had about 130 international participants from more than 50 countries covering all continents. The discussion was facilitated by previous discussions in small working groups during the symposium and resulted in very carefully prepared proposals for improvement of the text. At the same time however the participants felt that the text ought to be shorter. Also the Stockholm symposium was followed by many written contributions.

THE DRAFT CHARTER

The draft charter which is presented in this issue of *Icomos Information* represents a compromise between the need for a short text and the wish to cover all the most important principles of protection and management of the archaeological heritage.

An international charter has to set standards of global validity. This means that the text must be interpreted to meet the regional or national specificities and that the text therefore must be fairly clear, but at the same time hardy enough to stand the interpretation. It is obvious for this reason that nobody will find all the standards and principles needed for his or her daily work. But the charter should be a source of inspiration and the basis for the development of regional and national standards and guidelines.



être une source d'inspiration et la base pour le développement des principes et réglementations régionales ou nationales.

Le groupe de travail de l'Icahm élaborera des commentaires supplémentaires qui définiront la ligne directrice pour l'interprétation du texte. Le libellé du présent projet est le résultat d'un processus quelque peu compliqué. Il serait opportun d'ajouter certaines remarques sur les principes les plus importants.

Le principal objectif de la charte est la protection du patrimoine archéologique en rendant prioritaire la protection des sites, car, même conduites avec soin, les fouilles archéologiques assurent toujours la sauvegarde de certaines données au dépens de certaines autres. La charte donne ainsi priorité au développement et à l'application des méthodes de recherche non destructives. La protection requière de nombreuses mesures légales, financières, administratives, techniques, d'éducation et autres. Cependant la charte vise à intégrer la protection du patrimoine archéologique dans les politiques nationales en la matière. Cette charte est donc conforme au texte de la Convention européenne sur la protection du patrimoine archéologique.

Un autre principe important est d'encourager la prise de responsabilités locales dans le domaine de la protection et de la gestion du patrimoine. Ce principe est d'autant plus important quand patrimoine et population indigène sont impliqués. La présentation, l'information et la reconstruction sont des mesures nécessaires à la promotion du patrimoine. Dans ce domaine la charte intègre complètement les principes exposés dans la Charte de Venise. Priorité est faite à l'élaboration d'inventaires qui sont des outils de travail essentiels pour la protection et la gestion tout comme pour les priorités de la recherche. La plupart des systèmes d'enseignement archéologiques sont dirigés vers les fouilles scientifiques; par conséquent, la charte appelle à encourager les compétences et les qualifications professionnelles spécifiques requises pour la gestion et la protection du patrimoine archéologique.

Enfin la charte insiste sur le rôle central que jouent l'Icomos et la coopération internationale dans les efforts que tous doivent faire pour protéger le patrimoine archéologique.

LES ÉTAPES SUIVANTES

En juin 1989, le projet de charte a été distribué aux comités nationaux de l'Icomos pour commentaires. Sur la base de leurs réactions, le projet de charte sera discuté par le Comité exécutif en novembre prochain. Quand, nous l'espérons, celui-ci l'aura approuvé, la charte sera proposée pour adoption et ratification à l'Assemblée Générale de Lausanne en 1990.

The Icahm Managing Group will consider writing supplementary comments to the text, giving some guidelines for its interpretation. The wording of the current draft is the result of a rather complicated process. A few comments on the most important principles might therefore be worthwhile.

The main objective of the charter is the protection of the archaeological heritage, giving priority to the site-protection, because even carefully conducted archaeological excavations ensure some data at the expense of others. The charter therefore also gives priorities to the development and application of non-destructive methods of investigation.

Protection requires legal, financial, educational, administrative, technical and other means. Therefore the charter aims at an integration of archaeological heritage protection in national policies in these fields. The charter is in this matter in line with the text of the European Convention on the protection of the Architectural Heritage.

Another important principle is the encouragement for local commitment in the heritage protection and management. This principle is especially important, when the heritage and indigenous people are involved. Presentation, information and reconstruction are important means of the promotion of the heritage. In this field the charter adopts the principles of the Venice charter.

Emphasis is given to the compilation of inventories, since these are essential work tools for protection and managerial matters as well as for research priorities.

A very large part of the archaeological educational systems are directed towards the scientific excavations. The charter therefore calls for more emphasis on the specific skills and specific professional qualifications needed for the archaeological heritage protection and management.

At last the charter emphasizes the international cooperation and the central role of Icomos in the global efforts to protect the archaeological heritage.

THE NEXT STEPS

In June 1989 the draft charter was distributed to the National Committees of Icomos for comment. On the basis of reactions from the National Committees the draft charter will be discussed by the Executive Committee in November 1989. When, hopefully, approved by the Executive Committee, the charter will be proposed for adoption and ratification by the General Assembly in Lausanne in 1990.

PROJET DE L'ICAHM

Comité International de Gestion du Patrimoine
Archéologique

ICAHM DRAFT

International Committee of Archaeological Heritage
Management

Ce texte doctrinal sera présenté pour approbation au Comité exécutif de novembre 1989.

INTRODUCTION

Il est unanimement reconnu que la connaissance des origines et du développement des sociétés humaines est d'une importance fondamentale pour l'humanité toute entière en lui permettant de reconnaître ses racines culturelles et sociales.

Le patrimoine archéologique constitue le témoignage essentiel sur les activités humaines du passé. Sa protection et sa gestion attentive sont donc indispensables pour permettre aux archéologues et aux autres savants de l'étudier et de l'interpréter au nom des générations présentes et à venir, et pour leur bénéfice.

La protection de ce patrimoine ne peut se fonder uniquement sur la mise en oeuvre de techniques de l'archéologie. Elle exige une base plus large de connaissances et de compétences professionnelles et scientifiques. Certains éléments du patrimoine archéologique font partie de structures architecturales, en ce cas, ils doivent être protégés dans le respect des critères concernant le patrimoine architectural énoncés en 1966 par la Charte de Venise sur la restauration et la conservation des monuments et des sites; d'autres font partie des traditions vivantes des populations autochtones dont la participation devient alors essentielle pour leur protection et leur conservation.

Pour ces raisons et bien d'autres, la protection du patrimoine archéologique doit être fondée sur une collaboration effective entre des spécialistes de nombreuses disciplines différentes. Elle exige encore la coopération des services publics, des chercheurs, des entreprises privées et du grand public. En conséquence cette charte énonce des principes applicables dans différents secteurs de la gestion du patrimoine archéologique. Elle inclut les devoirs des pouvoirs publics et des législateurs, les règles professionnelles applicables à l'inventaire, à la prospection, à la fouille, à la documentation, à la recherche, à la maintenance, la conservation, la reconstitution, l'information, la présentation, la mise à disposition du public et l'affectation du patrimoine archéologique aussi bien que la définition des qualifications du personnels chargés de sa protection.

Cette charte a été motivée par le succès de la Charte de Venise comme document normatif et comme source d'inspiration dans le domaine des politiques et des pratiques gouvernementales, scientifiques et professionnelles.

Elle doit énoncer des principes fondamentaux et des recommandations d'une portée globale. C'est pourquoi elle ne peut prendre en compte les difficultés et les virtualités propres à des régions ou à des pays. Pour répondre à ces besoins, la charte devrait par conséquent être complétée sur un plan régional et national par des principes et des règles supplémentaires.

Article 1. Définition et introduction

Le «patrimoine archéologique» est la partie de notre patrimoine matériel pour laquelle les méthodes de l'archéologie fournissent les con-

This doctrinal text will be presented for approval at the next session of the Executive Committee in November 1989.

INTRODUCTION

It is widely recognized that a knowledge and understanding of the origins and development of human societies is of fundamental importance to humanity in identifying its cultural and social roots. The archaeological heritage constitutes the basic record of past human activities. Its protection and proper management is therefore essential to enable archaeologists and other scholars to study and interpret it on behalf of and for the benefit of present and future generations.

The protection of this heritage cannot be based upon the application of archaeological techniques alone. It requires a wider basis of professional and scientific knowledge and skills. Some elements of the archaeological heritage are components of architectural structures and in such cases must be protected in accordance with the criteria for the protection of such structures laid down in the 1966 Venice Charter on the Conservation and Restoration of Monuments and Sites. Other elements of the archaeological heritage constitute part of the living traditions of indigenous peoples, and for such sites and monuments the participation of local cultural groups is essential for their protection and preservation.

For these and other reasons the protection of the archaeological heritage must be based upon effective collaboration between professionals from many disciplines. It also requires the cooperation of government authorities, academic researchers, private enterprise, and the general public. This charter therefore lays down principles relating to the different aspects of archaeological heritage management. These include the responsibilities of public authorities and legislators, principles relating to the professional performance of the processes of inventarization, survey, excavation, documentation, research, maintenance, conservation, preservation, reconstruction, information, presentation, public access and use of the heritage, and the qualification of professionals involved in the protection of the archaeological heritage.

The charter has been inspired by the success of the Venice Charter as guidelines and a source of ideas for policies and practice of governments as well as scholars and professionals.

The charter has to reflect very basic principles and guidelines with global validity. For this reason it cannot take into account the specific problems and possibilities of regions or countries. The charter should therefore be supplemented at regional and national levels by further principles and guidelines for these needs.

Article 1: Definition and Introduction

The archaeological heritage is that part of the material heritage in respect of which archaeological methods provide primary information. It comprises all vestiges of human existence and consists of places relating to all manifestations of human activity, abandoned structures

naissances de base. Il englobe toutes les traces de l'existence humaine et concerne les lieux où se sont exercées les activités humaines qu'elles soient, les structures et les vestiges abandonnés de toutes sortes, en surface, en sous-sol ou sous les eaux, ainsi que le matériel qui leur est associé.

Article 2. Politiques de «conservation intégrée»

Le patrimoine archéologique est une richesse culturelle fragile et non renouvelable. L'agriculture et les plans d'occupation des sols résultant de programmes d'aménagement doivent par conséquent être réglementés afin de réduire au minimum la destruction de ce patrimoine. Les politiques de protection du patrimoine archéologique doivent être systématiquement intégrées à celles qui concernent l'agriculture, l'occupation des sols et la planification, mais aussi la culture, l'environnement et l'éducation. La création de réseaux archéologiques doit faire partie de ces politiques.

Les politiques de protection du patrimoine archéologique doivent être prises en compte par les planificateurs à l'échelon national, régional et local.

La participation active de la population doit être intégrée aux politiques de conservation du patrimoine archéologique. Cette participation est essentielle chaque fois que le patrimoine d'une population autochtone est en cause. La participation doit être fondée sur l'accès aux connaissances, condition nécessaire à toute décision. L'information du public est donc un élément important de la «conservation intégrée».

Article 3. Législation et économie

La protection du patrimoine archéologique est une obligation morale pour chaque être humain. Mais c'est aussi une responsabilité publique collective. Cette responsabilité doit se traduire par l'adoption d'une législation adéquate et par la garantie de fonds suffisants pour financer efficacement les programmes de conservation du patrimoine archéologique.

Le patrimoine archéologique est un patrimoine commun pour toute société humaine; c'est donc un devoir pour tous les pays de faire en sorte que des fonds appropriés soient disponibles pour sa protection.

La législation doit garantir la conservation du patrimoine archéologique en fonction des besoins de l'histoire et des traditions de chaque pays et de chaque région en faisant largement place à la conservation 'in situ' et aux impératifs de la recherche.

La législation doit se fonder sur l'idée que le patrimoine archéologique est l'héritage de l'humanité toute entière et de groupes humains, non celui de personnes individuelles ou de nations particulières.

La législation doit interdire toute destruction, dégradation ou altération par modification de tout monument, de tout site archéologique ou de leur environnement en l'absence d'accord des services archéologiques compétents.

La législation doit par principe exiger une recherche préalable et l'établissement d'une documentation archéologique complète dans chacun des cas où une destruction du patrimoine archéologique a pu être autorisée.

and remains of all kinds (including subterranean and underwater sites), together with all the portable cultural material associated with them.

Article 2: Integrated Protection Policies

The archaeological heritage is a fragile and non-renewable cultural resource. Land use must therefore be controlled and developed in order to minimize the destruction of the archaeological heritage.

Policies for the protection of the archaeological heritage should constitute an integral component of policies relating to land use, development, and planning as well as of cultural, environmental and educational policies. The creation of archaeological reserves should form part of such policies.

The protection of the archaeological heritage should be integrated into planning policies at international, national, regional and local levels.

Active participation by the general public must form part of policies for the protection of the archaeological heritage. This is essential where the heritage of indigenous peoples is involved. Participation must be based upon access to the knowledge necessary for decision-making. The provision of information for the general public is therefore an important element in integrated protection.

Article 3: Legislation and Economy

The protection of the archaeological heritage should be considered as a moral obligation upon all human beings; it is also a collective public responsibility. This obligation must be acknowledged through relevant legislation and the provision of adequate funds for the supporting programmes necessary for effective heritage management.

The archaeological heritage is common to all human society and it should therefore be the duty of every country to ensure that adequate funds are available for its protection.

Legislation should afford protection to the archaeological heritage that is appropriate to the needs, history, and traditions of each country and region, providing for in situ protection and research needs.

Legislation should be based on the concept of the archaeological heritage as the heritage of all humanity and of groups of peoples, and not restricted to any individual person or nation.

Legislation should forbid the destruction, degradation or alteration through changes of any archaeological site or monument or to their surroundings without the consent of the relevant archaeological authority.

Legislation should in principle require full archaeological investigation and documentation in cases where the destruction of the archaeological heritage is authorized.

Legislation should require, and make provision for, the proper maintenance and conservation of the archaeological heritage.

Adequate legal sanctions should be prescribed in respect of violations of archaeological heritage legislation.

If legislation affords protection only to those elements of the archaeological heritage which are registered in a selective statutory in-

La législation doit exiger une maintenance correcte et une conservation satisfaisante du patrimoine archéologique et en garantir les moyens.

La législation doit prévoir des sanctions adéquates, proportionnelles aux infractions aux textes concernant le patrimoine archéologique.

Au cas où la législation n'étendrait sa protection qu'au patrimoine classé ou inscrit sur un inventaire officiel, des dispositions devraient être prises en vue de la protection temporaire de monuments et de sites non protégés ou récemment découverts, jusqu'à ce qu'une évaluation archéologique ait été faite.

L'un des risques physiques majeurs encourus par le patrimoine archéologique résulte des programmes d'aménagement. L'obligation pour les aménageurs de faire procéder à une étude d'impact archéologique avant de définir leur programme doit donc être énoncée dans une législation adéquate stipulant que le coût de l'étude doit être intégré au budget du projet. Le principe selon lequel tout programme d'aménagement doit être conçu de façon à réduire au maximum les répercussions sur le patrimoine archéologique doit être également énoncé par une loi.

Article 4. Inventaires

La protection du patrimoine archéologique doit se fonder sur la connaissance la plus complète possible de son existence, de son étendue et de sa nature. Les inventaires généraux du potentiel archéologique sont ainsi des instruments de travail essentiels pour élaborer des stratégies de protection du patrimoine archéologique. Par conséquent, l'inventaire doit être une obligation fondamentale dans la protection et la gestion du patrimoine archéologique.

En même temps, les inventaires constituent une banque de données fournissant les sources primaires en vue de l'étude et de la recherche scientifique. L'établissement des inventaires doit donc être considéré comme un processus dynamique permanent. Il en résulte aussi que les inventaires doivent intégrer l'information à divers niveaux de précision et de fiabilité, puisque des connaissances même superficielles peuvent fournir un point de départ pour des mesures de protection.

Article 5. Intervention sur le site

En archéologie, la connaissance est largement tributaire de l'intervention scientifique sur le site. L'intervention sur le site embrasse toute la gamme des méthodes de recherche, de l'exploration non-destructrice à la fouille intégrale en passant par les sondages limités ou la collecte d'échantillons.

Il faut admettre comme principe fondamental que toute collecte d'information sur le patrimoine archéologique ne doit détruire que le minimum des témoignages archéologiques nécessaires pour atteindre les buts, conservatoires ou scientifiques, de la campagne. Les méthodes d'intervention non destructives — observations aériennes, observations sur le terrain, observations subaquatiques, échantillonnage, prélèvements, sondages — doivent être encouragées dans tous les cas, de préférence à la fouille intégrale.

La fouille implique toujours un choix des données qui seront enregistrées et conservées au prix de la perte de toute autre information

ventory, provision should be made for the temporary protection of unprotected or newly discovered sites and monuments until an archaeological evaluation can be carried out.

Development projects constitute one of the greatest physical threats to the archaeological heritage. A duty for developers to ensure that archaeological heritage impact studies are carried out before development schemes are implemented, should therefore be embodied in appropriate legislation, with a stipulation that the costs of such studies are to be included in project costs. The principle should also be established in legislation that development schemes should be designed in such a way as to minimize their impact upon the archaeological heritage.

Article 4: Survey

The protection of the archaeological heritage must be based upon the fullest possible knowledge of its extent and nature. General survey of archaeological resources is therefore an essential working tool in developing strategies for the protection of the archaeological heritage. Consequently archaeological survey should be a basic obligation in the protection and management of the archaeological heritage.

At the same time, inventories constitute primary resource data bases for scientific study and research. The compilation of inventories should therefore be regarded as a continuous, dynamic process. It follows that inventories should comprise information at various levels of significance and reliability, since even superficial knowledge can form the starting point for protectional measures.

Article 5: Investigation

Archaeological knowledge is based principally on the scientific investigation of the archaeological heritage. Such investigation embraces the whole range of methods from non-destructive techniques through sampling to total excavation.

It must be an over-riding principle that the gathering of information about the archaeological heritage should not destroy any more archaeological evidence than is necessary for the protectional or scientific objectives of the investigation.

Non-destructive techniques, aerial and ground survey, and sampling should therefore be encouraged wherever possible, in preference to total excavation.

As excavation always implies the necessity of making a selection of evidence to be documented and preserved at the cost of losing other information and possibly even the total destruction of the monument, a decision to excavate should only be taken after thorough consideration.

Excavation should be carried out on sites and monuments threatened by development, land-use change, looting, or natural deterioration.

In exceptional cases, unthreatened sites may be excavated to elucidate research problems or to interpret them more effectively for

et, éventuellement, de la destruction totale du monument ou du site. La décision de procéder à une fouille ne doit donc être prise qu'après mûre réflexion.

Les fouilles doivent être exécutées de préférence sur des sites et des monuments condamnés à la destruction en raison de programmes d'aménagement modifiant l'occupation ou l'affectation des sols, en raison du pillage, ou de la dégradation sous l'effet d'agents naturels.

Dans des cas exceptionnels, des sites non menacés pourront être fouillés soit en fonction des priorités de la recherche, soit en vue d'une présentation au public. Dans ces cas, la fouille doit être précédée d'une évaluation scientifique poussée du potentiel du site. La fouille doit être partielle et réserver un secteur vierge en vue de recherches ultérieures.

Lorsque la fouille a lieu, un rapport répondant à des normes bien définies doit être mis à la disposition de la communauté scientifique et annexé à l'inventaire approprié dans des délais raisonnables après la fin des travaux.

Les fouilles doivent être exécutées en conformité avec les recommandations de l'Unesco (recommandations définissant les principes internationaux à appliquer en matière de fouilles archéologiques, 1956), ainsi qu'avec les normes professionnelles, internationales et nationales.

Article 6. Maintenance et conservation

Conserver « in situ » monuments et sites devrait être l'objectif fondamental de la conservation du patrimoine archéologique. Toute translation viole le principe selon lequel le patrimoine doit être conservé dans son contexte original. Ce principe souligne la nécessité d'une maintenance, d'une conservation et d'une gestion convenables. Il en découle que le patrimoine archéologique ne doit être ni exposé aux risques et aux conséquences de la fouille, ni abandonné en l'état après la fouille si un financement permettant sa maintenance et sa conservation n'est pas préalablement garanti.

L'engagement et la participation de la population locale doivent être encouragés en tant que moyen d'action pour la maintenance du patrimoine archéologique. Dans certains cas, il peut être conseillé de confier la responsabilité de la protection et de la gestion des monuments et des sites à des populations autochtones.

Les ressources financières étant inévitablement limitées, la maintenance active ne pourra s'effectuer que de manière sélective. Elle devra donc s'exercer sur un échantillon étendu de sites et de monuments déterminé par des critères scientifiques de qualité et de représentativité, et pas seulement sur les monuments les plus prestigieux et les plus séduisants.

La Recommandation de l'Unesco de 1956 doit s'appliquer également à la maintenance et à la conservation du patrimoine archéologique.

Article 7. Présentation, information, reconstitution

La présentation au grand public du patrimoine archéologique est un moyen essentiel de le faire accéder à la connaissance des origines et du développement des sociétés modernes. En même temps, c'est le moyen le plus important pour faire comprendre la nécessité de protéger ce patrimoine.

the purpose of presenting them to the public. In such cases excavation must be preceded by thorough scientific evaluation of the significance of the site. Excavation should be partial, leaving a portion undisturbed for future research.

A report conforming to an agreed standard should be made available to the scientific community and should be incorporated in the relevant inventory within a reasonable period after the conclusions of the excavation.

Excavations should be conducted in accordance with the principles embodied in the 1956 Unesco Recommendations on International Principles Applicable to Archaeological Excavations and with agreed international and national professional standards.

Article 6: Maintenance and Conservation

The overall objective of archaeological heritage management should be the preservation of monuments and sites in situ. Any transfer of elements of the heritage to new locations represents a violation of the principle of preserving the heritage in its original context. This principle stresses the need for proper maintenance, conservation and management. It also asserts the principle that the archaeological heritage should not be exposed by excavation or left exposed after excavation if provision for its proper maintenance and management after excavation cannot be guaranteed.

Local commitment and participation should be actively sought and encouraged as a means of promoting the maintenance of the archaeological heritage. This principle is especially important when dealing with the heritage of indigenous peoples or local cultural groups. In some cases it may be appropriate to entrust responsibility for the protection and management of sites and monuments to indigenous peoples.

Owing to the inevitable limitations of available resources, active maintenance will have to be carried out on a selective basis. It should therefore be applied to a sample of the diversity of sites and monuments, based upon a scientific assessment of their significance and representative character, and not confined to the more notable and visually attractive monuments.

The relevant principles of the 1956 Unesco Recommendations should be applied in respect of the maintenance and conservation of the archaeological heritage.

Article 7: Presentation, Information, Reconstruction

The presentation of the archaeological heritage to the general public is an essential method of promoting an understanding of the origins and development of modern societies. At the same time it is the most important means of promoting an understanding of the need for its protection.

Presentation and information should be conceived as a popular interpretation of the current state of knowledge, and it must therefore be revised frequently. It should take account of the multi-faceted approaches to an understanding of the past.

La présentation au grand public doit constituer une vulgarisation de l'état des connaissances scientifiques et doit par conséquent être soumise à de fréquentes révisions. Elle doit prendre en compte les multiples approches permettant la compréhension du passé.

Les reconstitutions répondent à deux fonctions importantes, étant conçues à des fins de recherche expérimentale et pédagogique. Elles doivent néanmoins s'entourer de grandes précautions afin de ne perturber aucune des traces archéologiques subsistantes; elles doivent aussi prendre en compte des témoignages de toutes sortes afin d'atteindre à l'authenticité. Les reconstitutions ne doivent pas être construites sur les vestiges archéologiques eux-mêmes et doivent être identifiables comme telles.

Article 8. Qualifications professionnelles

Pour assurer la gestion du patrimoine archéologique, il est essentiel de maîtriser de nombreuses disciplines à un haut niveau scientifique. La formation d'un nombre suffisant de professionnels dans les secteurs de compétence concernés doit par conséquent être un objectif important de la politique d'éducation dans chaque pays. La nécessité de former des experts dans des secteurs hautement spécialisés exige, quant à elle, la coopération internationale.

La formation archéologique universitaire doit prendre en compte dans ses programmes le changement intervenu dans les politiques de conservation, moins soucieuses de fouilles que de conservation «in situ». Elle devrait également tenir compte du fait que l'étude de l'histoire des populations indigènes est aussi importante que celle des monuments et des sites prestigieux pour conserver et comprendre le patrimoine archéologique.

La protection du patrimoine archéologique est un processus dynamique permanent. Par conséquent, toutes facilités doivent être accordées aux professionnels travaillant dans ce secteur, afin de permettre leur recyclage. Des programmes spécialisés de formation de haut niveau faisant une large place à la protection et à la gestion du patrimoine archéologique devraient être mis en oeuvre.

Article 9. Coopération internationale

Le patrimoine archéologique étant un héritage commun à l'humanité toute entière, la coopération internationale est essentielle pour énoncer et faire respecter les critères de gestion de ce patrimoine.

Il existe un besoin pressant de circuits internationaux permettant l'échange des informations et le partage des expériences parmi les professionnels chargés de la gestion du patrimoine archéologique. Cela implique l'organisation de conférences, de séminaires, d'ateliers, etc. à l'échelon mondial aussi bien qu'à l'échelon régional, ainsi que la création de centres régionaux de formation de haut niveau. L'Icomos devrait, par l'intermédiaire de ses groupes spécialisés, tenir compte de cette situation dans ses projets à long et moyen termes.

De même, des programmes internationaux d'échange de personnels administratifs et scientifiques devraient être poursuivis comme fournissant le moyen d'élever le niveau des compétences en ce domaine.

Sous les auspices de l'Icomos, des programmes d'assistance technique devraient être développés.

Reconstructions serve two important functions: experimental research and interpretation. They should, however, be carried out with great caution, so as to avoid disturbing any surviving archaeological evidence, and they should take account of evidence from all sources in order to achieve authenticity. Where possible and appropriate, reconstructions should not be built immediately on the archaeological remains, and should be identifiable as such.

Article 8: Professional Qualifications

High academic standards in many different disciplines are essential in the management of the archaeological heritage. The training of an adequate number of qualified professionals in the relevant fields of expertise should therefore be an important objective for the educational policies in every country. The need to develop expertise in certain highly specialized fields calls for international cooperation.

The objective of academic archaeological training should take account of the shift in conservation policies from excavation to in situ preservation. It should also take into account the fact that the study of the history of indigenous peoples is as important in preserving and understanding the archaeological heritage as the study of outstanding monuments and sites.

The protection of the archaeological heritage is a process of continuous dynamic development. Time should therefore be made available to professionals working in this field to enable them to update their knowledge. Postgraduate training programmes should be developed with special emphasis on the protection and management of the archaeological heritage.

Article 9: International Cooperation

The archaeological heritage is the common heritage of all humanity. International cooperation is therefore essential in developing and maintaining standards in its management.

There is an urgent need to create international mechanisms for the exchange of information and experience among professionals dealing with archaeological heritage management. This requires the organization of conferences, seminars, workshops, etc. at global as well as regional level, and the establishment of regional centres for postgraduate studies. Icomos, through its specialized groups, should promote this aspect in its medium and long-term planning.

International exchanges of professional staff should also be developed as a means of raising standards of archaeological heritage management.

Technical assistance programmes in the field of archaeological heritage management should be developed under the auspices of Icomos.

LA 9^{ème} ASSEMBLEE GENERALE DE L'ICOMOS / THE NINTH ICOMOS GENERAL ASSEMBLY

Claude Jaccottet

1. Genève avec la cathédrale St Pierre
1. Geneva with St. Peter's Cathedral

Président du Comité national Suisse de l'Icomos /
President of the Swiss Committee of Icomos

ANNONCE À TOUS LES MEMBRES

En février de cette année, chacun des membres de l'Icomos a été informé des dates et du lieu de la prochaine Assemblée Générale ainsi que de son programme.

COLLOQUE INTERNATIONAL: COMMUNICATIONS INDIVIDUELLES

En même temps, des indications étaient données sur le thème du colloque international et sur son nouveau mode d'organisation. Il était précisé qu'aucune communication individuelle n'était prévue mais qu'on attendait de chaque Comité national un rapport destiné à la discussion. Lors de sa dernière session, en mai, le Comité exécutif a discuté de ce problème et nous a demandé d'étudier la possibilité d'admettre néanmoins la présentation de communications individuelles pour répondre aux désirs exprimés au sein de quelques Comités nationaux.

La Commission scientifique a répondu positivement en proposant une solution qui tient compte de ces vœux sans compromettre l'organisation du colloque et une lettre a été adressée au début de juin à tous les présidents des Comités nationaux où sont données toutes les indications nécessaires à ce sujet. Pour élargir le plus possible l'information, nous en résumons ici les points essentiels: des communications individuelles peuvent donc être présentées, parallèlement aux contributions collectives de chaque Comité national; elles seront publiées dans les actes du colloque; elles ne feront pas l'objet d'une présenta-

ANNOUNCEMENT TO ALL MEMBERS

In February this year every Icomos member was informed about the dates, place and programme of the next General Assembly.

INTERNATIONAL SYMPOSIUM: INDIVIDUAL REPORTS

Details were given at the same time about the theme and the new practical organisation of the Symposium. No individual reports are foreseen but each National and International Committee should submit a conference paper for general discussion. At its recent meeting in May the Executive Committee discussed, however, this format and asked us to examine the possibility of allowing the presentation of individual papers, in this way answering requests to that effect by certain National Committees.

The Scientific Committee has agreed to this, suggesting a solution which takes these requests into account without jeopardising the organisation of the Symposium. A letter was sent in early June to the chairmen of all National Committees with all the relevant details.

In order to convey this information to as many readers as possible, we summarise here the main points. Individual reports may be submitted to the Symposium alongside the collective papers presented by each National Committee. Such reports will not be presented verbally during the formal sessions but there will be ample opportunity to discuss them during the working sessions. Their subject matter should fit within the gene-



2. Château de Vufflens

2. Vufflens Castle (14th-15th c.)

tion orale mais pourront être discutées lors des séances de travail. Elles doivent s'inscrire dans le cadre des trois sous-thèmes («Bilan et Avenir», «Charte de Venise», «Expérience et formation»). Elles ne devraient comporter que deux pages dactylographiées au maximum, avec un résumé de 1/3 de page, selon le schéma communiqué dans notre lettre du 22 décembre 1988 adressée aux présidents des Comités nationaux, le respect de cette présentation étant indispensable pour en assurer la publication. Elles seront adressées, le 15 septembre au plus tard, au Président du Comité national de l'auteur, avec copie au Président de la section suisse et au Secrétariat International de l'Icomos.

PRÉ-COLLOQUE

Les Présidents ont eu connaissance également d'une autre suggestion du Comité exécutif, celle d'organiser dans le cadre de leur Comité national un «pré-colloque» destiné à faciliter la préparation du rapport pour septembre prochain. Le Comité italien a déjà organisé un tel colloque préliminaire et nous l'avons fait également dans notre section suisse lors de son Assemblée Générale en 1988.

Cette manière de faire, qui permet d'intéresser le plus de membres possibles aux discussions, s'avère fructueuse en ce qui concerne la rédaction du rapport du Comité national.

COMITÉS INTERNATIONAUX SPÉCIALISÉS

En février 1989, les présidents des Comités internationaux spé-

cialisés ont été invités à présenter, dans le cadre de l'Assemblée Générale, une exposition sur leur activité et ont reçu toute une documentation avec le plan des locaux réservés. Nous attendons leur réponse qui est indispensable pour continuer cette organisation qui ne saurait être menée à chef sans connaître les besoins de chacun d'eux. Nous nous réjouissons de pouvoir donner suite à notre proposition de mettre en évidence l'activité des Comités internationaux spécialisés, proposition qui répond d'ailleurs à leur propre désir.

PRELIMINARY SYMPOSIUM

Another suggestion has been made to chairmen: to set up a preliminary conference for their national section devoted to the three sub-themes and designed to contribute to the preparation of each National Committee's report, due by September 1989. The Italian Committee has already organised such a "pre-symposium". The Swiss National Committee has devoted its 1988 General Assembly to a similar preliminary conference.

This way of operating allows as many members as possible to take part in the discussions, which proves particularly fruitful for the preparation of the national sections' reports.



2

3. Sion avec les deux collines de Valère et Tourbillon
3. Sion with the two hills of Valère and Tourbillon4. Fribourg, vue de la ville ancienne
4. Fribourg, the old city

cialisés ont été invités à présenter, dans le cadre de l'Assemblée Générale, une exposition sur leur activité et ont reçu toute une documentation avec le plan des locaux réservés. Nous attendons leur réponse qui est indispensable pour continuer cette organisation qui ne saurait être menée à chef sans connaître les besoins de chacun d'eux. Nous nous réjouissons de pouvoir donner suite à notre proposition de mettre en évidence l'activité des Comités internationaux spécialisés, proposition qui répond d'ailleurs à leur propre désir.

EXCURSIONS PENDANT L'ASSEMBLÉE

Le programme de ces excursions est en préparation et les informations définitives seront communiquées à chacun cet automne. Les indications qui suivent ne doivent donc être considérées que comme provisoires.

Le vendredi 5 octobre, jour de session du Comité exécutif, les membres du Comité consultatif qui ont siégé la veille sont donc libres. Il est prévu pour eux une excursion à Genève, avec visite de la ville et de ses monuments les plus intéressants. Les membres du Comité exécutif les rejoindront le soir pour un repas en commun à Genève également. Dans la matinée, les Comités internationaux pourront organiser, dans le cadre de leur exposition, des séances d'informations auxquelles les membres du Comité consultatif pourront assister avant leur départ en excursion.

Le dimanche 7 octobre est à la fois journée libre et journée des Comités internationaux. Ceux-ci pourront organiser des

SPECIALIZED INTERNATIONAL COMMITTEES

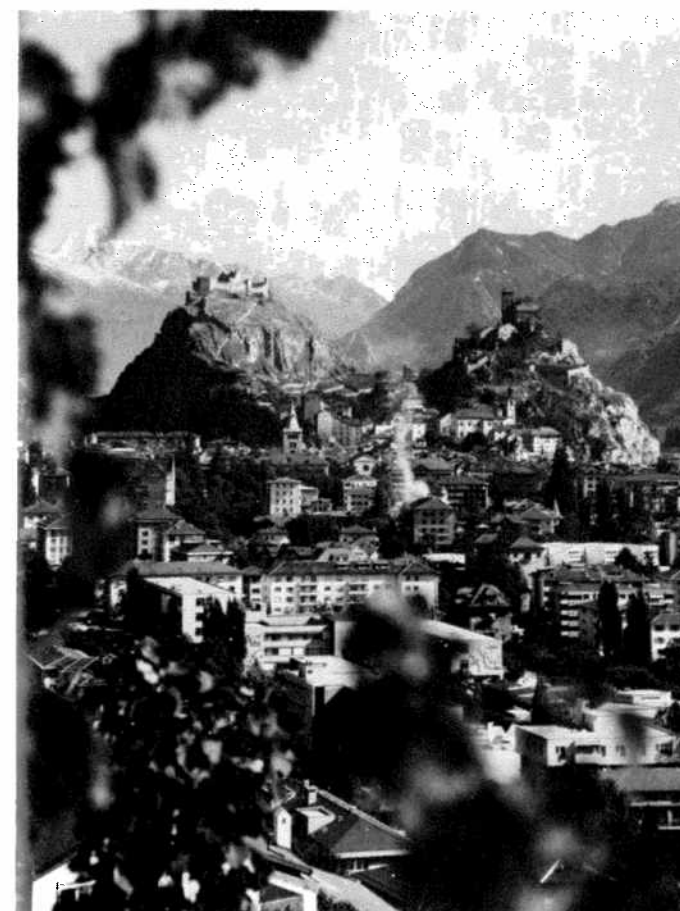
In February 1989 the chairmen of the specialized International Committees were invited to present an exhibition at the General Assembly. They have received all the necessary practical details with a layout of the exhibition spaces. We need their answers, which are indispensable for continuing our preparation which cannot be brought to a satisfactory conclusion without taking into account everybody's needs. We are looking forward to contributing to the enhancement of the specialized International Committees' work, and thus meet their wishes for the General Assembly.

EXCURSIONS DURING THE ASSEMBLY

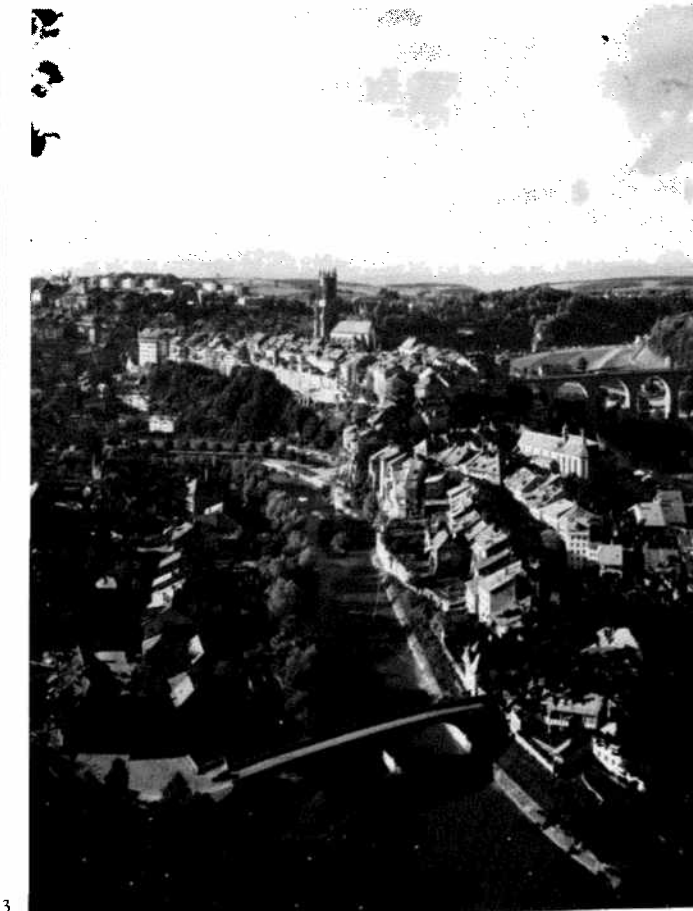
The programme of these excursions is being prepared. Final details will be issued to everyone in the fall. The following is, therefore, only provisional.

On Friday, October 5th, when the Executive Committee meets, the members of the Advisory Committee (who will have met the day before) will go for an excursion to Geneva and visit its most important monuments. In the evening they will be joined by the members of Executive Committee for dinner. In the morning the International Committees will have had the opportunity to hold an information session before the departure of the Advisory Committee.

On Sunday, October 7th, the programme is free for specialized International Committees to organise meetings open to



3



4

conférences auxquelles tous les participants à l'Assemblée générale auront la possibilité d'assister. Durant cette journée, nous proposerons d'autre part une série d'excursions dans la ville de Lausanne et dans les environs, comme par exemple au château de Vufflens. Ces excursions seront libres et aux frais des participants.

Le lundi 8 octobre sera entièrement consacré au Colloque et les débats auront lieu en trois groupes séparés, selon les trois sous-thèmes.

Le mardi 9 permettra d'organiser trois excursions, une pour chacun des groupes de travail des sous-thèmes du colloque. Il est prévu de visiter la Suisse romande et les trois cantons voisins du canton de Vaud dont la capitale est Lausanne, lieu de l'Assemblée. Un groupe se rendra dans le canton du Valais, capitale Sion, un autre visitera le canton de Fribourg, capitale Fribourg, et le troisième sera conduit dans le nord-ouest du canton de Vaud jusqu'au canton de Neuchâtel, capitale Neuchâtel.

Une visite du château de Chillon aura lieu en prélude à la manifestation de clôture de l'Assemblée qui est prévue pour le mercredi 10 octobre afin de permettre à ceux qui en auront l'obligation de prévoir leur départ dès le jeudi après-midi.

all participants to the General Assembly. On this day we will offer, however, the possibility to tour Lausanne and such surrounding sites as Vufflens Castle. These excursions will be at the participants' expenses.

Monday, October 8th will be entirely devoted to the Symposium. The discussions will take place in three separate groups according to the sub-themes.

On Tuesday, October 9th three excursions will be organised: one for each working party on the sub-themes. We expect to visit the French-speaking part of Switzerland: the three cantons neighbouring Vaud Canton of which Lausanne is the capital and host of the General Assembly. One group's destination will be Sion, the capital city of Valais Canton. Another will go to Fribourg Canton, whose capital is Fribourg. The third group will go through the North-West of Vaud Canton to Neuchâtel, capital city of the canton bearing the same name.

The closing event will take place on Wednesday, October 10th in order to allow those with tight schedules to leave by Thursday afternoon. This event will begin with a visit to Chillon Castle.



ROUMANIE
CONFERENCE DE PRESSE ET
INAUGURATION DE L'EXPOSITION
«ICOMOS PRO ROMANIA»

4 mai 1989, au Secrétariat International de l'Icomos à Paris.

ROMANIA
PRESS CONFERENCE AND INAUGURATION
OF THE EXHIBITION
“ICOMOS PRO ROMANIA”

4 May 1989, at Icomos headquarters

Devant un public d'environ soixante dix personnes: journalistes, représentants d'organisations internationales, d'ambassades et de délégations nationales de l'Unesco; le Président de l'Icomos, M. Roberto Di Stefano a exposé pourquoi l'Icomos avait préparé cette exposition: en l'absence d'informations de la part du gouvernement roumain il n'y a aucun moyen de savoir si les principes de conservation intégrée sont respectés dans le programme de «systématisation des villages». A plusieurs reprises, l'Icomos a lancé des appels aux Nations Unies et à l'Unesco sans recevoir de réponse. Cependant, le Président a rappelé qu'une délégation de l'Unesco avait été envoyée en Roumanie et que l'Icomos espère être informé des résultats de cette mission.

L'exposition est restée ouverte au public parisien jusqu'au 10 juin, ce report de la date de clôture initialement prévue au 30 mai, a été rendu possible grâce à la contribution de la Section française de l'Icomos. Plus de 500 visiteurs (y compris une délégation du Parlement Européen) ont été reçus après l'ouverture au public et de nombreuses personnes ont inscrit leur impression sur le livre d'or de l'exposition.

Cette exposition bilingue se compose de 28 agrandissements (en couleur, sauf deux en noir et blanc), 3 cartes, 6 panneaux explicatifs de la position de l'Icomos, 3 panneaux de textes émanant d'une publication officielle roumaine, un panneau des textes des chartes sur la conservation et 76 diapositives présentées en diaporama. Cet ensemble peut être contenu dans trois caisses de bois (104cm x 108cm x 20cm) pesant chacune 40 kilos environ.

Les agrandissements sont présentés de façon thématique, depuis le patrimoine roumain célèbre dans le monde, la systématisation d'un village du sud-ouest de Bucarest, des exemples de patrimoine vernaculaire, la conservation en Roumanie jusqu'à la destruction de Bucarest. Le diaporama développe ces thèmes et traite également le problème des villes de province et en particulier celui de Sighisoara.

Le Comité national d'Allemagne Fédérale publiera un catalogue qui sera disponible avec l'exposition. Une affiche, éditée par le Comité national italien, est également expédiée avec l'exposition. Le livre de M. Dinu Giurescu *The Razing of Romania*, publié par le Comité américain de l'Icomos, sera disponible pour la vente dont le produit reviendra au Secrétariat International.

L'itinéraire de l'exposition n'a pas encore été définitivement établi, mais les Comités nationaux d'Allemagne fédérale, de Hongrie, d'Espagne et du Royaume-Uni ont déjà confirmé la présentation de l'exposition dans leur pays en 1989. De nombreux autres Comités ont manifesté leur vif intérêt pour présenter eux aussi l'exposition. Les personnes intéressées sont priées de contacter le Secrétariat International afin d'inclure leur pays dans l'itinéraire de l'exposition.

Before an audience of some seventy journalists, representatives of international organizations, embassies and national delegations to Unesco; the President of Icomos, Mr. Roberto Di Stefano explained why Icomos had prepared this exhibition: in the absence of information from the Romanian government there is no way of knowing if the principles of integrated conservation are being respected in carrying out the "systemization of villages". Icomos has appealed to the United Nations and Unesco on several occasions, but no answers have been received. However, the President noted that a Unesco delegation has been sent to Romania, and that Icomos expected to be informed of the findings of this mission.

The exhibition remained open to the Paris public until 10 June, this extension beyond the original closing date (30 May) being made possible by a contribution from the French Section of Icomos. Over 500 visitors (including a delegation from the European Parliament) were received after the opening, and many people wrote down their impressions in a visitor's book.

This bilingual exhibition consists of 28 blow-ups (all but two in colour), 3 maps, 6 panels explaining the position of Icomos, 3 panels of texts from an official Romanian publication, a panel of texts from charters on conservation, and 76 slides in a diarama. It packs into three wooden crates (104 cm x 108 cm x 20 cm) that weigh about 40 kilos apiece.

The blow-ups are organized thematically: world-famous Romanian heritage, systemization in a village southwest of Bucharest, examples of vernacular heritage, conservation in Romania, destruction in Bucharest. The diarama develops the themes in the exhibition, and also deals with the question of provincial towns, focussing on Sighisoara.

The National Committee of the Federal Republic of Germany will be publishing a catalogue, which be available with the exhibition. A poster, printed by the Italian National Committee, will also be sent around. Mr. Dinu Giurescu's book, *The Razing of Romania*, published by U.S./Icomos, should also be available for sale, with the proceeds going to the International Secretariat.

The itinerary of the exhibition has not yet entirely been worked out, but the following National Committees will definitely be receiving it in 1989: Federal Republic of Germany, Hungary, Spain and the United Kingdom. Many other Committees have indicated a strong interest, and it is advisable to contact the International Secretariat in order to be included in the itinerary.

NOUVELLES

REPRESENTATION DE L'ICOMOS

Helmut Stelzer, Secrétaire général de l'Icomos a participé au meeting annuel des Conservateurs des Länder de R.F.A. à Munich du 12 au 16 juin dernier, sur le thème de «Eglise et conservation». Il a également représenté le Président au colloque sur Joseph Lenné en R.D.A. (22-26 mai).

RECHERCHE ET DOCTRINE

ADEQUATION DES METHODES PHOTOGRAMMETRIQUES A LA DOCTRINE DE LA CHARTE INTERNATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DES VILLES HISTORIQUES

Ce texte doctrinal sera présenté pour approbation au Comité exécutif de novembre 1989.

• La rigueur scientifique qui caractérise la conception moderne de la conservation et de la restauration du patrimoine architectural, exprimée par la Charte de Venise en 1964, imprègne également la doctrine formulée par la Charte Internationale pour la Sauvegarde des Villes Historiques (Washington, 1987). Elle conduit, en particulier, à la nécessité d'une connaissance précise de la forme et du milieu physique des ensembles urbains historiques.

Cette exigence apparaît directement ou se trouve implicitement énoncée en plusieurs points de la Charte.

Le préambule et l'article 1 affirment que «les villes, grandes ou petites, et les centres ou quartiers historiques», considérés «avec leur environnement naturel ou bâti» doivent être sauvegardés dans le cadre «d'une politique cohérente de développement économique et social» et que cette sauvegarde doit «être prise en compte dans les plans d'aménagement et d'urbanisme». Une telle intégration de la conservation dans l'aménagement et la gestion de l'environnement urbain demande des supports techniques présentant des qualités d'exactitude, de plénitude et de fiabilité et conduit, en particulier, à concevoir un «système de connaissance de la structure physique de la ville» (E. Salzano). La nécessité d'un tel système se confirme à la lecture de l'article 2 qui indique que «les valeurs à préserver» concernent, en particulier, «l'ensemble des éléments matériels et spirituels qui expriment

l'image» de la ville: la «forme urbaine», les «relations entre les divers espaces urbains», «la forme et l'aspect des édifices» (structure, volume...), les «relations de la ville avec son environnement naturel ou créé par l'homme».

L'article 5, qui énonce les principes de «la planification de la sauvegarde des villes et quartiers historiques» est très explicite puisque l'un de ces principes dit: «L'état des lieux avant toute intervention sera rigoureusement documenté». Cet état des lieux doit permettre une analyse précise de «l'organisation spatiale existante» (article 10) qui devra être respectée si l'on doit effectuer des transformations du bâti. L'attention portée par la Charte à l'archéologie urbaine (article 11) et «aux mesures préventives contre les catastrophes naturelles» (article 14) confirme bien l'importance de la documentation, donc des relevés.

Les méthodes photogrammétriques apportent des moyens bien spécifiques de satisfaire les besoins en relevés mis en évidence par une lecture attentive de la Charte.

Elles offrent, en effet, une gamme très complète de données et de documents qui contribuent aussi bien à l'analyse morphologique et qualitative du milieu urbain qu'à sa mesure et à sa représentation géométriquement exacte:

- Couvertures photographiques aériennes verticales, base de toute opération photogrammétrique sur un centre urbain ancien, mais aussi d'une interprétation stéréoscopique riche d'information sur les structures anciennes du centre, sur la forme et l'organisation du parcellaire, du bâti et de la voirie, sur l'occupation des sols, sur l'architecture de la ville et sur ses caractéristiques spatiales;
- Photographies aériennes obliques, complémentaires des verticales, qui mettent en évidence les points forts du paysage urbain, ses rapports avec le site, l'organisation des différents espaces (bâti, verts, vides) et apportent souvent une information très utile sur les façades; elles peuvent également faire l'objet d'un traitement photogrammétrique;
- Cartes graphiques, planimétriques et altimétriques, au niveau du sol et au niveau des toits, couvrant la ville historique et son environnement; photoplans obtenus par assemblage de photographies aériennes verticales rectifiées; les unes et les autres étant depuis longtemps l'un des domaines d'application les plus courants de la photogrammétrie;

- Documents d'expression directe de la volumétrie du bâti et de l'espace urbain: représentations précises en coupes, élévations d'ensemble, axonométries, perspectives...;
- Relevés numériques du milieu urbain, constituant des modèles numériques à partir desquels peuvent être obtenues toutes sortes de représentations graphiques et établies des bases de données localisées, par croisement avec les données foncières, administratives, économiques, architecturales, archéologiques...;
- Relevés du patrimoine architectural urbain, c'est-à-dire, outre les monuments, les ensembles architecturaux intégrés dans le paysage urbain et les développements de façades caractéristiques de l'habitat urbain;
- Etudes d'impact par l'insertion précise des projets dans les documents photogrammétriques, grâce à la géométrie exacte de ces documents, et par l'exécution de photomontages rigoureux («photogrammétrie inverse»);
- Contributions aux études préventives et à la réglementation en vue de la sauvegarde des centres anciens: vues sur la ville depuis ses abords et de la ville sur son environnement, épannelages, détermination de vélums enveloppant la forme urbaine, fixation des altitudes maximales de construction, etc.

Toutes ces données, tous ces documents sont produits à partir des prises de vues photogrammétriques. Comme pour les relevés de monuments, ces prises de vues et les quelques mesures nécessaires à leur exploitation constituent les archives photogrammétriques de la ville historique; elles enregistrent son état physique à une date donnée.

• Ces archives photogrammétriques, dont l'exploitation peut n'être entreprise que lorsque la nécessité s'en fait sentir, seront la référence de toute étude ultérieure d'évolution de la ville, ou encore des étapes successives des recherches d'archéologie urbaine. Elles fourniront la documentation indispensable à la connaissance exacte de la structure physique des villes historiques situées dans des zones soumises à des risques naturels, particulièrement dans les régions sismiques.

• Ainsi les méthodes photogrammétriques apportent bien une contribution importante à la mise en oeuvre des principes de la Charte Internationale pour la Sauvegarde des Villes Historiques. Elles ont leur place parmi les mesures nécessaires à la protection, à la conservation, à la restauration et au développement cohérent de ces villes (préambule de la Charte).

NOUVELLES

ADMINISTRATION ET GESTION

REUNION DU BUREAU II, 40e SESSION DU COMITE EXECUTIF DE L'ICOMOS, 3 et 5 MAI 1989, PARIS (FRANCE)

• **Bureau II (3-5 mai):** Nous reportons ici les décisions les plus significatives qui ont été prises lors de ce Bureau:

1. Roland Silva, Vice-Président de l'Icomos, coordonnera la réunion d'un groupe de travail comprenant Jacques Dalibard, Président du Comité consultatif et Helmut Stelzer, Secrétaire Général. Ce groupe élaborera un programme d'action de l'Icomos pour l'Asie avec des indications bien précises en ce qui concerne le financement et le présentera à la prochaine session du Comité exécutif. Le groupe se réunira au Sri Lanka et consultera M. Lichfield pour les questions relatives à l'économie de la conservation.

2. Le Secrétaire Général, sollicitera de la part des Comités Nationaux des rapports concernant la célébration de la Journée Internationale des Monuments et des Sites du 18 avril dans leurs pays respectifs et préparera un rapport synthétique pour l'Unesco.

3. Le Secrétaire Général, en tant que représentant du Président de l'Icomos, accompagnera le Président du Comité consultatif, participeront à la réunion des Comités Nationaux de l'Europe de l'Est qui se tiendra à Moscou au début du mois d'octobre prochain.

4. Le Secrétaire Général préparera une première proposition pour une édition allemande de la revue *Icomos Information* qui sera soumise lors de la prochaine réunion du Comité de rédaction et le cas échéant au prochain Bureau.

5. La proposition du Comité néerlandais de choisir une journée de septembre pour célébrer la Journée Portes Ouvertes des monuments dans tous les pays membres du Conseil de l'Europe sera étudiée par le Secrétaire Général en consultation avec le Conseil de l'Europe.

6. Malgré des demandes répétées d'augmentation du personnel au Secrétariat International, les Comités Nationaux n'ont dégagé aucune recette supplémentaire. Néanmoins le Secrétaire Général et le Délégué Général aux finances de l'Icomos examineront la situation budgétaire de manière à déterminer si le Secrétariat International est en mesure d'engager du personnel supplémentaire. Leur rapport doit être présenté au prochain Bureau.

7. Afin d'aider le Président du Comité consultatif à assurer son rôle de coordination, le Directeur par intérim du Secrétariat International est chargé de lui faire parvenir chaque mois un rapport sur les informations qui lui auront été communiquées par les Comités nationaux et internationaux. Le Président du Comité consultatif transmettra à son tour son opinion sur ces questions au Secrétaire Général et au Président dans les meilleurs délais.

8. A la demande du Comité exécutif, le Bureau a décidé l'envoi de cartes temporaires aux Présidents des Comités nationaux. Les cartes de membres plastifiées continueront à être émises une fois par an.

• **40e Session du Comité Exécutif (3-4 mai):** En premier lieu, les membres du Comité exécutif ont approuvé le budget prévisionnel de 1989. Ils ont d'autre part approuvé la façon dont le président de l'Icomos menait les négociations en cours à propos du bail du siège du Secrétariat International à Paris. En ce qui concerne la situation financière, chacun des membres du Comité exécutif soumettra des propositions de recherches de fonds au Président avant le prochain Bureau.

Dans le cadre de l'étude de l'Icomos sur la Convention du Patrimoine mondial, M. Bouadi a offert sa collaboration afin d'élaborer un processus qui permettrait d'aider certains pays à constituer des dossiers d'inscription appropriés et en bonne et due forme.

En vue de la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra à Lausanne en octobre 1990, les membres du Comité exécutif suggère d'élargir le Comité d'Organisation de trois membres: le Secrétaire Général, un membre du Comité national des Etats Unis et un membre du Comité national du Sri Lanka. De même, le Comité Scientifique devrait être élargi de manière à intégrer des membres du Comité exécutif qui participeraient aux réunions de ce Comité Scientifique à Lausanne. Les différentes régions du monde et un pays possédant une population autochtone y seraient représentés.

Le Comité national Suisse doit s'adresser aux Comités nationaux pour leur demander d'organiser un pré-colloque permettant l'élaboration de propositions pour le Comité Scientifique. Le Comité exécutif a d'autre part suggéré qu'une exposition soit organisée par le Comité national Suisse afin de visualiser le contenu du colloque en cours de préparation.

Il a été proposé également que les personnes non membres de l'Icomos puissent intervenir au cours des débats sur invitation. Les membres, en revanche, sont invités à exprimer leur point de vue par écrit, ces documents pourraient être distribués à l'avance de manière à assurer la discussion la plus large possible lors du colloque.

NOUVELLES DES COMITES NATIONAUX

• **R.F.A., R.D.A., Autriche et Suisse:** Des représentants des Comités germanophones se sont mis d'accord sur une traduction en allemand de la Charte de Venise et procéderont à des traductions des autres textes doctrinaux de l'Icomos.

• **Suède et Sri Lanka:** Une version suédoise et une version en hindi ainsi qu'une autre en ourdou de la Charte de Venise sont en cours d'élaboration.

A cette occasion, nous invitons les autres Comités nationaux de l'Icomos à établir une traduction de cette Charte dans leur propre langue afin de rendre plus accessible la doctrine de cette Charte. Il serait opportun en particulier qu'une version en arabe soit disponible.

• **Grèce:** Lors de sa dernière réunion, les 1/27 mars 1989, le Comité exécutif du Comité national grec a élu son Président: M. Nicolas Agriantonis, architecte.

Nouvelle adresse: Technical Chamber of Greece, 4 Karageorgi servias street, 10248 Athens. Adresse postale jusqu'à fin 1989: POB 17188, 10024 Athens.

• **Jamaïque:** Un Comité national jamaïcain de l'Icomos est en train de se créer. La ratification de son existence devrait avoir lieu lors du prochain Comité exécutif.

Suite aux premières informations qui nous sont parvenues sur la célébration du 18 avril, nous vous communiquons:

• **Argentine:** Les efforts déployés par le Comité national argentin lors de la célébration de la Journée Internationale des Monuments et des Sites ont été largement diffusés dans la presse locale qui a mentionné l'exposition intitulée «le futur du passé» et la table ronde organisés par les dirigeants.

• **Burkina Faso:** La Journée Internationale des Monuments et des Sites a été célébrée par des

NOUVELLES

vernissages et projections de films ainsi que par l'organisation d'une table ronde sur le thème de la revalorisation des monuments et sites historiques au Burkina.

• **Israël:** La Journée Internationale des Monuments et des Sites s'est essentiellement portée sur le patrimoine du 19^e siècle. Ce patrimoine «moderne» est souvent oublié dans le contexte mondial actuel alors qu'il est gravement menacé au coeur même des zones industrielles urbaines. L'histoire du quartier russe de Jerusalem et son rôle à l'avenir ont été présentés lors d'une discussion publique. Ces édifices et zones périphériques mettant en lumière les visites à Jerusalem de pèlerins de toute croyance.

• **Mexique:** Pour la première fois, la Journée Internationale des Monuments et des Sites a été célébrée au Mexique en présence de nombreux représentants gouvernementaux, universitaires et organismes professionnels. La célébration a été retransmise sur une des chaînes de la télévision mexicaine ainsi que par satellite dans le sud des Etats Unis, en Amérique Latine et en Espagne. D'autres villes mexicaines ont également organisé des manifestations dans des maisons de la culture ou par voie radiophonique.

Nous vous signalons d'autre part que le Comité national mexicain vient d'établir une nouvelle version en espagnol de la Charte Internationale pour la Sauvegarde des Villes Historiques qui est disponible soit auprès de ce Comité, soit au Secrétariat International à Paris.

• **R.D.A. et Jardins et Sites Historiques:** Le Comité national de R.D.A. et le Comité International des Jardins et Sites Historiques ont organisé un colloque international sur la vie et l'oeuvre de Peter Joseph Lenné (paysagiste du 19^e siècle) qui s'est tenu à Potsdam du 22 au 25 mai 1989. En dehors des allocutions des officiels présents lors de ce colloque, les interventions ont essentiellement retracé l'importance de l'oeuvre laissée par Peter Joseph Lenné dans le domaine de l'art des jardins, ses plans de Potsdam-Sans Souci, Magdebourg; sans oublier son travail d'urbaniste pour Berlin et son plan d'élargissement de la ville de Vienne de 1857. D'autres intervenants ont également rappelé les nombreux parcs et jardins créés par l'artiste en Pologne et son influence en Scandinavie. Des visites dans les nombreux jardins de Potsdam et aux alentours ont conclu ce colloque et ont permis aux participants de

débattre sur les grands thèmes tels que les espaces verts en ville, le développement urbain, la gestion du paysage ou encore l'interlinkage des parcs. Il a été envisagé de publier l'ensemble des interventions de ce colloque. Information: Comité national de R.D.A. ou Comité International des Jardins et Sites Historiques.

NOUVELLES DES COMITES INTERNATIONAUX

• **Photogrammétrie architecturale:** La prochaine réunion du Comité international de photogrammétrie architecturale se tiendra conjointement au 12^e Congrès international de Photogrammétrie architecturale du 24 au 26 octobre 1989 à Rome (Italie). Le thème des débats traitera de «la relation et l'intégration des différentes méthodes d'enquêtes pour une meilleure compréhension et conservation de notre patrimoine culturel».

SERVICES PROFESSIONNELS

CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

• **Mission:** Du 16 au 23 juillet 1989, Helmut Stelzer, Secrétaire Général de l'Icomos, accomplira une mission en Pologne pour recueillir des informations sur l'état de conservation des Mines de sel de Wieliczka, et pour évaluer les travaux à accomplir pour sauver cet ensemble unique inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial depuis 1978.

Non loin de Cracovie, les Mines de sel de Wieliczka offrent l'exemple d'un grand ensemble industriel, administrativement et techniquement très bien organisé qui a perduré, en s'adaptant, depuis le Moyen-Age. L'évolution des procédés d'extraction minière au cours des siècles s'y trouve parfaitement illustrée dans toutes ses étapes, du fait de la consolidation et de la préservation des anciennes galeries avec leurs installations particulières. Les galeries se développent sur 9 niveaux, les niveaux inférieurs étant les plus récents, soit sur une longueur totale de près de 300 kilomètres où se succèdent les puits, les couloirs, les excavations de toutes sortes, des salles et même des chapelles creusées dans le sel, avec leurs autels, chaires, statues... Les Mines de sel de Wieliczka sont aujourd'hui

menacées par les infiltrations d'eau et par l'écroulement des roches. Selon les autorités polonaises, l'état actuel nécessiterait des mesures correctives de grande envergure, réparties sur les trente années à venir. Néanmoins, certaines mesures devraient être entreprises dans l'immédiat.

INFORMATION ET DOCUMENTATION

CENTRE DE DOCUMENTATION UNESCO-ICOMOS

• **Enrichissement du fonds documentaire.** A la demande du Bureau, il a été décidé de renforcer la collaboration entre le Centre de documentation et les Comités nationaux et internationaux. Une lettre d'ores et déjà été envoyée à leurs Présidents les invitant à nous adresser des copies de leurs travaux, articles de fond et ouvrages de référence relatifs à leur domaine d'activité. Nous vous remercions vivement à l'avance de votre précieuse coopération.

• **Réunion du groupe de travail.** La prochaine réunion du Groupe de travail sur l'avenir du Centre de documentation Unesco-Icomos, composé de Messieurs Carbone, Dalibard, Gazaneo, Pressouyre et Stelzer, aura lieu le mercredi 21 juin 1989 au siège de l'Icomos à Paris.

FORMATION

• **L'Université de Calgary** présente son programme sur les ressources historiques qui est destiné à offrir une formation dans le domaine de la gestion du patrimoine historique.

Les cours pour 1989-1990 sont prévus autour des thèmes suivants: gestion des collections; introduction aux matériaux et à leur conservation; constructions en bois et leur conservation; organisation du patrimoine; recherche et documentation techniques pour la gestion du patrimoine historique. Information: Frances Park, Course Coordinator, Historical Resources Intern Programme, University of Calgary, 2500 University Drive N.W. Calgary, Alberta, Canada T2N 1N4.

NEWSLETTER

ICOMOS REPRESENTATION

Mr. Helmut Stelzer, Secretary General of Icomos, participated at the yearly meeting of the Conservators of the Länder of the F.R.G. in Munich from 12 to 16 June on the topic "Church and Conservation". He also represented the President at the Peter Lenne symposium in G.D.R. (22-26 May).

RESEARCH AND PRINCIPLES

THE VALUE OF PHOTOGRAMMETRIC METHODS FOR THE DOCTRINE OF THE INTERNATIONAL CHARTER FOR THE CONSERVATION OF HISTORIC TOWNS AND URBAN AREAS

This doctrinal text will be presented for approval at the next session of the Executive Committee in November 1989.

The scientific rigour which characterizes the modern conception of the conservation and restoration of the architectural heritage, expressed by the Charter of Venice in 1964, also permeates the doctrine formulated in the International Charter for the Conservation of Historic Towns and Urban Areas (Washington, 1987). It leads, in particular, to the necessity of a precise knowledge of the shape and physical environment of historic urban groups.

That requirement appears directly or is implicitly set forth in several points of the Charter.

The Preamble and Article 1 state that "historic urban areas, large and small, including cities, towns and historic centres or quarters", considered "together with their natural and man-made environments" must be conserved within the framework "of coherent policies of economic and social development" and that conservation must "be an integral part of urban and regional planning". Such an integration of conservation into the planning and management of urban environments requires technical supports with the qualities of exactness, completeness and reliability and leads, in particular, to devising a "knowledge-system for the physical-structure of the town" (E. Salzano).

The necessity of such a system is confirmed in reading Article 2 which indicates that the "qualities to be preserved" concern, in particular, "all those material and spiritual elements that express the character" of a town: the "urban patterns", the relationships between the various urban spaces, "the formal appearance of buildings" (structure, volume, etc), "the relationship between the town or urban area and its surrounding setting, both natural and man-made".

Article 5, which sets forth the principles of "planning for the conservation of historic towns and urban areas" is very explicit because one of its principles states: "Before any intervention, existing conditions in the area should be thoroughly documented". Documentation on existing conditions must make it possible to carry out a precise analysis of the "existing spatial layout" (Article 10) which must be respected if one must transform the buildings.

The attention given by the Charter to urban archaeology (Article 11) and to protection "against natural disasters" (Article 14), well confirms the importance of the documentation and, consequently, the surveys.

Photogrammetric methods provide very specific resources for satisfying the requirements for surveys revealed by attentive reading of the Charter.

They offer, in fact, a very wide range of data and documents which contribute both to the morphological and qualitative analysis of the urban environment as well as to its measurement and geometrically-exact representation:

• Vertical aerial photographic coverage, the basis of any photogrammetric operation on an old urban centre, and also the basis of a stereoscopic interpretation rich in information on the old structures in a centre, on the shape and organization of the land-parcels, the building-volumes and road-system, land use, the architecture of the town and its spatial characteristics;

• Oblique aerial photographs, complementing the vertical ones, which reveal the major items in the urban landscape, their relationships with the site, the organization of the different spaces (built, green, empty) and often provide very useful information concerning the facades; they can also be processed photogrammetrically;

• Planimetric and altimetric graphic maps at ground-level and roof-level covering an historic town and its surroundings; photoplans obtained by assembling rectified vertical aerial photographs; both of them having been for a long time one of the most frequent of photogrammetric applications;

• Documents expressing directly the building volume and urban space: accurate representations of sections, group-elevations, axonometric projections, perspectives, etc;

• Digital surveys of the urban environment, constituting digital models which can be used for many kinds of graphic representations and for setting up spatially referenced data bases, by crossing with cadastral, administrative, economic, architectural, archaeological and other data;

• Surveys of the urban architectural heritage, not only the monuments but also the architectural ensembles integrated into the urban landscape and the developments of typical façades of urban housing.

• Impact studies by the precise insertion of projects into photogrammetric documents, due to the exact geometry of those documents, and by producing accurate photomontages («inverse photogrammetry»);

• Contributions to preventive investigations and to the drafting of regulations for conserving old centres: views of a town obtained from its outskirts and views from the town in direction of its surroundings, height adjustments, determination of canopies enveloping the urban form, fixing maximum construction heights, etc.

All these data, all these documents are produced starting with photogrammetric photographs. As with the monuments surveys, these photographs and the few measurements required for their use constitute the photogrammetric archives of an historic town; they record its physical state at a given date. • These photogrammetric archives, which can only be used when the necessity arises, will be the reference for any later investigation of the evolution of the town, or again successive stages of urban archaeological research. They will provide the very necessary documentation for obtaining exact knowledge of the physical structure of historic towns situated in zones with high natural risks, particularly in seismic zones.

NEWSLETTER

• Thus photogrammetric methods well provide a major contribution for the application of the principles of the International Charter for the Conservation of Historic Towns and Urban Areas. They have their place amongst the measures necessary for the protection, conservation, restoration and coherent development of those towns (Charter preamble).

■ ADMINISTRATION AND MANAGEMENT

□ **BUREAU II MEETING, 40th SESSION OF THE ICOMOS EXECUTIVE COMMITTEE, 3-5 May, 1989, PARIS (FRANCE)**

• **Bureau II (3-5 May):** The most important decisions taken at this meeting are reported below:

1. Mr. Roland Silva, Vice-President of Icomos, will co-ordinate the meeting of a working group comprising Mr. Jacques Dalibard, Chairman of the Advisory Committee, and Mr. Helmut Stelzer, Secretary-General. The group will draw up an Icomos action programme for Asia, with a detailed budget, for presentation to the next session of the Executive Committee. The group will meet in Sri Lanka and consult with Mr. Lichfield if questions arise concerning the economics of conservation.
2. The Secretary-General will ask the National Committees to report on the celebration of International Day for Monuments and Sites on 18th April in their countries. He will then prepare a report for Unesco.
3. The Secretary-General, accompanied by the Chairman of the Advisory Committee, will represent the President of Icomos at the Eastern European National Committee Meeting in Moscow at the end of next October.
4. The Secretary-General will draft a proposal for a German edition of *Icomos Information* which will be submitted to the next Editorial Board Meeting and, if accepted, to the next Bureau.
5. The Dutch Committee's proposal to select a day in September to celebrate an Open Day for Monuments in all member countries of the Council of Europe will be considered by the Secretary-General in consultation with the Council of Europe.

6. Despite repeated requests for an increase in staff for the International Secretariat no additional funds have been allocated by the National Committees. However, the Secretary-General and the Treasurer-General will examine the budget to see whether the International Secretariat is in a position to recruit extra staff. Their report will be submitted to the next Bureau.

7. To assist the Chairman of the Advisory Committee in his role as co-ordinator, the Acting Director of the International Secretariat will send a monthly report on information received from the National and International Committees to him. The Chairman of the Advisory Committee will then give his opinion on these questions to the Secretary-General and to the President at his earliest convenience.

• **40th Session of the Executive Committee (3-4 May):** The Executive Committee approved the provisional budget for 1989, and also expressed its support for the President's handling of current negotiations concerning the lease of the International Secretariat Headquarters in Paris. With regard to the financial situation, each Executive Committee member will submit fund-raising proposals to the President before the next Bureau. Mr. Bouadi will collaborate on the Icomos study on the World Heritage Convention and assist in establishing procedures which will help certain countries in drawing up nominations. Looking ahead to the General Assembly in Lausanne in October 1990, the Executive Committee suggested adding three new members to the Organisation Committee: the Secretary-General, a member of the US National Committee and a member of the National Committee of Sri Lanka. It also suggested that the Scientific Committee be enlarged to include Executive Committee members attending the Scientific Committee Meetings in Lausanne. The different regions of the world and a country possessing an indigenous population should be represented. The Swiss National Committee should ask the National Committees to organise pre-symposia to draw up proposals for the Scientific Committee.

The Executive Committee also suggested that the Swiss National Committee organise an

exhibition visualising the contents of the Symposium being prepared.

It was also proposed that non-Icomos members be invited to join in the debates only on invitation. Members are requested to submit their written views which could be circulated in advance, ensuring as broad a discussion as possible during the Symposium.

□ NATIONAL COMMITTEE NEWS

- **F.R.G., G.D.R., Austria and Switzerland:** At the invitation of the G.D.R. National Committee, representatives of the German-speaking Committees, met in Berlin, agreed on a German translation of the Venice Charter and will also make translations of the other texts carrying Icomos' doctrines.
- **Sweden and Sri Lanka:** Swedish, Hindi and Urdu versions of the Venice Charter are also under way.

Similarly, all other Icomos National Committees are invited to translate the Charter into their own language so as to make it accessible to all. A version in Arabic would be extremely useful.

- **Greece:** At its last meeting on 1/27 March, 1989, the Greek National Committee chose a new Chairman: Mr. Nicolas Agriantonis, an architect. New address: Technical Chamber of Greece, 4 Karageorgi Servias street, 10248 Athens. Postal address until end 1989: POB 17188, 10024 Athens.
- **Jamaica:** A Jamaican National Committee of Icomos is being constituted. Its ratification should take place during the next Executive Committee meeting.

The following information has been received concerning the celebration of International Day on Monuments and Sites.

- **Argentina:** The local press gave wide coverage to the efforts undertaken by the National Committee of Argentina in celebrating this Unesco day. Special mention was made of the exhibition entitled "The Future of the Past" and of the round table set up by the organisers.
- **Burkina Faso:** Celebration of the International Day for Monuments and Sites took the shape of pre-viewings and film

NEWSLETTER

showings, and the organisation of a round table on the enhancement of historic monuments and sites in Burkina Faso.

• **Israel:** The National Committee concentrated mostly on 19th-century heritage. This "modern" heritage is quite often forgotten in the present world context, even though it is severely threatened in the heart of urban industrial areas. The history of Jerusalem's Russian quarter and its future role were presented during a public discussion. The buildings and outskirts highlight the visits to Jerusalem by pilgrims of all faiths.

• **Mexico:** For the first time International Day on Monuments and Sites was celebrated in Mexico in the presence of many state and city representatives, university professors and members of professional organizations. The events were covered by one of the Mexican TV channels and was transmitted by satellite to the southern U.S.A., Latin America and to Spain. Other Mexican cities have also organised events in cultural centres or on radio programmes.

We also inform you that the Mexican National Committee has drafted a new Spanish version of the International Charter for the Conservation of Historic Towns and Urban Areas, which is available from this National Committee or from International Secretariat in Paris.

• **G.D.R. and International Committee of Historic Gardens and Sites:** The GDR National Committee and the International Committee of Historic Gardens and Sites held an International Symposium on the life and work of Peter Joseph Lenne (gardening artist of the 19th century), in Potsdam from 22 to 26 May 1989.

The papers dealt essentially with the importance of the legacy of Peter Joseph Lenne in the field of gardens art, his plans for Potsdam-Sans Souci and Magdeburg, his town planning for Berlin and his project of 1857 for the enlargement of the city of Vienna. Other lecturers also described the numerous parks and gardens created by the artist in Poland and his influence in Scandinavia. Guided tours in the gardens of Potsdam and the surrounding regions concluded this symposium and allowed participants to discuss such important problems as green spaces in cities, urban

development, landscape management and interlinkage of parks.

The papers and contributions of the symposium will be published. Information: GDR National Committee or Historic Gardens and Sites Committee.

□ INTERNATIONAL COMMITTEE NEWS

• **Architectural Photogrammetry** The next meeting of the International Committee on Architectural Photogrammetry will take place in Rome on 24-26 October 1989, coinciding with the 12th International Congress on Architectural Photogrammetry. The debates will centre on the theme of "the relation and integration of different survey methods for a better understanding and conservation of our cultural heritage".

■ PROFESSIONAL SERVICES

□ WORLD HERITAGE CONVENTION

• **Mission:** The Secretary-General of Icomos, Mr. Helmut Stelzer, will go on mission to Poland from 16-23 July, 1989, in order to gather information about the state of conservation of the Wieliczka Salt Mines and to estimate the work required to save this unique site, which has been on the World Heritage List since 1978.

The Wieliczka Salt Mines are not far from Cracow. They are a good example of an administratively and technically well-organised industrial complex which, by adapting, has lasted since the Middle Ages. All the stages of the evolution of extraction methods over the centuries are clearly visible in the consolidation and preservation of the old galleries and their fittings. The galleries extend over nine levels, the lower ones being most recent. The total length runs to almost 300 kilometres, including pits, passages, excavations of all kinds, halls, even chapels cut out of the salt with alters, pulpits and statues...

The Wieliczka Salt Mines are threatened by water infiltrations and landslides. According to the Polish Authorities, drastic corrective measures are necessary over the next thirty years. However, certain measures should be carried out immediately.

■ INFORMATION AND DOCUMENTATION

□ UNESCO-ICOMOS DOCUMENTATION CENTRE

• **In order to improve the collection.** It was decided, at the request of the Bureau, to strengthen collaboration between the Documentation Centre and the National and International Committees. A letter has also been sent to Chairmen requesting them to forward copies of their members' studies, important articles and reference works in their fields of activity.

• **Working Group Meeting.** The next meeting of the Working Group on the future of the Unesco-Icomos Documentation Centre, composed of Messrs. Carbonnell, Dalibard, Gazaneo, Pressouyre and Stelzer, will take place on Wednesday 21 June, 1989 at Icomos Headquarters in Paris.

□ TRAINING

• **The University of Calgary** presents its Historical Resources Intern Programme destined to propose a training on the field of Historic Resource Management. The 1989-1990 Certificate courses are: Collections management, Introduction to materials and their conservation, Building with wood and its conservation, Organizing for heritage, Research and documentation techniques for historic resource management. Information: Frances Park, Course Co-ordinator, Historical Resources Intern Programme, University of Calgary, 2500 University Drive N.W., Calgary, Alberta, Canada T2N 1N4.



INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX

SELECTION DE LA LITTERATURE
TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES
MONUMENTS HISTORIQUES

L'index analytique de l'Icomos (IAI) est établi à partir des publications récentes reçues au Centre de documentation Unesco-Icomos. Nous avons sélectionné des références traitant d'aspects techniques de la conservation et de la restauration et les avons présentées ainsi: auteur, titre de l'article ou du chapitre, nom du périodique ou du livre, volume, numéro, année de publication, pages, illustrations, bibliographie, langues de l'article et des résumés. La cote de placement ou le numéro d'enregistrement au Centre sont indiqués entre parenthèses. Les rubriques sont identifiées par le premier mot-clé utilisé pour l'intégration à la base ICOMOS: les autres mots-clés sont placés à la suite du résumé. Chaque référence est complétée par l'adresse où se procurer les documents et les numéros d'ISSN ou d'ISBN. Veuillez adresser vos appréciations et vos suggestions au Centre de documentation Unesco-Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

1. GRAFFITI

ALESSANDRINI, G., BONECCHI, R., BUGINI, R., FEDELI, E., PONTICELLI, S., ROSSI, G., TONIOLO, L., **Bramante in Milan: the Cascina Pozzobonelli, Technical Examination and Restoration**, *Studies in Conservation*, vol. 34, n° 2, 1989, pp. 53-66, ill., bibl., ang., rés. fr./all. (K-259)

La Cascina Pozzobonelli de Milan (Italie), attribuée à Bramante, fut construite au 15e s. Une partie de l'ensemble architectural — trois principaux corps de bâtiment et deux cours — fut détruite en 1885; le portique et la chapelle furent seuls épargnés. Cette dernière conserve une très intéressante décoration intérieure réalisée selon la technique du graffito. Afin de faciliter le travail de restauration entrepris en 1986, des tests en laboratoire furent préalablement réalisés; ils portaient sur la composition des matériaux et les causes de leur détérioration et sur les techniques de fabrication du graffito. Ils mirent en évidence l'existence de deux types de plâtre: un graffito décoré et un plâtre de finition simple. Le premier est constitué de deux couches, l'une en calcaire, sable et charbon; l'autre en gypse. Le plâtre simple est également composé de deux couches, la première en calcaire, sable et brique pilée, la seconde en gypse. Une fois la première couche séchée, la seconde couche était appliquée et gravée à l'aide d'un stylet métallique pour obtenir le graffito. Comme l'ont confirmé les analyses thermiques et hygrométriques, un taux d'humidité excessif est à l'origine du mauvais état de conservation de l'ensemble décoratif. Les travaux de restauration entrepris à l'issue de ces analyses scientifiques ont permis de sceller les parties de plâtre détachées et de consolider les zones les plus fragiles à l'aide d'une résine acrylique. * chapelle - 15e s. - analyse des matériaux - essai en laboratoire - travail de restauration - Italie * International Institute for Conservation of Historic and Artistic Works, Buckingham Street, Londres WCN 6BA (Royaume-Uni)

2. REHABILITATION

L'ancienne école du Grütli à Genève, *Habitation*, n° 2, 1989, pp. 10-15, ill., fr. (K-91) Durant la seconde moitié du 19e siècle, la ville de Genève (Suisse) disposa d'une importante

ceinture de terrains constructibles, suite à la démolition d'anciennes fortifications. De nombreuses constructions furent ainsi entreprises, parmi lesquelles l'école du Grütli, oeuvre de l'architecte Boissonnas réalisée entre 1869 et 1873. Un manque d'entretien prolongé et des infiltrations d'eau provoquèrent d'importantes dégradations et incitèrent les autorités municipales à entreprendre une campagne de restauration qui se déroula en deux temps. En 1984, l'enveloppe extérieure du bâtiment fut restaurée et le gros oeuvre transformé. La difficulté et l'originalité de l'opération de réhabilitation tenait alors au fait qu'aucun programme d'affectation n'était arrêté. L'utilisation des lieux ne fut décidée qu'en 1986: l'école serait reconverte en complexe culturel doté d'une salle de spectacle polyvalente, d'un cinéma, d'une vidéothèque et d'une bibliothèque. Après avoir exposé les principes fondamentaux qui ont sous-tendu l'élaboration du projet — lisibilité et réversibilité d'une part et utilisation des matériaux d'origine de l'autre — l'auteur présente les différentes phases de mise en place des nouveaux planchers, en soulignant les problèmes structurels rencontrés et les options architecturales retenues. Les travaux sont achevés depuis Novembre 1988. * école - 19e s. - reconversion des bâtiments - centre culturel - plancher - Suisse * Section romande de l'Union suisse pour l'amélioration du logement, 8 rue Clos-de-Bulle, 1004 Lausanne (Suisse)

3. BOIS GORGES D'EAU

BHATIA, S.K., **Conservation of waterlogged wood**, Lucknow, 1988, (Technical note; 3), 16 pp., bibl., ang. (9888 - bo. 234)

Cette note technique élaborée par le Laboratoire national de recherche pour la conservation des biens culturels de Lucknow (Inde) expose le processus de dégradation des bois gorgés d'eau. Elle décrit les principales techniques de conservation actuellement en usage, en soulignant leurs avantages et inconvénients respectifs. Le choix d'une méthode varie en fonction de la taille et de la forme de l'objet à traiter, de la nature du bois et de l'importance des parties endommagées. Bien que ses effets à long terme n'aient pas été clairement démontrés, le traitement au PEG est la méthode la plus fréquemment retenue de nos



SELECTION DE LA LITTERATURE
TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES
MONUMENTS HISTORIQUES

jours pour la stabilisation des bois gorgés d'eau. * bois - technique de conservation - technique de restauration - analyse comparative *

Government of India, Department of Culture, National Research Laboratory for Conservation of Cultural Property, Sector E/3, Aliganj Scheme, Lucknow, 226020 (Inde)

4. ARCHIVES PHOTOGRAPHIQUES

CROAD, S., **Architectural Records in the Archive of the Royal Commission on the Historical Monuments of England**, *Transactions of the Ancient Monuments Society*, vol. 33, 1989, pp. 23-44, ill., bibl., ang. (K-181)

Le *National Building Record (NBR)* fut créé en 1941, pour inventorier les Monuments d'Angleterre. Des campagnes photographiques systématiques furent organisées au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Ces documents de référence, qui témoignent de l'importance des destructions, sont encore fréquemment reproduits de nos jours. En 1963, la *Royal Commission of the Historical Monuments of England (RCHME)* hérita des fonctions et collections du NBR qui fut rebaptisé *National Monuments Record*. Cet article retrace l'histoire de l'organisme depuis sa fondation, présente ses missions, sa structure administrative, l'état de ses collections et l'évolution récente de ses activités. L'organisme est divisé en 3 sections: Archéologie, Photographie aérienne et Architecture. La section Architecture, dont il est principalement question dans ces lignes, rassemble des documents de natures variées, photographies, dessins architecturaux, documents-papier, rapports, concernant des édifices religieux, civils et domestiques et des bâtiments industriels. Tout en poursuivant ses travaux d'inventaire et ses enquêtes sur des monuments plus particulièrement menacés, la RCHME développe depuis quelques années des programmes de conservation et de mise en valeur de ses archives. Elle a créé à cet effet une banque de données documentaire qui facilite l'accès à ses collections extrêmement précieuses pour l'étude de l'histoire locale et de l'histoire générale de l'architecture. * inventaire - patrimoine architectural - dessin d'architecture - Royaume-Uni *

Ancient monuments Society, St Andrew-by-the-Wardrobe, Queen Victoria Street, Londres EC4V 5DE (Royaume-Uni)

5. CONSERVATION DES PEINTURES MURALES

DANGAS, I., STEFANAGGI, M., **Un exemple d'intervention in situ: problèmes biologiques des peintures de la crypte de Saint-Savin-sur-Gartempe**, in *Patrimoine culturel et altérations biologiques: actes des journées d'études de la SFIC*, s.l., 1989, pp. 193-199, ill. fr. (9890) ISBN 2-905430-01-X

La crypte de l'église abbatiale de Saint-Savin-sur-Gartempe (France), inscrite sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco, a fait l'objet d'une importante campagne de restauration suite à l'apparition soudaine d'un voile blanc à la surface des peintures murales. Les auteurs exposent la chronologie et la nature des opérations effectuées afin de juguler le phénomène, initialement interprété en tant qu'efflorescence de sels. Une plage-témoin fut nettoyée - en éliminant le voile par gommage et en rééquilibrant la surface par traitement chimique - et une cartographie générale réalisée afin de surveiller l'évolution de la dégradation. Les observations et études scientifiques effectuées un an plus tard ont permis de détecter un important développement microbien exigeant une désinfection générale de la crypte. Cette campagne doit être assortie d'une surveillance accrue de l'environnement et des éventuels risques de pollution, d'une consolidation des enduits et de la couche picturale et d'une limitation probable de l'accès du public à la crypte. * crypte - art médiéval - conservation in situ - Liste du Patrimoine mondial - France *

Section Française de l'Institut International de Conservation, 29 rue de Paris, 77420 Champs-sur-Marne (France)

6. ENSABLEMENT

ENAUD, F., **Le Mont Saint-Michel au péril de la terre**, *Les Cahiers de la Ligue Urbaine et Rurale*, n° 102, 1989, pp. 32-47, ill., bibl., fr. (K-36)

Le Mont Saint-Michel (France), classé sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco en 1979, est victime d'un ensablement alarmant

qui risque de briser à très brève échéance le caractère insulaire de ce haut lieu de pèlerinage de l'Europe médiévale. La construction de digues au milieu du 19e siècle afin de reconquérir des terrains sur la mer dans un souci de rentabilité économique et la canalisation des rivières qui se jettent dans la baie sont les principales causes de l'ensablement. Une augmentation des zones d'herbus où se développe la spartine, graminée particulièrement envahissante et résistante qui retient les sédiments circulant dans l'eau, ne fait qu'aggraver le processus d'exhaussement. Après avoir présenté les études et diagnostics réalisés par le Laboratoire central d'hydraulique de France et exposé les mesures de sauvegarde soumises à l'approbation des pouvoirs publics dès 1977, l'auteur examine les travaux effectués en soulignant les retards de calendrier accumulés depuis lors. La sauvegarde de l'insularité du Mont devrait se doubler d'une politique de protection de l'environnement immédiat du site historique et notamment des écosystèmes terrestres, côtiers et marins. * conservation des monuments historiques - abbaye - architecture médiévale - Liste du Patrimoine mondial - France * Ligue Urbaine et Rurale, 8 rue de Montyon, 75009 Paris (France)

7. FOUILLES ARCHEOLOGIQUES

GAUVIN, R., **Archaeological Activities at the Master's House at the Forges du Saint-Maurice, Autumn 1987**, *Research Bulletin*, n° 276, 1989, pp. 1-12, ill. bibl. ang./fr. (K-210) ISSN 0228-1236

La Grande Maison des Forges du Saint-Maurice (Canada), construite en 1737, servait de logement aux maîtres des Forges Olivier de Vézin et Jacques Simonet, tout en assurant des fonctions d'entreposage, administratives et religieuses. Vouée à l'abandon après sa fermeture en 1883, elle fut démolie en 1908; une partie des matériaux fut alors récupérée et les structures subsistantes furent bientôt envahies par la végétation. L'auteur relate l'histoire des interventions archéologiques entreprises à l'initiative du Ministère des Affaires Culturelles du Québec à partir des années 66-67 et décrit les vestiges architecturaux mis au jour. Il précise la nature des travaux exécutés lesquels comprenaient



SELECTION DE LA LITTERATURE
TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES
MONUMENTS HISTORIQUES

a restitution de la volumétrie extérieure du bâtiment, l'intégration des vestiges existants et leur stabilisation. Il jette enfin la lumière sur l'analyse stratigraphique réalisée à la faveur des excavations entreprises à l'extérieur et à l'intérieur de la Grande Maison. L'observation des parements subsistants a livré de précieux renseignements sur les techniques de construction des fondations qui constituent la quasi totalité des vestiges conservés. * maison - 18e s. - analyse stratigraphique - fondation de bâtiment - Canada *
Service canadien des parcs, 10 rue Wellington, Ottawa-Hall (Canada)

8. PATRIMOINE SUBAQUATIQUE

Heritage at sea, British Archaeological News, vol. 4, n° 3, 1989, pp. 31-32, ang. (K-42)
Le *Joint Nautical Archaeology Policy Committee*, comité créé en 1987 et composé de représentants d'institutions britanniques agissant dans les domaines archéologique et maritime, est l'auteur d'un projet visant à une meilleure protection du patrimoine subaquatique. Les termes de ce projet - reproduits dans cet article - mettent en évidence les disparités existant entre la protection des sites archéologiques subaquatiques et les sites situés sur la terre ferme et rappelle les menaces pesant sur les sites archéologiques immergés. Le Comité émet un certain nombre de recommandations parmi lesquelles la définition d'une nouvelle législation assurant une protection efficace des sites subaquatiques d'importance nationale, la réalisation d'un inventaire des sites archéologiques situés dans les eaux territoriales, la création d'une agence pour la protection du patrimoine maritime et la mise en oeuvre de dispositions garantissant le respect de la législation en vigueur. * archéologie subaquatique - site subaquatique - épave - politique de conservation - recommandation - Royaume-Uni *
Council for British Archaeology, 112 Kennington Road, London, SE11 6RE (Royaume-Uni)

9. PATRIMOINE NATUREL

KOSEOV, J., **Záhorie-nová chránená krajinná oblasť, Pamiatky-Príroda**, n° 2, 1989, pp. 46-49, ill., slo., rés. ang. (K-154)

Cet article présente le Parc régional de Záhorie, espace naturel protégé depuis le 9 novembre 1988 par les autorités tchécoslovaques. Unique site naturel situé dans une zone de plaine, ses vastes étendues se déploient à l'ouest du pays sur près de 28000 hectares, englobant les régions marécageuses et de tourbières de la région de Bor. Outre l'intérêt de sa faune et de sa flore, aux nombreuses espèces et essences, le site conserve de typiques maisons traditionnelles ayant conservé leurs éléments architecturaux d'inspiration populaire. * parc naturel - description - architecture vernaculaire - Tchécoslovaquie *
Vydavateľstvo Ozbor, ul. cs. armady 35, 81585 Bratislava (Tchécoslovaquie)

10. PATRIMOINE ARCHITECTURAL

MEDIANERO HERNÁNDEZ, J.M., **La Torre de los Guzmanes de la Algaba (Sevilla), Castillos de España**, n° 95, 1988, pp. 21-30, ill. esp. (K-238)
La tour de *los Guzmanes* qui doit son nom à celui de son commanditaire, le seigneur Juan de Guzmán domine de ses 27m de haut la ville de Algaba située à quelques km de Séville (Espagne). Construite au milieu du 15e s., elle fut achevée en 1446 comme l'atteste une inscription conservée sur une des portes du monument. Tour fortifiée d'inspiration mudejar, la construction devait pouvoir résister à d'éventuels assiègements, fréquents au milieu du 15e s. en Andalousie, et assurer, si nécessaire, la fonction de demeure seigneuriale. Ce type de construction urbaine de caractère civil et militaire est rare en Andalousie, on la rencontre plus volontiers dans le nord de l'Espagne. Après avoir décrit le monument - plan, élévation, articulation des espaces intérieurs et décoration - et effectué une analyse typologique et comparative, en situant la tour dans l'histoire générale de l'architecture espagnole, l'auteur retrace l'histoire de la construction depuis son abandon au 16e s. Convertie en prison au début du 20e s., elle se trouvait dans un état de conservation acceptable, en 1975, lorsque les pouvoirs publics décidèrent de la restaurer. Les travaux se déroulèrent en deux phases successives; ils comprenaient la consolidation des structures, le nettoyage des parements, la reféction des couvertures, de l'escalier et

du dallage et la mise en place d'une installation électrique. Aujourd'hui restaurée, la tour est le siège de manifestations culturelles qui affirment son importance historique et architecturale au coeur de la cité. * tour - 15e s. - étude historique - description - réhabilitation - travaux de restauration - Espagne *
Asociación española de Amigos de Los Castillos, Barbara de Braganza, 8.28004 Madrid (Espagne)

11. LEGISLATION

MENDEZ, F.P., **La política de recuperación del patrimonio arquitectónico en Europa occidental, in Toledo, Ciudad viva? Ciudad muerta?**, Toledo, 1988, pp. 75-87, esp. (9891 - V.H. 1068 a) ISBN 84-600-543-3

Ce texte est extrait des actes d'un colloque organisé par le Collège universitaire de Tolède, en Avril 1983, sur le passé et l'avenir de la ville de Tolède. L'auteur fait le point sur la politique de réhabilitation et de mise en valeur du patrimoine architectural développée par la plupart des pays d'Europe occidentale, à partir des années 1970. Conséquence de la crise économique, on assiste durant la décennie à une réforme généralisée des modèles du passé, à une redéfinition des mécanismes d'intervention publique et au développement d'une nouvelle politique en faveur du logement et de la réhabilitation du patrimoine monumental. Le *Housing act* britannique remonte à l'année 1974, la *Loi de réforme de l'aide au logement* à 1977 pour la France, et la loi italienne 457 à 1978. Après avoir retracé les grandes lignes de la politique patrimoniale développée avant 1970 - essentiellement marquée par une dissociation, d'ordre législatif et institutionnel, des domaines de l'urbanisme et de la conservation - protection des ensembles historiques, l'auteur expose, en matière d'exemple, les nouvelles dispositions prises par les autorités italiennes pour mettre en oeuvre une véritable politique de réhabilitation du patrimoine historique et architectural. * réhabilitation - patrimoine architectural - logement - politique de conservation - Europe *
Colegio universitario de Toledo, Toledo (Espagne)

12. CONSERVATION DES VILLES HISTORIQUES

MOUTON, B., **Doura Europos ou les contrastes**



SELECTION DE LA LITTERATURE
TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES
MONUMENTS HISTORIQUES

de Syrie, *Monuments Historiques*, n° 162, 1989, pp. 75-79, ill. fr. (K-129 - V.H. 1069) ISSN 0242-830 X

Doura Europos (Syrie), fondée vers 312 avant J.C. par Seleucos, fut découverte en 1920. Après avoir évoqué l'histoire de la ville qui tomba successivement aux mains des Parthes, des Romains et des Sassanides, l'auteur rappelle les différentes campagnes de fouilles archéologiques menées à partir de 1922 par des équipes françaises puis franco-américaines. Près d'un tiers des 45 ha que compte la ville furent fouillés avant que d'être abandonnés à l'approche de la Première Guerre mondiale. A partir de 1982, le CNRS organise 3 missions qui s'inquiètent de l'état de dégradation du site. La pierre est particulièrement atteinte. Les parements en grand appareil sont victimes de desquamation ou d'une décomposition pulvérulente. La disparition des protections naturelles, la médiocrité de certains matériaux de construction, les déprédations et négligences humaines, l'afflux de visiteurs, des fouilles antérieures peu scrupuleuses et phénomène plus singulier, l'action néfaste de l'eau, sont à l'origine de cette préoccupante dégradation. Une étude réalisée en 1987 conclut sur la nécessité de remettre en service le système d'assainissement primitif et d'enfouir les vestiges subsistants, solution qui s'oppose à la volonté de développement de l'activité touristique. La sauvegarde du site qui se heurte à des problèmes techniques, logistiques et à un manque latent de matériaux et de main d'oeuvre, exige aujourd'hui une mobilisation active de la communauté internationale. * monument historique - pierre - dégradation - dégâts des eaux - Syrie *
Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, Hôtel de Béthune-Sully, 62 rue Saint-Antoine, 75004 Paris (France)

13. HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE

OUSTERHOUT, R., **Rebuilding the Temple: Constantine Monomachus and the Holy Sepulchre, Journal of the Society of Architectural Historians**, vol. XLVIII, n° 1, 1989, pp. 66-78, ill., ang. (K-117)
La construction de l'église du Saint-Sépulchre de Jérusalem, entreprise au 4e s. sous le règne de Constantin le Grand, fut achevée en 1149, date de sa dédicace, après trois

principales campagnes de travaux. Après avoir situé chacune de ces phases dans son contexte historique, l'auteur approfondit l'étude de la campagne de reconstruction réalisée de 1042 à 1048 à l'initiative de l'empereur Constantin Monomachus, suite à la destruction de l'édifice ordonnée par le Calif al-Hakim en 1009. L'examen des parties subsistantes et un certain nombre de comparaisons avec des édifices byzantins tendent à prouver que le plan du nouvel édifice serait dû à un architecte originaire de Constantinople ou familier de la capitale. La construction aurait été menée à bien par deux équipes de maçons, l'une de Constantinople et l'autre locale; l'étude des techniques de construction, de l'appareillage des murs et de certains détails décoratifs étayent cette hypothèse. * église - étude historique - architecture byzantine - Israël - Jordanie *
Society of Architectural Historians, 1232 Pine Street, Philadelphie (Etats-Unis), PA 19107

14. PIERRE

ZIELINSKI, A., **In-situ Conservation of the Temple of Amunt Nakht: Ayn Birbiyeh, Dakhleh Oasis in Egypt, APT Bulletin**, vol. 20, n° 1, 1989, pp. 49-60, ill. ang. (K-24 - Pi. 354)

Le temple d'Amun Nakht, enseveli sous une importante dune de sable lors de sa découverte, est situé dans l'oasis de Dakhleh dans le désert occidental égyptien. Orienté est-ouest, il est constitué de 3 chambres construites en enfilade, par lesquelles on accède au sanctuaire situé à l'extrémité occidentale de l'ensemble monumental. Sa construction remonte selon toute vraisemblance à l'époque romaine. Les premières études scientifiques réalisées en 1983 révélèrent d'importantes altérations de la pierre provoquées par des désordres de nature mécanique - instabilité du sol, érosion - ou structurelle. Les blocs de grès désagrégés ou fracturés avaient perdu par endroits toute solidité. Le dégagement et les fouilles des ruines de l'ancien temple exigeait la mise en oeuvre d'un programme de conservation intégrée à même de garantir la survie à long terme du site archéologique. Les blocs de pierre furent ainsi traités, au fur et à mesure de leur découverte, par injections chimiques à base de silicate de sodium. Cette

intervention exemplaire a exigé une étroite collaboration entre les équipes d'archéologues et les spécialistes de la conservation. * temple - ensablement - site archéologique - fouilles archéologiques - conservation intégrée - Egypte *
Association pour la préservation et ses techniques, c/o SHC-BRC, 1 East St. Mary's Road, Champaign, IL 61820 (Etats-Unis).



INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX

A SELECTION OF TECHNICAL
LITERATURE ON THE
CONSERVATION OF HISTORIC
MONUMENTS

The Icomos Analytical Index (IAI) is based on recent publications received at the Unesco-Icomos Documentation Centre. We have selected those references pertaining to the technical aspects of conservation and restoration and presented them in the following order - author, title of article or chapter, title of the periodical or book, volume, number and year of publication, number of pages, illustrations, bibliography, and the languages in which the articles, and summaries are written. The Centre shelf and registration numbers are given in parentheses. The headings correspond to the first key word used for integration into the ICOMOS database. The other keywords follow the summary and are placed between asterisks. The reference ends with the address where the work may be obtained and the ISSN and ISBN numbers. Please send your comments and suggestions to the Unesco-Icomos Documentation Centre, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

1. GRAFFITI

ALESSANDRINI, G., BONECCHI, R., BUGINI, R., FEDELI, E., PONTICELLI, S., ROSSI, G., TONIOLO, L., **Bramante in Milan: the Cascina Pozzobonelli, Technical Examination and Restoration, Studies in Conservation**, vol. 34, n° 2, 1989, pp. 53-66, ill., bibl., Eng., Sum. Fr./Ger. (K-259)

The *Cascina Pozzobonelli* in Milan (Italy), which is attributed to Bramante, was built in the 15th century. Much of the site—which consisted of three main sets of buildings and two courtyards—was destroyed in 1885. Only the portico and the chapel survived. The interior decoration of the chapel is of particular interest, being a fine example of graffiti techniques. A series of laboratory tests was undertaken prior to restoration work which began in 1986. The tests were to establish the composition of the materials, the reasons for their deterioration, and the techniques used in making the graffiti. They brought to light two types of plaster: a decorated graffiti and a simple finishing plaster. The first consists of two coats—the first being of lime, sand and charcoal, and the second of gypsum. The finishing plaster also has two coats, the first in lime, sand and crushed brick, the second in gypsum. Once the first coat had dried, the second was applied and a metallic stylus was used to engrave the graffiti. Thermal and hygrometric analyses confirmed that excessive humidity was the root cause of the poor state of the decoration. The restoration work which followed these analyses used an acrylic resin to reseal those parts of the plaster which were coming away and to consolidate fragile areas. * chapels - 15th century - analysis of materials - laboratory tests - restoration works - Italy *

International Institute for Conservation of Historic and Artistic Works, Buckingham Street, London WCN 6BA (United Kingdom)

2. REHABILITATION

L'ancienne école du Grütli à Genève, Habitation, N° 2 pp. 10-15, ill., Fr. (K-91)

The demolition of ancient fortifications around the city of Geneva (Switzerland) during the second half of the 19th century produced a belt of potential building sites. The Grütli school, designed by Boissonas and built

between 1869 and 1873, is one of the many buildings which replaced the old fortifications. Poor maintenance over a prolonged period and water infiltrations caused substantial damage. The municipal authorities decided on a two-stage programme of restoration. In 1984 the exterior was restored and the foundations consolidated. The main problem with the programme was that no decision had yet been taken in the future use of the building. The decision came only in 1986, when it was decided that the school would be converted into a cultural centre which would include a multi-purpose performance centre, a cinema, and book-and video-libraries. The author lays out the basic principles applied in designing the project—clarity, reversibility and the use of original materials. He then describes the various phases of the laying of the new floors, underlining the structural problems which were encountered and the architectural solutions adopted. The work was completed in November 1988. * schools - 19th century - conversion of buildings - cultural centres - floors - Switzerland *

Section romande de l'Union suisse pour l'amélioration du logement, 8 rue Clos-de-Bulle, 1004 Lausanne (Switzerland)

3. WATERLOGGED WOOD

BHATIA, S.K., **Conservation of Waterlogged Wood**, Lucknow, 1988, (Technical note; 3), 16 pp., bibl. Eng. (9888 - bo. 234)

This is a technical note written by the National Research Laboratory for Conservation of Cultural Property, in Lucknow (India). It describes the decomposition of water-logged wood, the main conservation techniques in use, and their respective advantages and disadvantages. The choice of method varies according to size and shape of the subject to be treated, the type of wood, and the extent of the damage. The PEG treatment is now the method most frequently adopted, although its long-term effects have not been well established. * wood - conservation techniques - restoration techniques - comparative analysis *

Government of India, Department of Culture, National Research Laboratory for Conservation of Cultural Property, Sector E/3, Aliganj Scheme, Lucknow, 226020 (India)



A SELECTION OF TECHNICAL
LITERATURE ON THE
CONSERVATION OF HISTORIC
MONUMENTS

4. PHOTOGRAPHIC ARCHIVES

CROAD, S., **Architectural Records in the Archive of the Royal Commission on the Historical Monuments of England, Transactions of the Ancient Monuments Society**, vol. 33, 1989, pp. 23-44, ill., bibl., Eng. (K-181)

The *National Building Record (NBR)* was established in 1941 to keep record of England's historic monuments. Systematic photographic surveys were organised straight after the second World War. These photographs provide vivid evidence of war damage and are still reproduced frequently to this day. In 1963 the *Royal Commission on the Historical Monuments of England (RCHME)* took over the functions and records of the NBR, which was renamed the *National Monuments Record (NMR)*. This article traces the history of the Organisation since its foundation, surveys its aims, its administrative structure, its collections and recent developments in its activities. The Organisation is divided into three sections: archaeology, aerial photography, and architecture. The architecture section, which is the principle subject of the article, draws together various types of document including photographs, architectural plans and reports on religious, civil, domestic and industrial buildings. In addition to its main activities of keeping records of historic monuments and its enquires into endangered monuments, the RCHME has also been developing conservation programmes and promoting its archives. The archive catalogues have been computerised. This will give easier access to a series of collections which are of great value in the study of local history and the more general history of architecture. * inventories - architectural heritage - architectural drawings - United Kingdom *

Ancient Monuments Society, St. Andrew-by-the-Wardrobe, Queen Victoria Street, London EC4V 5DE (United Kingdom)

5. CONSERVATION OF WALL PAINTINGS

DANGAS, I., STEFANAGGI, M., **Un exemple d'intervention in situ: problèmes biologiques des peintures de la crypte de Saint-Savin-sur-Gartempe**, in *Patrimoine culturel et*

altérations biologiques: actes des journées d'études de la SFIIC, s.l., 1989, pp. 193-199, ill. Fr. (9890) ISBN 2-905430-01-X

The crypt of the Abbey Church of Saint-Savin-sur-Gartempe (France) is on Unesco's World Heritage List. Major restoration work had to be undertaken when a white veil suddenly appeared on the surface of the wall paintings. The authors relate the chronology and nature of the work undertaken to arrest the phenomenon. The initial diagnosis was one of salt efflorescence. A sample area was cleaned by light rubbing then given a chemical treatment to protect the surface, while a general survey was undertaken to track the deterioration's advance. Subsequent observation and scientific studies carried out a year later identified a microbiological process which required complete disinfection of the crypt. The restoration will have to be followed up by keener surveillance of the environment and possible pollution risks, consolidation of the coatings and the layer carrying the paintings, and probably by restricting public access to the crypt. * crypt - medieval art - conservation in situ - World Heritage List - France *

French Section of the International Conservation Institute (SFIIC), 29 rue de Paris, 77420 Champs-sur-Marne (France)

6. SILTING UP

ENAUD, F., **Le Mont Saint-Michel au péril de la terre, Les Cahiers de la Ligue Urbaine et Rurale**, n° 102, 1989, pp. 32-47, ill., bibl., Fr. (K-36)

The Mont Saint-Michel (France), which was added to Unesco's World Heritage List in 1979, is silting up at an alarming rate. The problem is such that the insular character of this centre of medieval pilgrimage is endangered. The main culprits are the dikes built in the middle of the 19th century to reclaim land from the sea and the canalisation of the rivers which flow into the bay. This has encouraged the development of spart grass and a rapid increase in grassy areas. Spart grass has three characteristics: it spreads rapidly; it is resistant, and it retains sediments from the water, so aggravating the silting process. The author presents the studies and conclusions of the Central Hydraulic Laboratory of France and the protection

measures it submitted to the Authorities as long ago as 1977. He then examines the work undertaken since then, underlining the slippages in the timetable. He concludes that protecting the island nature of the Mont Saint Michel should be backed by a policy which controls the immediate environment of this historic site, particularly the land, coast and marine ecosystems. * conservation of historic monuments - abbeys - medieval architecture - World Heritage List - France *

Ligue Urbaine et Rurale, 8 rue de Montyon, 75009 Paris (France)

7. ARCHAEOLOGICAL EXCAVATIONS

GAUVIN, R., **Archaeological Activities at the Master's House at the Forges du Saint-Maurice, Autumn 1987, Research Bulletin**, n° 276, 1989, pp. 1-12, ill. bibl. Eng./Fr. (K-210) ISSN 0228-1236

The Master's House at the Forges du Saint-Maurice (Canada), which was built in 1737, housed the ironmasters Olivier de Vezin and Jacques Simonet. It also served as a warehouse and had administrative and religious functions. It was closed in 1883, abandoned and demolished in 1908. Material which could be used elsewhere was stripped away and the remaining structures were soon overgrown. The author recounts various archaeological interventions taken at the initiative of the Quebec Ministry of Cultural Affairs, as from 1966-67, and describes the restoration of the remains. He details the work undertaken, which included consolidating the remains and integrating them into a fully rebuilt exterior. Furthermore, he describes the stratigraphic analysis which followed internal and exterior excavations of the Master's House. This yielded valuable information on the construction techniques used in the foundations, which was virtually all that could be conserved from the original building. * houses - 18th century - stratigraphic analysis - foundations of buildings - Canada *

Canadian Parks Service, 10 rue Wellington, Ottawa-Hall (Canada)

8. UNDERWATER HERITAGE

Heritage at Sea, British Archaeological News, vol. 4, n° 3, 1989, pp. 31-32, Eng. (K-42)

The *Joint Nautical Archaeology Policy*



A SELECTION OF TECHNICAL
LITERATURE ON THE
CONSERVATION OF HISTORIC
MONUMENTS

Committee was created in 1987. It draws together representatives of the various British institutions working on maritime archaeology. The Committee has launched a programme aimed at improving the protection of underwater heritage. Details of the project are given in this article, which illustrates the disparities between the protection of archaeological sites on land and underwater, and records the multiple threats to submerged sites. The Committee makes a number of recommendations, including proposals for new legislation which would give effective protection to underwater sites of national importance, the drawing up of an inventory of archaeological sites in territorial waters, the creation of an agency to protect maritime heritage, and a series of measures to ensure that existing legislation is respected. * underwater archaeology - underwater sites - wrecks - conservation policy - recommendations - United Kingdom * Council for British Archaeology, 112 Kennington Road, London, SE11 6RE (United Kingdom)

9. NATURAL HERITAGE

KOSEOV, J., *Záhorie-nová chránená Krajinná oblase*, *Pamiatky-Príroda*, n° 2, 1989, pp. 46-49, ill., Slo., Sum. Eng. (K-154) This article presents the Zahorie Regional Park, a natural park which has been brought under the protection of the Czech authorities since 9th November 1988. The park is on a plain in the western region of the country. It covers 70,000 acres of marsh land and peat bog including the Bor region. Apart from the interest of its fauna and flora, numerous in breed and type, the park contains many traditional houses of popular architectural inspiration. * natural parks - descriptions - vernacular architecture - Czechoslovakia * Vydavateľstvo Ozbór, ul. cs. armady 35, 81585 Bratislava (Czechoslovakia)

10. ARCHITECTURAL HERITAGE

MEDIANERO HERNÁNDEZ, J.M., *La Torre de los Guzmanes de la Algaba (Sevilla)*, *Castillos de España*, n° 95, 1988, pp. 21-30, ill. Spa. (K-238) The 27 metres of the *los Guzmanes* Tower dominate the town of Algaba, a few

kilometres from Seville (Spain). It was built in the middle of the 15th century and named after its commandant, Juan de Guzmán. An inscription on one of the doors gives the termination date of 1446. This is a fortified tower of Moorish inspiration, designed to resist the frequent sieges of mid-15th century Andalusia and to serve as the lord's residence in time of need. This type of urban construction, serving both civil and military purposes, is rare in Andalusia; it is more frequent in the North of Spain. The author begins by describing the monument: plans, elevations, the use of interior spaces and decoration. He then gives a topological and comparative analysis which places the Tower in the context of Spanish architectural history and goes on to trace the Tower's history since it was abandoned in the 16th century. It was converted into a prison at the beginning of the 20th century and was reasonably well conserved when the authorities decided on its restoration in 1975. The work was undertaken in two phases: first, structural consolidation; second, cleaning the exterior, re-doing the roof, the staircase and the tiling and bringing in electricity. Now that it has been restored, the Tower is a centre for cultural activities which emphasise its historical and architectural importance in the heart of the city. * towers - 15th century - historical studies - descriptions - rehabilitation - restoration works - Spain * Asociación española de Amigos de Los Castillos, Barbara de Braganza, 8.28004 Madrid (Spain)

11. LEGISLATION

MENDEZ, F.P., *La política de recuperación del patrimonio arquitectónico en Europa occidental*, in *Toledo, Ciudad viva? Ciudad muerta?*, Toledo, 1988, pp. 75-87, Spa. (9891 - V.H. 1068 a) ISBN 84-600-543-3 This article is taken from the proceedings of a Symposium on the past and future of the city of Toledo, organised by the University of Toledo in April 1983. The author gives a summary of the rehabilitation and improvement policies in use in most Western European countries since 1970. The economic crisis brought in a decade of thorough revision of previous policies. The new trends included redefinition of the methods of public

intervention, and the development of new policies on housing and the restoration of national monuments: key examples were the British *Housing Act* of 1974, the French *Loi de réforme de l'aide au logement* (Law to remodel housing assistance) in 1977 and the Italian Law 457 of 1978. The author first retraces the broad lines of heritage policy developed before 1970, which was marked by legislative and institutional dissociation of town planning and conservation-protection of historic sites. He then presents, as an example, the new measures taken by the Italian authorities to introduce a real policy of restoration of the historical architectural heritage. * rehabilitation - architectural heritage - housing - conservation policy - Europe * Colegio universitario de Toledo, Toledo (Spain)

12. CONSERVATION OF HISTORIC TOWNS

MOUTON, B., *Doura Europos ou les contrastes de Syrie*, *Monuments Historiques*, n° 162, 1989, pp. 75-79, ill., Fr. (K-129 - V.H. 1069) ISSN 0242-830 X Doura Europos (Syria) was founded around 312 BC by Seleucos, and rediscovered in 1920. The author traces the history of the town which was in the hands of the Parthians, then the Romans, the Sassanides. Then he recalls the different archaeological digs which have been carried out since 1922 by French, then Franco-American teams. About a third of the town's 120 acres had been investigated before the digs were abandoned as the first World War approached. Since 1982, the French CNRS (National Centre for Scientific Research) has organised three missions to report on the state of the site. The stone work has suffered badly. The masonry foundations have suffered from desquamation or decomposition. The disturbing deterioration of the site has been caused by the disappearance of natural protection, the poor quality of some of the construction materials, human negligence, many visitors, carelessness on previous digs and, more surprisingly, the adverse effect of water. A 1987 study concluded that the original system of sanitation would have to be put back into service and that the remaining vestiges would



A SELECTION OF TECHNICAL
LITERATURE ON THE
CONSERVATION OF HISTORIC
MONUMENTS

have to be reburied. Unfortunately this solution clashes with the desire to develop the tourist industry. Efforts to save the site will run into technical and logistical problems, including chronic shortages of materials and labour. Success will require active mobilisation of the international community. * historic monuments - stone - deterioration - water damage - Syria * Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, Hôtel de Béthune-Sully, 62 rue Saint-Antoine, 75004 Paris (France)

13. HISTORY OF ARCHITECTURE

OUSTERHOUT, R., *Rebuilding the Temple: Constantine Monomachus and the Holy Sepulchre*, *Journal of the Society of Architectural Historians*, vol. XLVIII, n° 1, 1989, pp. 66-78, ill., Eng. (K-117) The church of the Holy Sepulchre in Jerusalem was begun in the 4th Century under the reign of Constantine the Great and finished in 1149 - the year of its consecration. Construction took place in three phases. The author situates each of these stages in its historic context, then looks deeper into that phase undertaken from 1042 to 1048 at the initiative of the Emperor Monomachus. The spur to this new effort was the destruction of the building ordered by Calif al-Hakim in 1009. The remains, and comparisons with Byzantine buildings, suggest that the plans were drawn by an architect who was from Constantinople or familiar with the city. The work seems to have been carried by two teams of masons, one from Constantinople and the other local; studies of the construction techniques, the structure of the walls, and some decorative details back this hypothesis. * churches - historical studies - byzantine architecture - Israel - Jordan * Society of Architectural Historians, 1232 Pine Street, Philadelphia, PA 19107 (USA)

14. STONE

ZIELINSKI, A., *In-situ Conservation of the Temple of Amunt Nakht: Ayn Birbiyeh, Dakhleh Oasis in Egypt*, *APT Bulletin*, vol. 20, n° 1, 1989, pp. 49-60, ill., Eng. (K-24 - Pi. 354) The temple of Amunt Nakht, which was discovered under a large sand dune, lies in

the Dakhleh Oasis in the western Egyptian desert. Lying east-west, it is made up of three rooms built in succession, through which one reaches a sanctuary lying at the extreme west of the monument. The construction seems to date from Roman times. The first scientific studies carried out in 1983 showed up serious modifications to the stone which had been brought on by mechanical problems - ground movements and erosion - or structural stresses. Some of the sandstone blocks had crumbled or fractured to the point of losing all solidity. Clearing the temple and subsequent archaeological excavations required an integrated conservation programme which guaranteed the site's long-term survival. The sandstone blocks were treated with chemical injections based on sodium silicate as they were discovered. This fine example of site preservation required close collaboration between the teams of archaeologists and conservation specialists. * temples - silting up - archaeological sites - archaeological excavations - integrated conservation - Egypt * Association pour la préservation et ses techniques, c/o SHC-BRC, 1 East St. Mary's Road, Champaign, IL 61820 (USA).

OUVRAGES REÇUS

The Singapore House: 1819-1942, par Lee Kip Lin, Singapour, 1988, 231 pp. ill., ang. (1982) ISBN 981-204-03-4

Cet ouvrage sur les maisons de Singapour s'articule en deux grandes parties. La première est consacrée à l'architecture domestique datant de la période 1819-1942. L'origine et les caractéristiques des styles architecturaux introduits à Singapour par les différentes vagues de migrants, britanniques notamment, sont étudiés de même que l'art des jardins et l'architecture paysagère. Un certain nombre de maisons individuelles sont présentées en seconde partie. Description des espaces extérieurs et des aménagements intérieurs sont l'occasion d'un remarquable voyage dans le temps et dans l'espace. Cette publication abondamment illustrée de photographies d'époque et de dessins architecturaux de grande qualité constitue une source d'information de toute première importance pour l'amateur ou l'historien d'art spécialiste d'architecture domestique.

Information: Times Edition, Times Centre, 1 New Industrial Road, Singapore 1953 Singapour (Singapour)

Guidelines for Recording Historic Ships, Richard K. Anderson, J.R., Washington, 1988, n.p., ill., ang. (1983)

La conservation du patrimoine maritime suscite depuis quelques années aux Etats-Unis un intérêt croissant, tant au niveau local que national. Cet ouvrage, élaboré par le *Historic American Engineering Record (HAER)*, émanation du *National Park Service* créé en 1969, est un guide-manuel visant à normaliser les méthodes d'inventaire et d'enregistrement du matériel documentaire existant en matière de patrimoine naval. Ces directives concernent essentiellement les vaisseaux de plus de 10 mètres de long, lesquels sont plus particulièrement menacés de disparition. Elles s'appliquent au traitement des données historiques, des documents photographiques et des relevés et dessins architecturaux. L'ouvrage conçu pour les besoins propres de l'*HAER* s'adresse également à des institutions ou particuliers, spécialistes du monde maritime, propriétaires de navires, constructeurs de bateaux, ingénieurs ou historiens.

Information: Historic American Buildings Surveys/Historic American Engineering Record, National Park Service, US Department of the

Interior, P.O. Box 37127, Washington, DC 20013-7127 (Etats-Unis)

Découverte de l'art préhistorique en Chine, par Chen Zhao-fu, Paris, 1988, 220 pp., ill., fr. (1989 - A.R. 203) ISBN 2-26-03386-6

Les sites d'art rupestre chinois pour la plupart situés dans des zones d'habitat aride ou semi-aride, au delà de la Grande Muraille de Chine, n'ont été que très peu étudiés par le passé. Cet ouvrage très richement illustré met en lumière un aspect méconnu du patrimoine culturel chinois. Après avoir évoqué l'histoire des découvertes, l'auteur présente l'art rupestre selon ses différentes aires de développement, Mongolie intérieure, Ningxia-Gansu, Xinjiang, Tibet, région sud-Ouest regroupant le Sichuan, le Yunnan et le Guangxi et la côte Sud-Est avec le Fujian, le Jiangsu et Hong Kong. Suit une étude iconographique des peintures et gravures. On distingue quatre groupes principaux de représentation: les masques, les animaux, les scènes de la vie quotidienne et les symboles auxquels il faut ajouter les caractères graphiques. Un essai de datation et une analyse technique et stylistique complètent cette publication fort attendue.

Information: Albin Michel S.A., 22 rue Huyghens, 75014 Paris (France)
Prix: US \$ 80 / FF 480

American Landscape Architecture: Designers and places, édité par William H. Tishler, Washington, 1989, 244 pp., ill., bibl., ang. (1989 - J.H. 241) ISBN 0-89133-145-X

Cet ouvrage offre un vaste panorama de l'architecture paysagère américaine et des multiples réalisations qui ont façonné le paysage américain depuis près de 2 siècles. Après avoir retracé, en introduction, l'histoire du paysage américain, l'auteur présente 21 des architectes-paysagistes qui en jalonnent le cours: H.W.S. Cleveland, Frederick Law Olmsted, Charles Eliot ou Jens Jensen, pour ne citer que quelques noms illustres. 21 types d'architecture paysagère sont étudiés en seconde partie, parmi lesquels, les jardins historiques, les parcs nationaux, les jardins publics, les cimetières, les parcs d'attraction, les espaces verts créés dans le cadre d'opérations urbanistiques ou les espaces paysagers ayant fait l'objet de récentes campagnes de restauration. Une importante bibliographie complète cette publication qui met en lumière un

aspect fondamental du patrimoine américain. *Information:* The Preservation Press, National Trust for Historic Preservation, 1785 Massachusetts Avenue, N.W., Washington, D.C. 20036 (Etats-Unis)
Prix: US \$ 10.95 / FF 66

Cameroun, Art et Architecture, par Jean-Paul Lebeuf, Haman Mohaman, A. Ndam Njoya, Louis Perroi, Christian Seignobos, Paris, 1988, 48 pp., ill., fr. (1989 - A.T. 416)

Réalisé à l'occasion de l'exposition qui s'est tenue au Musée national des arts africains et océaniques de Paris (France), fin 88-début 89, ce catalogue présente l'architecture traditionnelle camerounaise, patrimoine d'autant plus riche que le pays est situé au confluent d'importantes civilisations de l'Afrique Noire. Deux groupes architecturaux sont successivement étudiés: les architectures royales, avec pour exemples le Palais des rois de Foubam et la chefferie des Bamileké avec sa capitale, le *Tsa*, principal centre administratif, religieux et culturel; et les architectures paysannes. Les villages forestiers du sud-Cameroun forment un ensemble relativement homogène contrairement aux villages situés au nord du pays dont l'habitat, beaucoup plus varié correspond à la diversité du relief et des ethnies qui y vivent. *Information:* Association pour le développement des échanges interculturels au musée des arts africains et océaniques, 293 Avenue Daumesnil, 75012 Paris (France)
Prix: US \$ 7 / FF 40

BOOKS RECEIVED

The Singapore House: 1819-1942, by Lee Kip Lin, Singapore, 1988, 231 pp. ill., Eng. (1982) ISBN 981-204-03-4

"The Singapore House" is divided into two extensive parts. The first is concerned with domestic architecture from 1819-1942. The origins and characteristics of the architectural styles brought to Singapore by migrants of different nationalities, especially British, are reviewed, as are artistic gardens and landscape architecture. The second part describes a number of private houses. The descriptions of the exterior spaces and interior architecture embark the reader on a remarkable journey through time and space. An abundance of photographs of the period and high-quality architectural drawings illustrate this work which should be of great value both to the amateur and to the art historian specialising in domestic architecture.

Information: Times Edition, Times Centre, 1 New Industrial Road, Singapore 1953 Singapore.

Guidelines for Recording Historic Ships, Richard K. Anderson, J.R., Washington, 1988, n.p., ill., Eng. (1983)

Maritime heritage conservation has been arousing increasing interest in the United States for the past few years, at both local and national levels. This work has been drawn up by the *Historic American Engineering Record (HAER)* which itself is a branch of the *National Park Service* set up in 1969. It is a manual-cum-guide which aims at standardising methods of drawing up inventories and recording existing documentary material concerning naval heritage. These guidelines apply only to vessels of more than 30 feet long, which are in greatest danger of disappearing. They apply to the processing of historical data, photographic documents and architectural surveys and drawings. This work, which was designed with *HAER's* own needs in mind, is also intended for institutions or private individuals, for specialists of the maritime world, ship owners and builders, and for engineers and historians.

Information: Historic American Buildings Surveys/Historic American Engineering Record, National Park Service, US Department of the Interior, P.O. Box 37127, Washington, DC 20013-7127 (USA)

Découverte de l'art préhistorique en Chine, par Chen Zhao-fu, Paris, 1988, 220 pp. ill., Fr.

(1989 - A.R. 203) ISBN 2-26-03386-6

Rock art sites in China are mostly to be found in arid or semi-arid inhabited areas, beyond the Great Wall of China. Until recently these sites were virtually ignored. This richly illustrated work highlights an unrecognised side of China's cultural heritage. After summarising the historical facts relating to the discoveries, the author presents rock art in the various regions where it developed: inner Mongolia, Ningxia-Gansu, Xinjiang, Tibet, the South West Region including Sichuan, Yunnan and Guangxi as well as the South East Coast with Fujian, Jiangsu and Hong Kong. This is followed by an iconographic study of paintings and engravings. These can be divided into four main groups: masks, animals, scenes from every-day life and symbols, to which must be added graphic characters. Dating tests and technical and stylistic analyses complete this long-awaited publication.

Information: Albin Michel S.A., 22 rue Huyghens, 75014 Paris (France)
Prix: US \$ 80 / FF 480

American Landscape Architecture: Designers and Places, published by William H. Tishler, Washington, 1989, 244 pp., ill., bibl., Eng. (1989 - J.H. 241) ISBN 0-89133-145-X

This work gives a vast panorama of American landscape architecture as well as of the many projects which have shaped the American countryside for the past two hundred years. In the introduction the author retraces the history of American landscape architecture. He then introduces 21 of the architects who have marked the course of American landscape history, among these are H.W.S. Cleveland, Frederick Law Olmsted, Charles Eliot and Jens Jensen to cite but a few. 21 types of landscape architecture are reviewed in the second part of this work including historic gardens, national parks, public gardens, cemeteries, amusement parks, green spaces created during urban development, and landscaped spaces which have been restored recently. The publication, which is completed by a substantial bibliography, highlights a fundamental aspect of American heritage.

Information: The Preservation Press, National Trust for Historic Preservation, 1785 Massachusetts Avenue, N.W., Washington, D.C. 20036 (USA)
Prix: US \$ 10.95 / FF 66

Cameroun, Art et Architecture, by Jean-Paul

Lebeuf, Haman Mohaman, A. Ndam Njoya, Louis Perroi, Christian Seignobos, Paris, 1988, 48 pp., ill., Fr. (1989 - A.T. 416)

This catalogue was compiled for an exhibition which took place in Paris at the Musée National des Arts Africains et Océaniques (National Museum of African and Oceanic Arts) at the close of 1988 and in early 1989. The catalogue presents traditional Cameroon architecture, which is all the richer because the Cameroons lie at the crossroads of Black Africa's civilisations. The presentation is divided into two parts. The first part covers royal architecture such as the King's Palace of Foubam and the Headquarters of the Bamileke Tribe with their capital the *Tsa*, which is the main administrative, religious and cultural centre. The second section covers different types of peasant architecture; the forest villages of South Cameroon form a relatively homogeneous whole, contrasting with the northern villages where the dwellings are as varied as the terrain and the ethnic groups who live there.

Information: Association pour le développement des échanges interculturels au musée des arts africains et océaniques, 293 Avenue Daumesnil, 75012 Paris (France)
Prix: FF 40 / US \$ 7.

COMMUNIQUES

RESOLUTION DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le Conseil de l'Europe, lors de sa 24e session à Strasbourg en mars 1989 a adopté la résolution 204 sur la destruction des villages roumains et la campagne européenne pour le monde rural. La Conférence permanente

1. appuyant la Résolution 910 (1988) de l'Assemblée Parlementaire sur la politique rurale en Roumanie;

2. Profondément émue et indignée par la politique systématique de destruction de villages entiers pratiquée par les autorités gouvernementales roumaines en pleine campagne européenne pour le monde rural;

3. Dénonce ces agissements comme un véritable crime contre le patrimoine culturel de l'Europe, qu'il s'agisse du patrimoine bâti d'une civilisation rurale très vivante, qu'il s'agisse du patrimoine culturel des minorités hongroises et allemandes en Transylvanie;

4. Dénonce, d'une manière générale, les graves atteintes aux droits de l'Homme qui sont commises dans ce pays;

5. Engage les communes et petites villes rurales des pays membres du Conseil de l'Europe à participer à l'opération de sauvetage de cette partie du patrimoine rural de l'Europe en concluant des jumelages symboliques avec un village roumain menacé de disparition et d'une manière générale à participer à des actions en faveur du sauvetage des villages roumains;

6. Charge son Bureau et sa Commission Permanente de contribuer à la mobilisation des collectivités rurales d'Europe en faveur des villages roumains en étroite coopération avec les associations nationales et internationales de pouvoirs locaux et régionaux;

7. Demande instamment au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, dans l'esprit de la Campagne européenne pour le Monde Rural et dans le respect des engagements pris dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, de dénoncer fermement la politique de destruction des villages roumains et d'engager les gouvernements membres du Conseil de l'Europe à des actions concrètes de protestation.

RESOLUTION OF THE COUNCIL OF EUROPE

The Council of Europe during its 24th session in Strasbourg in March 1989 has adopted the Resolution 204 on the destruction of Romanian villages and on the European Campaign for the Countryside. The Standing Conference

1. Expressing its support for Parliamentary Assembly Resolution 910 (1988) on rural policy in Romania;

2. Deeply concerned by, and expressing its indignation at, the policy of systematic destruction of entire villages carried out by the Romanian governmental authorities and this in the middle of the European Campaign for the Countryside;

3. Denouncing these operations as a veritable crime committed against the cultural heritage of Europe, whether this be the built heritage of a rural civilisation still very much alive or the cultural heritage of Hungarian or German minorities in Transylvania;

4. Condemns, in a general sense, the serious breaches of human rights committed in this country;

5. Seeks to commit rural municipalities and small towns of member countries of the Council of Europe to partake in the protection of this part of the rural heritage of Europe, through contracting symbolic twinnings with Romanian villages threatened with disappearance and, in a general sense, to take part in any action aimed at protecting Romanian villages;

6. Requests its Bureau and its Standing Committee to contribute to the mobilisation of rural municipalities in Europe in support of Romanian villages, in close co-operation with the national and international associations of local and regional authorities;

7. Requests, as a matter of urgency, the Committee of Ministers of the Council of Europe, in the spirit of the European Campaign for the Countryside, and respecting the undertakings of the Conference on Security and Co-operation in Europe, to denounce firmly the policy of destruction of Romanian villages and to commit member governments of the Council of Europe to concrete measures of protest.

DESTRUCTION A CHYPRE

L'Association des archéologues grecs, au cours de son Assemblée Générale, a déclaré: Suite à l'exportation illicite et à la vente d'éléments décoratifs en mosaïque de l'église de Panaghia Kanakaria de Chypre, l'Association des archéologues grecs proteste auprès de la communauté internationale et des organisations culturelles internationales contre la destruction systématique et le pillage des trésors archéologiques des territoires occupés de Chypre qui ont abouti à la destruction de monuments et à l'altération de l'identité culturelle nationale de l'île.

DESTRUCTION IN CYPRUS

The Association of Greek Archaeologists, during its General Assembly, has declared:

After the case of the illicit exportation and sale of parts of the mosaic decoration of the Church of Panaghia Kanakaria in Cyprus, the Association of Greek Archaeologists protests to the International Community and to the International Cultural Organizations for the systematic destruction and looting of the archaeological treasures in the occupied territories of Cyprus which results in the destruction of the monuments and the alteration of the national cultural identity of the island.

BIENNALE INTERNATIONALE DU FILM

Biennale internationale du film d'architecture, d'urbanisme et d'environnement urbain.

La quatrième biennale internationale du film d'architecture, d'urbanisme et d'environnement urbain se déroulera à Bordeaux début décembre 1989.

Elle s'organisera autour d'une compétition de films et vidéos (16 et 35mm, vidéo 3/4 Pal, Secam ou Ntsc), de rencontres et colloques. A noter la création de deux nouvelles sections dans la compétition: *l'entreprise*; les nouveaux matériaux, les nouvelles techniques, les nouveaux usages, l'image de l'entreprise à travers son architecture, et *les collectivités locales*; l'utilisation de l'architecture et de l'environnement urbain dans la communication.

En outre, dans le cadre de « Regards sur la ville », les films primés lors de concours organisés par les villes d'Angers, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marne la Vallée, Marseille, Montpellier, Nancy et Strasbourg seront présentés dans une scénographie originale, permettant un nouveau regard sur l'image de ces villes, sur leur patrimoine, la mémoire des lieux, leur vie quotidienne et leur architecture contemporaine.

Information, service de presse: Françoise Houzelot, Fifarc, B.P. 85, 33024 Bordeaux cedex (France).

BIENNIAL INTERNATIONAL FILM FESTIVAL

Biennial International Film Festival on Architecture, Town Planning and Urban Environment.

The fourth Biennial International Film Festival on Architecture, Town Planning and Urban Environment is to take place in Bordeaux at the beginning of December.

Film and video competitions (16 and 35mm

COMMUNIQUES

films, Pal 3/4, Secam or NTSC videos), meetings and symposiums will be organised. Attention is drawn to two new competition sections: *the company* covering new materials, new techniques, new practices and the company's image through its architecture; and *local communities* covering the use of architecture and urban environment in communication. Prize-winning films from competitions organised by the towns of Angers, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyons, Marne la Vallée, Marseille, Montpellier, Nancy and Strasbourg will be shown. These films, presented as part of the 'Regards sur la Ville' (A Look at the Town) programme, present the towns, their heritage, the sites of historic events, their day-to-day life and their contemporary architecture, in a new light.

Information, service de presse: Françoise Houzelot, Fifarc, B.P. 85, 33024 Bordeaux cedex (France).

HISTOIRE MEDIEVALE, CULTURE NORMANDE ET RAYONNEMENT EUROPEEN

L'Association des Amis du Parc de Coutances présente: Survivance et renaissance: le Parc l'Evêque de Coutances.

A Coutances, dans la Manche, sur 102 hectares divisés en 33 propriétés, d'un parc demeuré silencieux presque 200 ans depuis la Révolution, 750 ans d'histoire ont été préservés (11e-18e siècle). On peut se demander, en entrant au Parc l'Evêque, ce que signifie l'inscription aux Monuments historiques en novembre 1988, de ce patrimoine essentiellement végétal et animalier.

Ce type d'espace agricole aménagé au 11e siècle est un agro-système, une miniature du paysage normand. 800 parcs furent construits en Grande-Bretagne, 300 à 400 en Normandie et peut être autant en Sicile et en Calabre. Celui de Coutances, conçu au Moyen-Age par l'Evêque Geoffroy de Montbray, compagnon de Guillaume le Conquérant, est une reconstitution du paradis. Cette terre en partie pâture, en partie boisée, abritaient une faune d'animaux sauvages et domestiques. Les étangs y accueillent les oiseaux migrateurs car ce parc, comme beaucoup d'autres parcs normands qui proliféraient à cette époque, était construit dans une vallée placée dans l'axe naturel de migration.

Dans ces parcs, on y cultive et on y engrange ses biens, on s'y promène aussi en sécurité et

on y chasse pour le besoin et le plaisir. Plus tard, au 17e siècle on y reçoit ses invités pour une partie de chasse. On s'y attarde en discussions, là où l'odeur des roses n'a de pareil que le goût des fruits et des sorbets qu'on déguste à l'abri de la tonnelle du jardin de plaisance.

Ces moments vécus au Parc de l'Evêque de Coutances, sortent de l'oubli grâce à la restauration entreprise sur 6 hectares ouverts au public. Il nous y est révélé que du Moyen-Age à la Révolution, Clergé et Noblesse, ont su privilégier, dans un monde rural, un espace agricole pour la satisfaction de leurs besoins spirituels et économiques, mais aussi de détente et d'agrément.

L'Association des Amis du Parc travaille à la renaissance du site. Si vous disposez de documents relatifs à ces jardins d'inspiration normande, vous pouvez les communiquer à: M. Hébert, Secrétaire de l'Association des Amis du Parc, Parc l'Evêque, Chemin de la Verjusière, 50200 Coutances, France.

MEDIEVAL HISTORY, NORMAN CULTURE AND EUROPEAN INFLUENCE

The Association des Amis du Parc de Coutances présente: Survivance et renaissance: le Parc l'Evêque de Coutances.

750 years of 11th-18th century history have been preserved at Coutances, in the Manche (Channel) region of France. The 250 acre park, which is divided into 33 private properties, has lain silent for almost 200 years, since the time of the French Revolution. On entering Parc l'Evêque, with its essentially animal and vegetable heritage, one could well wonder why it was added to the Historical Monuments List in 1988.

Coutances is both a miniature of the Norman countryside and an example of a type of agricultural area set up in the 11th century. 800 parks were laid out in Great Britain, 300/400 in Normandy and perhaps as many in Sicily and Calabria. Coutances was designed in the Middle Ages by Bishop Geoffroy de Montbray, a companion of William the Conqueror. It is a second paradise, devoted partly to grazing and partly to woodland, where wild and domestic animals find shelter. Like many other Norman Parks of the period, Coutances was set in a valley at a natural meeting place for migratory birds, which are still regular visitors to its ponds and lakes.

The parks were used for cultivation, garnering

and storage. The residents could walk freely and safely throughout the park and hunt out of necessity or for pleasure. Later on, in the 17th century guests were invited to join the hunt. People stopped to have a conversation amidst the scent of roses which was rivaled only by the taste of fruit and ices savoured in the shelter of a bower in this garden of pleasure.

The flavour of these bygone times in the Park of the Bishop of Coutances, can now be recaptured thanks to the restoration of 15 acres which have been opened to the public. It is readily apparent that, from the Middle Ages to the Revolution, the Clergy and the Nobility sought more than spiritual and economic satisfaction from the rural world. Agricultural spaces were also sources of relaxation and pleasure.

The Association des Amis du Parc (Association of Friends of the Park) hopes to bring new life to the site. If you have documents concerning these Norman-inspired gardens they would be pleased to hear from you. Please contact: M. Hébert, Secrétaire de l'Association des Amis du Parc, Parc l'Evêque, Chemin de la Verjusière, 50200 Coutances, France.

JOURNEES SUR LA CONSERVATION - RESTAURATION DES BIENS CULTURELS

L'Association des restaurateurs d'art et d'archéologie de l'Université de Paris I Sorbonne, organise un colloque consacré à la conservation des biens culturels les 2, 3 et 4 novembre à l'Auditorium du Louvre. Les deux thèmes choisis permettront de réunir à cette occasion les professionnels de différents domaines: conservateurs, restaurateurs, historiens, archéologues, chercheurs ou plasticiens.

Inscription et renseignements auprès du Secrétariat du Colloque: 7 rue Nolle, 75017 Paris (France)

CONSERVATION DAYS - RESTORATION OF CULTURAL PROPERTY

The Association of Art and Archaeology Restorers of the University of Paris I (Sorbonne) is organising a symposium on the conservation of cultural property on 2-4 November in the Louvre Auditorium. The two themes will draw together participants from many fields: curators, restorers, historians, archaeologists and research workers.

Further information is available from the symposium secretariat, which is also handling inscriptions: 7 rue Nolle, 75017 Paris (France).

ICOMOS is an international non-governmental organization bringing together people and institutions actively concerned with the conservation of buildings, groups of buildings and larger units of architectural, archaeological and historical interest. Both nationally and internationally it is directed by its members and its effectiveness and the scope of its influence are dependent on their number, their competence and their dynamism. It is their General Assembly which elects the Executive Committee, the members of which are responsible for the administration of the Council and for the general policy guiding the work of the Secretariat since it is they who are called on to implement the programmes adopted triennially by the General Assembly (Cracow 1965, Oxford 1969, Budapest 1972, Rothenburg 1975, Moscow 1978, Rome 1981, Rostock-Dresden 1984, Washington 1987).

The aims of Icomos, as set out in its Statutes, are the furthering of the conservation, protection, rehabilitation and enhancement of monuments, groups of buildings and sites. To this end it strives to bring together all individuals or bodies (official or private) taking an active part in conservation. The scope of its membership has broadened as the concept of the architectural heritage itself has developed. At the same time, Icomos is in regular and close contact with numerous international organizations, governmental, professional and private.

When, in 1964, the 2nd International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments decided to set up a permanent association, it was encouraged to do so by Unesco and, as early as 1970, Icomos was included by Unesco among its international non-governmental organizations enjoying consultative and associate status. Besides providing Icomos with regular assistance in the form of a subsidy supplementing its members' subscriptions and the subsidies paid by several governments, Unesco finances specialized assignments under contract. Icomos thus had an important part in the preparation of the World Heritage Convention (1972), in the organization of exchange and training programmes in the field of preservation of historic quarters (1980, 1982, 1984) and in the preparation of various recommendations.

The Assembly at which the Council was founded decided that its headquarters should be in Paris. Since 1971 it has been accommodated in the service wing of the Hôtel Saint-Aignan, a historic building made available to it by the Paris City Council. The Secretariat consists of a salaried staff of four persons, whose work comes under the direct supervision of the Secretary General and the Treasurer General. It carries out the decisions of the General Assembly and the Executive Committee and is in charge of the day-to-day activities of the Council along the general lines laid down by the President. The Unesco/Icomos Documentation Centre, which is responsible for building up and keeping up to date a body of reference material on the conservation, protection, use and rehabilitation of the architectural heritage is financed under a special Unesco contract. It has a staff of two and its material may be consulted either personally or by letter.

Icomos National Committees may be set up in all Unesco Member States and admit all categories of Icomos members (individual, institutional, supporting or honorary). Each Committee has its own international regulations, programme and activities, in accordance with the Council's Statutes and aims. The Committees take an active part in Icomos international activities. At the time of the 1965 Icomos General Assembly there were only a few National Committees, most of them in Europe. Since then, a great effort has been made to increase the number of National Committees, 8 in Africa, 20 in America, 9 in Asia, 1 in Australia and 27 in Europe. Furthermore, Icomos has well as associate members in ten other countries which have not yet their own National Committee.

Icomos has established a network of Specialized International Committees which are bodies of experts concerned with the study of particular problems and which are also a convenient vehicle for regular cooperation with other international bodies. Those established thus far are concerned with rock art, vernacular architecture, wood, mud brick, training, archaeology, historic gardens, stone, photogrammetry, seismology, cultural tourism, historic towns, and stained glass. The Icomos advisory body is the Advisory Committee, the members of which each represent either a National or a Specialized International Committee.

L'ICOMOS est une organisation non-gouvernementale qui regroupe des personnes et des institutions travaillant à la conservation des monuments, ensembles et sites historiques. Ses membres en sont le moteur, au plan national et international. De leur nombre, de leur dynamisme, de leur compétence dépendent l'efficacité et le rayonnement du Conseil. Réunis en Assemblée Générale, ils élisent ceux d'entre eux qui, siégeant au Comité Exécutif, assurent l'administration du Conseil et orientent le travail du Secrétariat. Les membres du Comité Exécutif sont, en effet, responsables de la mise en oeuvre des programmes adoptés tous les trois ans par l'Assemblée Générale (Cracovie 1965, Oxford 1969, Budapest 1972, Rothenburg 1975, Moscou 1978, Rome 1981, Rostock-Dresde 1984, Washington 1987).

Les buts de l'Icomos, définis dans ses Statuts, sont de «promouvoir la conservation, la protection, l'utilisation et la mise en valeur des monuments, ensembles et sites». Pour atteindre ces buts, l'Icomos s'est efforcé de regrouper toutes les personnes et tous les organismes (officiels et privés) qui concourent à la conservation. Son domaine de recrutement s'est d'ailleurs élargi en même temps que se développait le concept même de «patrimoine architectural».

L'Icomos entretient, d'autre part, des relations étroites avec de très nombreuses organisations internationales, gouvernementales ou professionnelles.

En 1964, lorsque le II^e Congrès International des Architectes et des Techniciens des Monuments Historiques avait décidé la création d'une association permanente, l'Unesco avait encouragé cette initiative.

Dès 1970, l'Unesco admettait l'Icomos au nombre de ses organisations internationales non-gouvernementales, avec le statut de consultation et d'association. L'Unesco octroie au Conseil une aide régulière (une subvention annuelle, qui s'ajoute aux cotisations des membres et aux subventions de plusieurs gouvernements) et lui confie des tâches spécialisées. L'Icomos a ainsi joué un rôle important dans la préparation de la Convention du Patrimoine Mondial (1972), dans l'organisation de programmes d'échanges et d'information dans le domaine de la préservation des quartiers historiques (1980, 1982, 1984), et dans la préparation de recommandations diverses.

Le siège de l'Icomos a été fixé à Paris par l'Assemblée Constitutive. Il occupe, depuis 1971, une aile de l'Hôtel Saint-Aignan, monument historique mis à sa disposition par la Ville de Paris. Le Secrétariat comprend quatre personnes salariées travaillant sous le contrôle direct du Secrétaire Général et du Délégué Général aux Finances. Il met en oeuvre les décisions de l'Assemblée et du Comité Exécutif et assure la gestion quotidienne du Conseil selon les orientations définies par le Président. Le Centre de Documentation Unesco/Icomos, dont le rôle est de rassembler et de tenir à jour une documentation sur la conservation, la protection, l'utilisation et la mise en valeur des monuments et des sites, bénéficie d'un contrat particulier de l'Unesco. Il emploie deux personnes et peut être consulté sur place ou par correspondance.

Des Comités Nationaux de l'Icomos sont constitués dans les Etats membres de l'Unesco. Ils regroupent tous les membres (individuels, institutionnels, bienfaiteurs, d'honneur) que compte l'Icomos en leur pays. Ils ont leur règlement intérieur, leur programme et leurs activités propres, en accord avec les Statuts et les objectifs de l'Icomos. Ils participent largement à ses activités internationales.

Lors de l'Assemblée Constitutive à Varsovie, en 1965, l'Icomos ne comptait que quelques Comités Nationaux — en majeure partie européens — un grand effort a été accompli depuis pour augmenter leur nombre et implanter l'Icomos dans toutes les régions du monde. En 1985, l'Icomos compte 65 Comités Nationaux ainsi répartis: 8 en Afrique, 20 en Amérique, 9 en Asie, 1 en Australie, 27 en Europe et des membres associés dans une dizaine d'autres pays qui n'ont pas encore constitué un Comité National. L'Icomos a mis en place un réseau de Comités Internationaux spécialisés, organes techniques consacrés à l'étude de problèmes particuliers. Ces Comités offrent aussi l'occasion d'instaurer une collaboration permanente avec d'autres organismes internationaux. Les Comités actuellement constitués sont les suivants: art rupestre, architecture vernaculaire, bois, brique crue, formation, archéologie, jardins et sites historiques, pierre, photogrammétrie, séismologie, tourisme culturel, villes historiques, et vitrail. Les Présidents des Comités Nationaux et des Comités Internationaux spécialisés, réunis au sein du Comité Consultatif, constituent l'organe consultatif de l'Icomos.

